

Comment périssent les Républiques / Wilfrid de Fonvielle

Fonvielle, Wilfrid de (1824-1914). Auteur du texte. Comment périssent les Républiques / Wilfrid de Fonvielle. 1888.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

COMMENT PÉRISSENT
LES
RÉPUBLIQUES

PETITE BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE

WILFRID DE FONVIELLE

COMMENT PÉRISSENT
LES
RÉPUBLIQUES



CHARLES BAYLE, ÉDITEUR
à Paris, 16, rue de l'Abbaye.

—
1888

INTRODUCTION

Grâce à l'usage de l'écriture, l'humanité peut être assimilée à un être intelligent qui apprendrait toujours et n'oublierait jamais. Il ne faut donc pas négliger d'avoir recours à une expérience si précieuse et chèrement acquise, lorsqu'il suffit d'avoir un peu de raison pour éviter une catastrophe aussi terrible que fréquemment répétée. N'est-ce pas faire un acte utile que d'employer l'histoire à prévenir la destruction d'une République qui a sauvé la patrie et qui ferait place à un pouvoir despotique, n'ayant l'excuse ni de la tradition ni des services passés.

Nous avons donc écrit ce petit volume dans le but de faire ouvrir les yeux à une multitude de personnes qui ne consentiraient à s'apercevoir des qualités du régime dont nous jouissons actuellement que lorsqu'il aurait disparu, et qui verseraient alors des larmes de sang sur la sottise dont ils se seraient rendus coupables, en prêtant une oreille trop docile aux déclama-

tions de rhéteurs dont ils auraient dû apprendre depuis longtemps à se défier.

Afin d'arriver à ce résultat, nous avons eu l'idée de décrire la fin des républiques qui ont succombé au mal dont toutes sont plus ou moins menacées, et qui les emporte infailliblement si on ne prend soin de le combattre énergiquement.

Si nous avions voulu épuiser cet intéressant sujet, nous aurions été obligé de rédiger un livre que son étendue n'aurait pas permis de mettre à la portée de la classe la moins fortunée, celle qui a le plus d'intérêt à ne pas ouvrir sans nécessité absolue l'ère des révolutions ; mais nous avons reconnu qu'il suffisait, pour atteindre un but aussi facile, de choisir un petit nombre d'exemples avec quelque discernement, et même que si nous ne nous bornions, nous serions exposé à nous répéter inutilement.

En effet, on peut dire que les ambitieux qui sont parvenus à renverser le régime légal au profit de leurs appétits se sont presque tous servilement copiés.

Quelque tristement célèbre que puisse être l'imagination de ces hommes vils, quelque raffinés que soient leurs trucs, leur scélératesse ne se peut mouvoir que dans le cercle restreint de l'exploitation de passions qui sont toujours les mêmes. En effet, en dépit des sophismes des partisans de Darwin, ni la vapeur, ni la photographie, ni l'électricité, qui ont transformé notre civilisation, n'ont changé la forme des manifestations de l'âme humaine. Dans les masques des coquins politiques qui veulent nous voler notre liberté, nous retrouvons ceux des courtiers de tyrannie de l'âge de pierre. Les flibustiers, dont l'audace remplit, trop souvent, les âmes saintement républicaines d'une véri-

table indignation, ne font que plagier les sophistes qui escamotaient la muscade politique au détriment du peuple de Dieu. Leur triste jeu n'est que renouvelé des Grecs, comme celui de l'Oie.

Les trucs des farceurs sinistres qui portent le trouble dans l'esprit des badauds et, sous prétexte d'intimider nos ennemis, désorganisent nos bataillons, sont connus, catalogués, classifiés, comme le sont les vols à la tire, à l'américaine, au rendez-moi, à l'étalage, au poivrier, etc. Leurs bauts faits se multiplient sur les bancs de la cour d'assises de l'histoire avec une si désespérante monotonie, que les procureurs généraux de la raison publique n'ont pas à prononcer de réquisitoires nouveaux. Ils peuvent se contenter de rappeler les traits principaux des harangues qu'ont fulminées, il y a tant de siècles, les Plutarque, les Cicéron, les Thucydide et les prophètes d'Israël, avec une éloquence et une raison qu'on ne dépassera jamais.

La bassesse semble avoir des bornes, puisque toutes les platitudes que nous voyons se dérouler devant nous ne sont qu'une nouvelle édition des aplatissements antiques, dont les tyrans de Syracuse, de Pise et de Padoue ont profité. Il est donc sage de prendre à la main le miroir de l'histoire, afin de montrer que les ennemis de nos institutions républicaines n'ont rien imaginé de nouveau, et que les âmes simples et naïves, dupées par les marchands d'orviétan politique, retrouveront leurs pareils dans les foules crédules qui se font arracher leur liberté avec un sabre, comme sur les foires d'autres dupes moins ridicules se laissent arracher les dents.

Si des pick-pockets politiques ont si facilement détrossé les citoyens de tant de républiques, qui

n'avaient besoin que d'un peu de raison pour éviter des catastrophes dont le souvenir épouvante encore aujourd'hui l'humanité, la cause en est à l'ignorance explicable à une époque où les livres étaient peu répandus, et où leur usage était le monopole d'un petit nombre d'individus. Ce serait calomnier les habitants de ces cités aussi célèbres que malheureuses, que de penser que les patriciens n'auraient pas montré un peu plus de souci des classes laborieuses, que les ouvriers se seraient aussi souvent soulevés contre leurs chefs industriels, que les uns et les autres auraient eu aussi peu de patience, aussi peu de patriotisme, si l'invention admirable de Gutenberg leur avait permis de deviner comment se produirait la catastrophe qui les menaçait également ; ne doit-on pas croire pour l'honneur de la raison humaine que Florence eut pu être sauvée de la peste des Médicis, si quelque Elzévir avait pu éditer le Prince avant que les intrigues de cette maison célèbre n'eussent détruit irrévocablement la liberté ?

N'a-t-on pas lieu d'espérer quelques effets utiles d'une semblable publication, à une époque où tant d'exemples récents viennent s'ajouter à ceux dont les peuples du moyen-âge auraient pu profiter ? Serait-ce inutilement que l'art de l'imprimerie s'est perfectionné à un tel point qu'on ne peut fixer une limite au bon marché des livres et des journaux ?

Nous ne craignons pas de l'avouer, notre foi n'a point été ébranlée, même en voyant la facilité surprenante avec laquelle des multitudes d'hommes laborieux, honnêtes, aimant leur patrie, ayant parfois dans leur cœur des aspirations sublimes, se laissent détourner de leurs devoirs civiques par les cris d'une

poignée d'aboyeurs. Nous avons conservé notre confiance dans la puissance civilisatrice de la presse, même en contemplant la curiosité niaise, malsaine, enfantine avec laquelle les badauds se précipitent sur les pas de personnages dont les panaches sont dignes du casque d'un Mangin, marchand de crayons ! Nous n'avons jamais cru que nos lois aient péché par excès de libéralisme, parce qu'elles étaient meilleures que nous ne le méritions. En effet, nous avons toujours conservé l'espérance que nous finirions par comprendre qu'au lieu de chercher à les améliorer encore, c'est nous que nous devrions chercher à améliorer, que c'est dans notre cœur que nous devrions effectuer une marche en avant, que nos lois ne supporteraient point aisément, puisque leur principal défaut consiste dans leurs qualités.

Nous aurons été bien maladroit si les hommes doués de quelque reste de raison, qui auront parcouru l'histoire de tous ces Etats, jadis prospères, ayant tous eu leurs jours de gloire, de bonheur et de liberté, s'obstinent à ne pas voir que dans la politique comme dans les autres sphères de l'activité humaine, le mieux est le plus souvent le pire ennemi du bien.

Nous aurons trop mal tiré parti des exemples innombrables dans lesquels, hélas ! nous n'avons eu qu'à puiser si nos concitoyens n'éprouvent pas un vrai sentiment de dégoût et de colère pour l'audace avec laquelle des marchands de sophismes les engagent à renoncer aux biens réels dont ils jouissent afin de donner satisfaction à d'aveugles sectaires derrière lesquels grouille une foule considérable de dupes, d'agités, d'ivrognes ou de Thersite

s'essayant, par des tapages nocturnes, à faire leur coup d'Etat.

En voyant quels sont ceux qui ont perdu Rome, Athènes, et tant de fois la France elle-même, il nous paraît impossible qu'ils ne lisent pas dans le cœur de tous ces ennemis du progrès pacifique, véritable, inéluctable, confondus, rassemblés dans un même élan de haine contre une Constitution — qui, précisément à cause des défauts qu'on lui reproche avec tant d'aigreur, est le plus solide boulevard de notre indépendance nationale et de notre liberté ; — qui a commencé par faire notre honneur en nous aidant à constituer un Etat régulier sur les ruines que l'Empire avait faites, — et qui fera incontestablement notre bonheur si on laisse le temps de mûrir aux fruits dont la floraison n'a fait que commencer.

Si, par la nature de leurs institutions, les Etats républicains ont une tendance visible à périr par une maladie caractérisée, tenant à la nature intime de leur organisation, à l'intelligence qu'ils supposent chez les citoyens, on ne saurait soutenir que leur existence ne puisse se prolonger au-delà d'un petit nombre d'années et qu'ils ne sachent fournir une carrière dont la durée soit comparable à celle des Etats monarchiques les plus solidement constitués. L'histoire qui nous offre tant d'exemples à éviter, nous donne aussi bien des preuves de la sagesse qui a permis pendant une longue suite de siècles, à de vrais patriotes et à des hommes de génie de reculer les catastrophes, même lorsqu'il ne leur a point été donné leur échapper.

Les Républiques Suisses ont une antiquité très respectable, et la République des Etats-Unis paraît entrer dans le second siècle de son existence sans que sa prospérité semble menacée par la peste césarienne que certains faux amis du peuple cherchent à propager dans ce moment.

Si nous écrivions pour une race d'ilotes, nous raconterions comment la liberté se gagne, car la liberté est au progrès et au bonheur ce que l'air est à la vie ! Mais comme nous avons le bonheur de vivre sous un régime ennemi de toute contrainte, nous avons cru utile de raconter précisément comment la liberté se perd, ce bien si précieux dont on ne peut jouir avec trop de discrétion. Il est indispensable que la classe la plus nombreuse, celle qui détient la puissance publique comprenne que sa souveraineté n'a d'ennemi qu'elle-même, que c'est elle seule qui peut se détronner et conspirer contre sa grandeur.

Le plus bel apanage du suffrage universel dont elle jouit n'est point d'être un instrument qui permet d'effacer les inégalités inscrites par la nature même dans les sociétés humaines, et aussi fatales que les différences de couleur ou de taille ; ce n'est pas de faire régner parmi les hommes une uniformité qui serait monotone, ni de supprimer les maladies ou les souffrances générales, mais de remplacer l'action désordonnée de la force par l'action raisonnée d'une loi qui permet de se compter au lieu d'en venir aux mains, et qui fait que chacun est assuré qu'on fait le possible pour venir à son aide, puisqu'il pèse par son vote sur les destinées publiques.

Est-il bien difficile de comprendre qu'un gouvernement qui est basé sur la raison elle-même ait surtout

besoin de raison ? Est-il nécessaire de s'étonner que son fonctionnement devienne impossible lorsque le peuple s'obstine à donner sa confiance à des individus tarés, n'ayant d'autre notoriété que celle qu'ils doivent à leur inconduite ou à l'impudence avec laquelle ils se distinguent dans le régiment toujours si nombreux des prometteurs de lune ?

Evidemment le peuple a des élans sublimes, qui déroutent et dépassent quelquefois les habiles prévisions, la raison des plus puissants politiques. La prise de la Bastille que nous nous apprêtons à célébrer en est une preuve mémorable. On ne peut qu'admirer les esclaves brisant leurs chaînes à la voix de Spartacus, et, les élans d'un Christophe ou d'un Dessaline ne sont pas eux-mêmes sans offrir quelque chose de grand ? mais ce n'est pas sur l'enthousiasme que l'on peut régler le gouvernement d'un Etat. Le danger trop réel des révoltes les plus sublimes vers la liberté, c'est qu'elles ouvrent la porte à des insurrections qui, n'ayant point la même raison d'être, ne font que semer des ruines ensanglantées. L'envers du 4 août se nomme les Journées de septembre, et la Commune du 18 mars se trouve contenue déjà en germe dans le 4 septembre ! Le 24 février porte dans son flanc les Journées de Juin. Si Platon était heureusement inspiré en bannissant les poètes de sa République, ne peut-on pas être assuré de rendre service à la nôtre en excluant à jamais de son sein les déclamateurs et en appelant à la diriger de véritables ingénieurs, en politique et en législation ?

Ce petit volume peut être considéré comme étant un livre de médecine sociale dans lequel un vieux républicain qui a commencé sa carrière en ramassant

sur les barricades de Février le droit de chasser la duchesse d'Orléans de la Chambre des députés et de déclarer, confondu dans une poignée d'étudiants et d'ouvriers, le suffrage universel, qui dure encore après quarante ans d'orages, cherche à guérir ses concitoyens de la folle manie de lâcher la proie pour l'ombre. S'il montre comment se sont produites les catastrophes dont il a été lui-même victime pour avoir essayé de défendre en Décembre 1852 la liberté miraculeusement conquise, c'est précisément parce qu'il croit possible d'éviter le retour de ces fièvres dangereuses ; c'est qu'il s'imagine qu'il n'y a pas dans notre histoire une période de dix-huit années aussi fatale que celle des mouvements du périgée lunaire ; c'est qu'il veut tâcher de faire comprendre à des concitoyens que le seul moyen d'arriver à la vraie République n'est pas de bouleverser celle que l'on possède. Mais, il se dit qu'étant le résultat de milliers d'années d'efforts généreux, d'aspirations sublimes, elle ne peut donner tous ses fruits qu'à la longue, à la suite de progrès matériels, dont nous n'avons point encore épuisé le cycle, puisque nous n'avons fait que de l'effleurer. Plus il approche du terme de sa vie, plus il est persuadé qu'il faut imiter en politique républicaine ce que font les aéronautes en se servant de leur ballon, tel que nous l'avons reçu des mains de Charles pour parcourir glorieusement l'espace atmosphérique. Il ne veut pas qu'on imite les personnages qui trop vivement frappés des défauts de ce mode merveilleux de locomotion restent piteusement à terre en attendant les merveilles du plus lourd que l'air.

COMMENT PÉRISSENT

LES

RÉPUBLIQUES

I

ATHÈNES

Les lois de Dracon et de Solon. — Solon refuse la couronne que prend Pisistrate. — Les ombres de la gloire d'Athènes. — La cigüe de Socrate et le poison de Démosthènes. — Athènes entre les mains des autonomistes. — Elle devient l'apanage du chef des ennuques noirs.

L'histoire de la décadence des différentes Républiques de Grèce, des côtes de l'Asie-Mineure, de la Sicile, de l'Italie méridionale et des îles adjacentes suffirait à elle seule pour atteindre le but que nous nous proposons. Les exemples que nous trouverions ainsi sont d'autant plus précieux à recueillir que le caractère des habitants de la Hellade offre plus d'analogies avec le tempérament du peuple français. En effet, nous semblons avoir hérité aussi bien des qualités que possédaient ces populations actives et impressionnables, à l'époque de leur splendeur, que des défauts qui les ont empêchées de fonder un em-

pire comparable à celui de Rome, que des vices qui les ont condamnées à se borner à régner par la science, l'art, la poésie, l'éloquence et la philosophie, sur des peuples moins civilisés, devenus maîtres de leurs destinées.

Mais pour mieux montrer que les ruses des coureurs de despotisme sont toujours les mêmes dans tous les temps et dans tous les lieux, nous nous bornerons à citer parmi les annales des Républiques grecques, celles de la ville illustre qui les efface toutes par sa gloire et sa honte, par sa raison et par sa folie.

Aussitôt qu'elle devint républicaine, Athènes fut déchirée par des factions furieuses, aussi animées les unes contre les autres que le sont les *çofs* héréditaires des villes arabes du Sahara. Fatigués d'un semblable état de choses, les Athéniens n'eurent pas recours aux procédés des barbares, qui partagent leurs cités guerrières en deux villes, séparées par une muraille, et communiquent à l'aide d'une porte unique à deux serrures, de sorte qu'elle ne peut être ouverte que d'un consentement mutuel. Ils s'adressèrent à des *Sages* pour qu'on leur fit des lois qui établissent l'ordre dans leur ville. En premier lieu, ils vinrent trouver *Dracon*, qui rédigea un code tellement sévère qu'il est resté comme le symbole de la rigueur. Bientôt ils se fatiguèrent de n'avoir guère à appliquer d'autre peine que la mort, et ils s'adressèrent à *Solon* qui, doué d'un caractère bien plus doux, se montra beaucoup plus indulgent pour les faiblesses humaines. Comme les Athéniens

étaient fort portés à l'enthousiasme, ils voulurent témoigner de leur reconnaissance en donnant la couronne à un homme aussi illustre ; mais Solon avait eu en vue le bonheur d'Athènes et non pas son avantage personnel ; il refusa avec un noble désintéressement, n'acceptant d'autre récompense que celle de sa conscience et l'admiration des hommes de l'avenir.

D'après cette Constitution, il confia le dépôt et l'exercice de la souveraineté à l'Assemblée de tous les citoyens libres. Mais en même temps il comprit qu'il ne pouvait mettre la bride sur le cou à une Assemblée tellement nombreuse qu'il fallait six mille voix pour avoir le *quorum* nécessaire à la validation des délibérations.

Il établit donc un Sénat, chargé de convoquer le grand conseil général de la nation et qui devait de plus adopter préalablement toutes les mesures soumises à son acceptation. Enfin, il constitua une sorte de pouvoir exécutif composé des *Archontes* et de l'*Aréopage* chargé de rendre la justice.

Solon connaissait très bien lui-même les défauts de son Code. Aussi, critiqué vivement par le Scythe *Anacharsis*, il se contenta de lui répondre un mot que les législateurs modernes ambitieux d'une perfection chimérique, ne devraient jamais perdre de vue : « Je n'ai jamais eu, dit-il, l'intention de faire des lois irréprochables, mais seulement aussi bonnes que nos concitoyens les puissent supporter. »

Solon connaissait trop bien ses concitoyens pour leur demander de ne jamais toucher à sa

Constitution; il se contenta de leur faire jurer qu'ils la garderaient intacte pendant dix ans.

Lorsqu'il revint dans sa patrie, après de longs voyages, les Athéniens avaient déjà violé leur serment. *Pisistrate* s'était fait nommer prince d'Athènes, à l'aide d'un subterfuge très simple, et qui manque rarement son effet. Un jour que l'Assemblée du peuple était réunie, ce fourbe se montra couvert de blessures qu'il s'était faites lui-même, et qui, quoique légères, saignaient beaucoup. Il prétendit que c'étaient les aristocrates qui l'avaient mis dans cet état.

Indigné de voir qu'un si grand citoyen avait failli être assassiné, le peuple d'Athènes se montra aussi crédule qu'il était spirituel. L'Assemblée plénière des citoyens décida qu'on ne pouvait abandonner au hasard une existence aussi précieuse au salut de l'État. On donna à *Pisistrate* une garde, que l'on caserna dans la citadelle, et qui devint bientôt maîtresse de toute la cité.

Pisistrate n'était pas un homme ordinaire, et le pouvoir, qu'il avait acquis par un mensonge, n'était point exercé sans quelque éclat, ni sans quelque avantage pour la République; mais le vieux *Solon* ne se laissa pas séduire par les résultats avantageux que la dictature semblait avoir acquis à l'État. Lui-même appela le peuple aux armes, afin de rendre aux lois le prestige qu'elles avaient perdu.

Mais quand le pouvoir personnel a vicié les ressorts de la législation, quand les citoyens se sont accoutumés à avoir un sauveur, les appels les plus chaleureux, les plus éloquents, sont vai-

nement adressés. Les multitudes, si faciles à émouvoir par la voix d'un aventurier, restent parfaitement insensibles lorsque les hommes les plus vénérables exposent leur vie, afin de rendre à leurs concitoyens la liberté dont ils se sont si follement laissé dépouiller. Au lieu de suivre les conseils du *sage* et de prendre les armes, ses amis s'appliquèrent à le calmer. Un d'eux lui demanda ce qui lui donnait l'audace de s'exposer ainsi à une mort certaine en prêchant l'insurrection contre un homme qui ne pardonnait jamais. « C'est ma vieillesse », répondit Solon, marquant de la sorte tout son mépris pour le peu de temps qu'il lui restait à passer ici-bas.

Pisistrate ne fit pas périr le législateur dont il avait détruit l'œuvre, mais le désespoir d'assister à l'asservissement de sa patrie fit contracter à Solon une maladie analogue au sombre dépit auquel ont succombé tant de bons citoyens français dans les premières années qui suivirent le coup d'Etat de Décembre. Nous pourrions citer, hélas! les noms de plus d'un qui n'a point eu besoin de recourir au poignard du désespéré d'Utique pour suivre rapidement dans la tombe la République et la Liberté.

Les amis de Solon n'avaient point tort de l'engager à la résignation. En effet, dès cette époque, le pouvoir personnel avait poussé des racines terriblement puissantes dans le cœur des Athéniens. La mort de Pisistrate n'amena même pas la moindre tentative de soulèvement. *Hippias* et *Hipparque*, les deux fils du tyran, prirent tranquillement possession du pouvoir souverain.

On peut supposer qu'ils auraient fait souche de dynastie s'ils avaient montré quelque discrétion dans la suite de leur usurpation. En effet, si leur puissance fut détruite, ce fut, comme celle de Tarquin, à la suite d'injures privées; si l'Etat se trouva affranchi, c'est parce qu'un citoyen voulant se venger, affranchit la patrie par surcroît.

Egalement touchés dans leur honneur, dans leurs plus vives affections, *Harmodius* et *Aristogiton* étaient unis par la tyrannie même avant d'avoir le but commun de renverser la tyrannie.

Quoique dans presque toutes les grandes époques de leur histoire, les Athéniens n'aient guère fait preuve que de leur peu de sagesse, la Déesse aux yeux glauques était la patronne qu'ils avaient adoptée dans l'Olympe. Son culte était un devoir patriotique. La cérémonie des *Panathénées* était célébrée avec un entrain dont les deux tyrans ne pouvaient prendre le moindre ombrage.

En ce jour consacré, il régnait entre tous les citoyens une familiarité telle que les moindres pouvaient s'approcher des princes sans déroger à la bienséance, et par conséquent sans exciter le soupçon des satellites.

Les deux vaillants conjurés n'eurent donc aucune peine à mettre leur projet à exécution.

Ils cachèrent soigneusement sous des branches de myrte les poignards dont ils s'étaient armés, ils se rendirent à la fête de Minerve, et sans difficulté ils se placèrent au premier rang. Avant que l'on ait pu soupçonner qu'ils méditaient un

projet sanguinaire, ils plongeaient l'un et l'autre leur poignard dans le sein d'Hipparque, celui des deux frères qui se trouvait le plus à portée.

Harmodius fut immédiatement massacré par les gardes. Moins fortuné, Aristogiton fut pris vivant et appliqué à la torture. Feignant de succomber aux douleurs qu'on lui infligeait, dans le but de lui arracher le nom de ses complices, ce héros livra les noms des principaux soutiens d'Hippias. Sans écouter leurs dénégations, ceux-ci furent mis à mort par les ordres du tyran. — As-tu encore quelques noms à donner? dit-il au patient. — Non, répliqua ce dernier, il ne me reste plus qu'à mourir, mais avec la satisfaction de t'avoir privé, par mes mensonges, de tes amis les plus fidèles... » — Non content d'avoir épuisé sur Aristogiton le talent de ses bourreaux, Hippias fit saisir une femme nommée Lionne, qui était réputée la maîtresse du supplicié. Celle-ci périt sans avoir voulu livrer les secrets de l'amant qui l'avait précédée dans la tombe.

Des scènes aussi grandioses ne pouvaient pas être contemplées sans fruit par un peuple resté généreux, malgré ses erreurs. Trois ans après, Hippias était chassé, et l'on rendait les honneurs de l'apothéose à Harmodius et à Aristogiton.

Leurs statues, érigées sur la place publique, éternisèrent le souvenir de leur héroïsme. Malheureusement les honneurs que l'on rendait à leur vaillance ne pouvaient suffire pour sauver la République de tyrannies futures; car la liberté peut, par hasard, se récupérer par un coup hardi, mais elle ne se tient jamais longtemps en équi-

libre sur la pointe d'un poignard. Il lui faut une base qui soit plus solide.

Il est bon de remarquer de plus que Pisisstrate et ses fils avaient régné près d'un demi-siècle avant que les Athéniens pussent recouvrer la liberté perdue en un jour d'aberration publique, à la suite de la foi stupidement donnée à un grossier mensonge.

Echappant à la fureur de ses sujets, Hippias parvint à se réfugier à la cour du Grand Roi, où il passa sa vie à chercher des ennemis à ses concitoyens. En effet, ce fut lui qui, par ses conseils, détermina *Xerxès* à tenter la conquête de la Grèce. Ce prince fut un des premiers à donner l'exemple honteux que suivirent tant de prétendants, et on peut le considérer comme un des chefs de la tribu des rois en exil.

Quoi qu'il en soit, l'expulsion du fils de Pisisstrate donna le signal du réveil du véritable esprit athénien. A partir de ce moment, pendant une assez longue période, l'histoire de la ville de Minerve devient réellement merveilleuse. La lutte pour la liberté se confondit étroitement avec celle pour l'indépendance nationale. Sans porter préjudice à notre gloire révolutionnaire, on peut se demander si les événements accomplis 24 siècles plus tard, sur les bords de la Seine, sont bien réellement parvenus à dépasser ceux dont les cîmes de l'Hymette ont été témoins.

Jamais, en effet, l'enthousiasme républicain et le dévouement aux divinités nationales ne produisit de si surprenantes merveilles. Tant qu'il y

aura sur la terre des hommes aimant la liberté, l'admiration de tous les cœurs honnêtes sera conquise aux héros de la *Guerre médique*. Même aujourd'hui on peut dire qu'ils sont jeunes encore de gloire et d'immortalité.

Les fastes de ces années glorieuses sont comme un éblouissement continu. A *Marathon*, dix mille citoyens d'Athènes précipitent deux cent mille Perses dans la mer. A *Salamine*, quelques vaillants Athéniens, commandés par Thémistocle, anéantissent sous les yeux de Xerxès la flotte immense qu'il avait rassemblée. A *Platée*, une poignée d'Athéniens, à la tête desquels se trouve Aristide, achève la déroute des hordes de Mardonius. A partir de cette lutte inoubliable, les soldats et les marins de la République d'Athènes s'illustrent par tant de hauts faits qu'il est même impossible de les énumérer. Sur les côtes de Grèce et de l'Asie-Mineure, on ne peut citer un cap, un promontoire, dont le nom ne se trouve associé à quelques exploits.

Sparte qui, à l'origine de cette crise, marchait à la tête de tous les peuples de la Grèce, s'inclinait devant sa rivale. Pour prix de son courage, Athènes obtenait le commandement de la flotte alliée. C'était elle qui était chargée de percevoir l'impôt patriotique, destiné à subvenir aux frais de la guerre médique.

Une prospérité matérielle inouïe était la récompense de cette grandeur morale. Les flottes d'Athènes couvraient toutes les parties de la mer Egée sans ruiner ses finances, qui paraissaient inépuisables. Les sacrifices qui semblaient devoir

tarir ses ressources ne faisaient qu'ouvrir de nouveaux débouchés à son commerce. L'or et l'argent circulaient dans les mains des citoyens avec une facilité dont il n'y avait pas encore eu d'exemple, et que l'on a vu se reproduire bien rarement. Jamais ville n'a fait un aussi noble usage de sa grandeur. On eut dit que cette République voulait montrer au monde hellénique qu'elle ne cherchait des succès militaires que parce qu'elle y voyait de nouveaux moyens d'agrandir les horizons de la pensée humaine. A l'antique Egypte elle emprunta l'art de la sculpture; mais en le dépouillant de la raideur qui déparait son génie elle sut en conserver le caractère majestueux. Elle imita la nature sans s'asservir à elle, mais elle la suivit d'assez près pour qu'on ne put l'accuser de l'avoir méconnue. Ses poètes sculptaient dans le marbre d'une langue admirable les grandes passions qui agitaient leurs concitoyens; ils nous transmettaient l'image de la vie athénienne en nous peignant les aventures des Dieux, des demi-Dieux et des héros de la Mythologie.

Malheureusement, même au milieu de cette prospérité, on voyait poindre les défauts et les vices qui devaient changer rapidement en un « plomb vil, cet or si brillant ».

Au temps de la vraie grandeur d'Athènes, le peuple avait condamné Miltiade, banni Aristide et chassé Thémistocle. Ni le talent militaire, ni l'éloquence, ni la vertu, n'avaient trouvé grâce devant une multitude inconstante, se lassant

même d'entendre trop longtemps des louanges méritées.

La gloire acquise par le dévouement et le courage de toutes les classes de citoyens n'avait point réuni les riches et les pauvres qui formaient comme deux factions opposées, deux peuples ennemis.

Vainement les vrais amis de la patrie essaient de faire cesser ces dissentiments en imposant à ceux qui possèdent le sacrifice d'une partie de ce qu'ils ont, et en obligeant ceux qui manquent des choses souvent nécessaires à se contenter d'une portion de ce qu'ils désireraient; malheureusement, les artisans de discordes trouvent toujours dans des inégalités inévitables, puisqu'elles tiennent à la nature des choses, une arme puissante pour fomenter les dissensions favorables à l'exécution de leurs desseins criminels et ambitieux.

Les agitations devinrent très vives dans les années qui suivirent les grands triomphes des armées d'Athènes et précédèrent la *Guerre du Péloponèse*, qui, comme l'avait annoncé l'Oracle de Delphes, ne dura pas moins de vingt-sept années. Les défauts d'un peuple trop facile à enthousiasmer se manifestèrent cruellement dans cette sanglante période, où Athènes aurait plus d'une fois triomphé de ses ennemis si les dieux, qui lui donnaient la valeur nécessaire pour vaincre, ne lui avaient point refusé la modération indispensable pour que les succès les plus brillants contribuassent d'une façon sérieuse à l'agrandissement et à la consolidation de sa puissance.

Malheureusement il suffisait qu'un orateur promît avec audace de nouveaux triomphes pour que l'Assemblée du peuple enlevât le pouvoir aux généraux qui avaient le mieux mérité de la patrie, et plaçât follement un charlatan de gloire militaire à la tête des armées.

Chaque fois que des Athéniens néfastes ont voulu tirer profit de la popularité de mauvais aloi qu'un peuple imprévoyant leur accordait, ils ont cherché à se débarrasser des salutaires entraves qu'un législateur prévoyant avait mises à l'exercice de la volonté nationale. Ils représentaient le Sénat comme un obstacle invincible à ce que la République d'Athènes devînt républicaine, et ils demandaient à grands cris sa suppression.

Cette intempérance faillit entraîner la ruine de la République, en faisant rompre une trêve inespérée qu'il eût été possible de transformer en paix définitive. Un démagogue nommé *Cléon*, qui n'avait en sa faveur que l'enflure de ses discours et l'audace de ses assertions, parvint à inspirer confiance en des talents militaires qu'il qu'il n'avait jamais eu l'occasion de manifester. En effet, il n'avait jusqu'alors servi que dans un rang tout à fait secondaire. On crut qu'il avait réorganisé à peu de frais l'armée sur un pied formidable, et on lui confia le commandement absolu d'une des expéditions les plus importantes qu'Athènes ait jamais fait sortir de ses remparts. Jamais les armées de la République n'éprouvèrent une défaite si complète et même si honteuse que sous la conduite de ce scélérat. L'extermination

de ses bataillons ne coûta que sept hommes à l'ennemi. Quoique Cléon ait trouvé la mort dans le carnage dont il était la cause, l'histoire n'a pu lui pardonner sa suffisance, et les fanfaronnades dont sa nomination avait été précédée ont rendu sa mémoire digne d'exécration.

Ce qui empirait beaucoup la situation d'Athènes, c'est qu'au lieu de s'en prendre de ses malheurs aux hommes, et souvent à elle-même, elle s'en prenait toujours à sa Constitution; c'était dans un changement de son organisation politique qu'elle voulait découvrir un remède à ses maux.

Les grands politiques imaginèrent que l'on sauverait la République en supprimant l'Assemblée générale, dont les fluctuations engendraient l'anarchie. On donna le pouvoir à une sorte de Convention chargée, non pas d'exécuter les lois, mais de s'élever au-dessus d'elles et de tout bouleverser à son gré. Ce changement fut provoqué par un philosophe intransigeant nommé *Antiphon*, qui parvint à persuader au peuple la nécessité de reconstituer l'Etat de fond en comble, sur un plan tout nouveau. En effet, le fond de la doctrine de cet illuminé était qu'il n'y avait rien de bon dans le parlementarisme, tel qu'on le pratiquait à Athènes depuis une centaine d'années.

L'Assemblée générale, intimidée par les clameurs des sicaires que les conjurés avaient apostés, et séduite par la perspective d'imprimer à la défense nationale une unité plus redoutable, se laissa persuader de se dissoudre, et de remet-

tre le pouvoir à cent citoyens. Chacun de ces cent citoyens en désigna trois autres dont il était sûr, et, de la sorte, on recruta une bande de 400 hommes que l'histoire a flétris sous le nom des 400 tyrans. Leur chef fut un nommé *Pisandre*, homme méprisé, qui ne voyait dans la promesse de la revanche qu'un marchepied pour arriver à la tyrannie, mais dont le cœur infâme ne rêvait que la paix à tout prix. A peine les 400 furent-ils installés qu'ils envoyèrent à Sparte non point une armée, mais une ambassade pour se jeter aux genoux de ceux dont on avait promis de triompher.

Les troupes mercenaires que les 400 avaient recrutées à la hâte furent expédiées dans toutes les villes alliées pour établir leur domination et elles manifestèrent leur vaillance en exerçant toutes sortes de basses vengeances sur les ennemis de ceux qui les payaient.

Heureusement la conspiration des 400 n'avait point entamé le gros de l'armée athénienne occupée au *Siège de Samos* et apprenant avec indignation toutes ces infamies. Elle fit donc, grâce à l'initiative de *Thrasybule*, ce que dans la langue moderne nous nommons un *pronunciamiento*, acte déplorable, même lorsque comme celui de l'armée de Samos il a pour but la défense de la Constitution. Ce qui rendit cette extrémité particulièrement fâcheuse, c'est que l'armée de Samos ne put se soulever sans le concours du roi de Perse, c'est-à-dire de l'ennemi

commun de tous les Grecs, auprès duquel le célèbre *Alcibiade* était retiré.

Malgré l'influence de Thrasybule et de son allié, une simple démonstration de l'armée de Samos ne suffit pas pour entraîner une restauration de la liberté. Une guerre civile atroce allait mettre les Athéniens aux prises les uns contre les autres lorsque la République fut sauvée de ce danger par un autre à peine moins terrible. Méprisant la lâcheté des 400, Sparte refusa l'aman et redoubla ses armements. Une flotte ennemie apparaissant en face de Phalère obligea les partis, qui allaient en venir aux mains, à se concentrer à la hâte. Cette union forcée produisit un effet salutaire. Le peuple eut un éclair de bon sens, et les chefs des 400 sentant que leur tête était menacée, décampèrent honteusement.

C'est seulement après des fautes et des revers répétés qu'une population intelligente et brave est perdue sans ressources. La conquête de la liberté produisit un élan irrésistible, et Sparte fut complètement battue. Si Athènes eut encore été au zénith de sa gloire, les succès obtenus lors du retour à l'ancienne Constitution auraient terminé la guerre. Mais si les événements de cette période ont encore l'éclat du soleil, il est facile de voir que l'astre s'est terriblement approché de l'horizon, car ses rayons n'atteignent plus désormais la terre qu'à travers les interstices que laissent plusieurs couches de nuages accumulés.

Quelque sympathie que l'on ait pour la patrie

de tant de grands hommes, pour le siège du savoir et de l'art dans leur plus haute expression, l'on doit reconnaître qu'Athènes a été le pire ennemi d'Athènes, pendant toute la durée de la guerre du Péloponèse.

Vis-à-vis d'Alcibiade, soit qu'elle l'acclamât, soit qu'elle le bannit, soit qu'elle le décorât de tous les lauriers des victoires obtenues quelquefois malgré lui, soit qu'elle le chargeât des défaites auxquelles il était demeuré étranger, soit qu'elle admirât la queue de son chien, soit qu'elle le poursuivit comme coupable de sacrilèges commis dans les rues, la conduite d'Athènes peut être citée aux peuples libres comme un exemple mémorable d'inconséquence et d'insanité. Le traitement que cette multitude, avilie par la superstition, fit subir à ses généraux, vainqueurs dans la bataille des Arginuses, ne fut pas moins cruel que celui que les Syracusains avaient infligé aux chefs athéniens dont ils s'étaient emparés.

Exemple à jamais déplorable, le jour anniversaire de la bataille de Salamine, la flotte ennemie prit possession du Pirée. L'armée de Sparte occupa la ville. Les murs et les forts que les Perses n'avaient pu entamer, et qui avaient été l'asile inviolable de l'indépendance nationale, étaient détruits par des mains grecques. La journée fatale se termina, non point par des chansons, mais par une représentation de l'*Electre* d'Euripide. Lorsque le chœur chanta cette strophe touchante « O fille d'Agamemnon, nous venons sous votre toit humble et rustique », toute l'assemblée fondit en larmes. Regrets ho-

norables, mais, hélas ! regrets superflus. Des pleurs indignes des vraies femmes d'Athènes, voilà quelle était la ressource des descendants des vainqueurs de Marathon !

Devenue esclave, sans avoir fait un seul acte digne de rendre sa chute mémorable, Athènes était descendue du piédestal où tant de vertus, d'héroïsme et de génie l'avaient fait monter. Les efforts qu'elle fit dans la suite pour reconquérir son rang ne font que constater la grandeur de la catastrophe dont elle avait été frappée.

Le vainqueur d'Athènes était plutôt un homme qu'un peuple. C'était un général habile et un politique astucieux qui, voulant compléter la ruine d'Athènes, lui imposa un gouvernement contraire à son génie national. Le pouvoir souverain fut donné à une assemblée de trente citoyens, qui s'appliquèrent à régner par la terreur en employant un singulier raffinement. Comme ils sentaient combien leur domination était supportée avec impatience, ils imaginèrent de choisir dans la masse des citoyens trois mille hommes auxquels ils donnèrent des armes, pendant qu'ils les retiraient à tous les autres. En même temps, ils faisaient venir du dehors des troupes mercenaires, ils interdisaient les réunions, même privées, et ils condamnaient à la « cigüe » une infinité d'habitants que leurs délateurs, soldés, stipendiés, désignaient.

Ce régime infâme aurait longtemps duré, si ceux qui le subissaient n'avaient trouvé dans l'excès de leurs maux l'élan indomptable qui était nécessaire pour délivrer la patrie.

Nous ne nous arrêterons point à donner les détails de cette tyrannie, qui fit bientôt oublier celle des 400. Mais il n'est pas possible de passer sous silence un détail fort instructif.

Le principal instrument de l'établissement du gouvernement des 30 avait été un orateur de quelque talent, nommé *Théramène* qui, pendant toute la guerre du Péloponèse, avait alternativement trompé tous les partis. Cet homme peut être considéré comme un de ces politiciens trop habiles, qui ne sont fidèles qu'à leur inconstance, et, du génie athénien, n'ont que ce trait particulier.

Théramène n'était pourtant pas dépourvu de tout sentiment d'humanité. Il eut honte des excès que les 30 commettaient, et attaqua en plein conseil leur chef reconnu, un certain *Critias*, qui proposait de renverser par la force tous les obstacles qu'on rencontrerait pour la consolidation du régime nouveau. Au système de la terreur à outrance, Théramène voulut opposer celui de la légalité, mais à peine avait-il ouvert la bouche qu'il fut appréhendé au corps et décrété d'accusation. Quoique saisi à l'improviste, Théramène se défendit longuement et habilement. Il tira même parti de ce qui faisait sa honte, c'est-à-dire de ses continuelles fluctuations. « S'il avait servi successivement tous les gouvernements qui s'étaient succédé à Athènes, c'était toujours dans le but de s'opposer à leurs excès. Mais il avait été constamment l'ami de l'humanité et de la justice, parce qu'il savait que c'est sur l'humanité et la justice que les gouvernements reposent. Sur

la terreur et la violence il est complètement impossible de rien baser. » A ces mots un murmure d'applaudissements s'éleva dans l'assemblée, mais on vit alors à Athènes une scène qui se reproduit bien souvent dans toutes les républiques en décadence, et qui est un signe certain du sort auxquelles elles sont réservées.

Faisant signe à ses sicaires de tirer leurs poignards, Critias s'écria en désignant du geste les assassins : « La contenance de cette brave jeunesse prouve ainsi qu'elle ne permettra pas qu'on épargne les jours d'un homme qui combat ouvertement l'autorité de cet auguste Sénat. C'est pourquoi, fort du consentement général que je sais m'être acquis, je condamne Théràmène à être mis à mort sur le champ. »

Théràmène eut beau courir à l'autel de Minerve qu'il avait tant de fois outragée, les onze, qui présidaient aux exécutions capitales, l'entraînèrent au lieu des supplices, et il subit son sort en maudissant ses bourreaux.

La mort de Théràmène fut le signal d'une terreur comme l'Attique n'en avait jamais vue. Les 30 condamnèrent à l'exil les plus riches citoyens, afin de se partager leurs biens. C'était commettre un crime capital que de leur donner asile, un parricide que de cacher leurs écus.

De pareils excès ne pouvaient durer plus longtemps. L'intensité du mal produisit une guérison salutaire. Thrasybule, qui avait délivré Athènes du joug des 400, la délivra aussi du joug des 30. Mais ces terribles orages ruinèrent

la puissance d'Athènes, et, qui pis est, troublèrent profondément les notions du juste et de l'injuste, du bien et du mal. Peu de temps après la cérémonie dans laquelle Thrasybule était monté au Parthénon, pour rendre grâces aux immortels de la restauration de la liberté, *Socrate* était condamné à boire la cigüe. Il suffisait du pamphlet d'*Aristophane*, et des dénonciations de deux obscurs calomniateurs, pour conduire au supplice le plus sage des hommes, celui dont les préceptes semblaient inspirés par la divinité!

La persécution du Maître ne suffit point à la fureur des ennemis de la philosophie. *Platon* et les autres disciples de Socrate furent obligés de fuir, les uns à Thèbes, et les autres à Mégare.

L'erreur des Athéniens ne fut pas de longue durée. Bientôt on rappela les proscrits de la libre pensée, et Athènes devint le centre d'un mouvement intellectuel dont les fruits sont encore savourés de notre temps. La reconnaissance des Athéniens honora comme un Dieu celui que leur injustice avait condamné comme un criminel. Mais vainement on lui consacra des statues, un autel, et même une chapelle nommée Socrateion ; ces hommages, ces cultes ne firent qu'éterniser la honte d'une république capable d'un semblable forfait. Car ce n'est jamais impunément, comme on l'a vu à Jérusalem lorsque le Fils de l'Homme fut crucifié, et à Paris quand on versa le sang des généraux républicains, qu'un peuple prête les mains à l'exécution d'un Juste, et se déclare solidaire de ses bourreaux.

Au milieu des vicissitudes et des fluctuations de l'Histoire, il semble qu'il y ait une sorte de justice distributive, et que la mort de Socrate ait condamné Athènes à s'agiter inutilement pour reconquérir la puissance dont elle s'était montrée si peu digne. L'éloquence de *Démotènes* qui, à une autre époque, aurait sauvé la Grèce, n'aboutit qu'au désastre de *Chéronée*. Athènes, comme le reste de la Hellade, fut entraînée à la suite des Macédoniens, et le grand mouvement d'expansion de la civilisation grecque se fit sous les auspices d'un prince dont *Périclès* n'aurait peut-être pas voulu pour barbier. C'est dans la servitude qu'Athènes trouva dès lors quelque prospérité matérielle. Les rares occasions dans lesquelles elle put jouir de quelque indépendance n'aboutirent qu'à montrer au monde jusqu'à quel point la patrie de tant de héros était devenue impropre à la liberté.

Lorsqu'après la mort d'*Alexandre* les Grecs voulurent recouvrer leur liberté, *Antipater* n'eut qu'à se montrer pour mettre en fuite l'armée indisciplinée qu'ils avaient recrutée à la hâte. Cette imprudente et inutile révolution coûta la vie à *Démotènes*, réduit à s'empoisonner dans le temple de Neptune pour ne pas tomber vivant entre les mains des Macédoniens.

Pour comble d'ironie, le général, vainqueur, sans résistance digne du nom de combat, avait mis un comédien à la tête de la troupe qu'il chargeait de la poursuite du grand proscrit.

Si, pendant cette période, la science grecque

continuait à s'enrichir des travaux d'artistes et acquérait un caractère de certitude et de précision que nous admirons encore aujourd'hui, c'est que les véritables conquêtes de l'esprit n'ont pas de patrie, puisque la vérité, comme on l'a dit bien des fois, ne connaît ni siècle, ni ville qui lui appartienne en particulier.

Ces splendeurs de l'idée ont permis aux historiens de fermer les yeux sur les crimes qui se sont succédé à Athènes pendant que les successeurs d'Alexandre se partageaient l'empire qu'on a poétiquement appelé son manteau. Dans l'insurrection qui suivit la mort d'Alexandre, *Phocion*, un des Grecs les plus sages et les plus vertueux dont on ait conservé le nom, se refusa de partager les illusions de ses concitoyens. C'est malgré lui que la ville prit un parti, qui cesse d'être héroïque dès qu'il commence à être absurde, qui devient condamnable autant que ridicule quand, étant visiblement intempestif, il ne peut qu'aggraver les maux de la servitude.

Chaque fois que l'on fit la guerre, Phocion se comporta en habile général et en vaillant soldat. Il ne recula devant aucune des tâches nombreuses que lui imposèrent ses concitoyens ; mais il ne négligea jamais une occasion de les rappeler à la prudence et de leur signaler le péril de partir en guerre contre les Macédoniens, sans autre espérance que le concours d'alliés douteux.

Cette sagacité le désigna à la fureur des vainqueurs de Chéronée, qui se tenaient depuis longtemps à l'affût d'un prétexte pour déclarer la

guerre qu'ils désiraient ardemment. En effet, ils ne craignirent rien, sinon qu'Athènes put réparer pendant la paix les pertes que l'épée lui avait fait subir ; mais ils avaient conçu une si pauvre idée du bon sens des Athéniens qu'ils imaginèrent une ruse des plus grossières pour se débarrasser de Phocion.

Ils promirent aux Athéniens de leur rendre le gouvernement démocratique absolu, dont Phocion les privait puisqu'il gouvernait avec le Sénat et l'Aréopage, comme les lois l'exigeaient. La perspective d'une révision radicale séduisit immédiatement la multitude. Poursuivi comme traître, Phocion n'eut d'autre ressource que de se réfugier chez les Macédoniens qui s'empressèrent de le livrer.

Ce véritable disciple de Socrate fut donc condamné comme son maître, et périt de la même mort que lui.

Conservés soigneusement, les détails de ce nouveau supplice contribuèrent à exciter la pitié universelle, et à semer dans tout le monde civilisé l'exécration d'un gouvernement susceptible de semblables excès.

Comme il arrive toujours devant des assemblées tumultueuses qui n'écoutent que leurs passions, Phocion était condamné d'avance. Voyant qu'on l'interrompait toujours lorsqu'il essayait de donner des arguments en sa faveur, il changea de tactique. Se sentant perdu, il se condamna lui-même à mort, mais il supplia la multitude de vouloir bien accorder la vie sauve à ses amis. En d'autres temps, une conduite aussi généreuse

aurait excité quelque pitié ; mais la sentence de mort qui fut prononcée contre le principal accusé n'épargna aucun de ses amis. Lorsqu'on le conduisait au cachot, un homme du peuple qui sans doute l'avait plus d'une fois couvert d'applaudissements, lui cracha au visage. Cet outrage ne parut point altérer la sérénité du condamné qui, se tournant gravement vers les magistrats, leur dit : « Quelqu'un ne veut-il pas empêcher un pareil homme de commettre une action si infâme ? »

Lorsqu'il fut arrivé dans le cachot où il devait subir la sentence, ainsi que ses compagnons, quelqu'un lui demandant s'il n'avait rien à dire à son fils ; « *Rien*, répliqua-t-il, *si ce n'est de ne pas se rappeler ce qui se passe ici.* » Comme un de ses compagnons se lamentait et se plaignait d'être condamné avec lui, « *Est-ce que tu ne vois pas*, dit-il, *que cela est un honneur que les juges t'ont fait.* » Un autre le supplia de lui permettre de boire la cigüe avant lui. « *Tu me fais une demande bien pénible et bien douloureuse*, dit-il, *mais, comme je ne t'ai jamais rien refusé, ce n'est pas le moment de commencer.* » Il se trouva que le bourreau n'avait point broyé assez d'herbes, et qu'il n'y avait plus de poison lorsque le tour de Phocion arriva enfin. Cet homme déclara qu'il ne préparerait pas d'autre dose, si on ne lui payait deux drachmes d'argent, ce qui était le prix que valait la livre de cigüe. Phocion, appelant un de ses amis, mit fin à la scène en le priant de donner au bourreau ce qu'il demandait « *puisqu'il paraît qu'à Athènes on ne peut pas mourir sans qu'il en coûte de l'argent.* »

Un pays où il y a de telles âmes était certainement digne d'un meilleur sort, et, sans le désordre qu'y avaient introduit fatalement des lois mauvaises, n'eut-il pas triomphé de ses ennemis ?

Mais des exceptions brillantes ne peuvent sauver l'Etat et arracher à la servitude une République qui s'est laissé à ce point dégrader. Les épisodes de l'histoire ultérieure d'Athènes n'offrent plus d'intérêt pratique, tant cette ville était déchue au point de vue moral, et devenue indigne de sa gloire passée.

Renonçant à toute action politique au dehors, Athènes n'était plus adonnée qu'au culte de ce que l'on pourrait appeler ses *intérêts municipaux* et qu'à la conservation de son *autonomie*, sous les chefs que le caprice des Macédoniens lui donnait. Encore célèbre par la beauté de ses monuments, la douceur de son climat, l'harmonie du grec qu'on y parlait, et le nombre de ses habitants, Athènes se faisait illusion à elle-même par l'exagération même de ses adulations. Elle élevait à *Démétrius de Phalère*, qui n'avait à peu près d'autre mérite que d'être resté populaire, après l'avoir gouvernée pendant dix années consécutives, autant de statues qu'il y a de jours dans l'année Egyptienne, laquelle en compte 360, comme on le sait.

Lorsque *Démétrius de Phalère* fut remplacé par *Démétrius Poliorcète*, qui l'obligea à fuir honteusement à la cour des Lagides, les Athéniens renversèrent les statues de leur ancien chef avec autant d'empressement qu'ils avaient mis à les ériger. Dans leur cynisme, ils eurent la sin-

gulière fantaisie d'en conserver une, afin que l'on n'oubliât point l'image de celui qu'ils avaient tant adulé.

Leur nouveau maître ne tarda pas à leur faire regretter celui qu'ils avaient si lestement expulsé ; comme ils l'avaient fait pour son homonyme, ils lui décernèrent les honneurs divins. Ils lui donnèrent une partie du Parthénon pour y établir sa demeure. Il en profita pour se livrer à la débauche sur une grande échelle, profanant ainsi les autels consacrés à la Chasteté. Puis, ne se contentant pas des hommages qu'on lui adressait, il exigea qu'on élevât des autels aux courtisanes dont il se servait. Lorsqu'il imposait aux Athéniens des contributions extraordinaires, qu'il percevait avec une excessive rigueur, il prenait plaisir à distribuer le fruit de ces exactions à ces femmes, et cela avec tant d'apparat que personne n'ignorait l'usage qu'il en avait fait.

La lamentable histoire d'Athènes n'est plus qu'une longue suite de décadences, qui de chute en chute ont conduit à la ruine de ses édifices, à sa dépopulation, à l'extinction de toute science, et même de tout ce qui ressemble à la civilisation. Quand Byron s'y rendit en 1824, à la veille de la *Guerre de l'indépendance*, cette ville jadis si célèbre n'était plus qu'une bourgade construite au milieu des décombres et qui, pour comble d'injure, constituait l'apanage du chef des Eunuques noirs du Sultan.

II

CARTHAGE

Cause de l'obscurité de son histoire. — Du pouvoir de l'argent à Carthage. — La victoire de Cannes rend la défaite de Zama inévitable. — Les pires ennemis d'Annibal. — Trop tardif réveil du patriotisme.

Comme une brillante étoile traversant le ciel, Carthage eut le triste destin de ne jeter son grand éclat qu'au moment de disparaître à jamais. Elle s'éteignit après une catastrophe formidable, sans qu'aucun écrivain parlant sa langue ait défendu ses héros avec la passion que le patriotisme sait mettre même dans les âmes des vaincus. Il n'est donc point aisé de comprendre comment il se fait que cette République ait péri à la suite de la défaite mémorable qu'elle avait infligée à ses ennemis, et qu'elle ait failli être sauvée à la suite de celle que ses ennemis lui ont infligée. Cependant cette double contradiction nous paraît de nature à être complètement expliquée.

On ne connaît point d'Etat civilisé ou barbare

dont la Constitution ne fasse point une large part à la richesse, ou dans laquelle la richesse ne s'en soit taillée une considérable. En effet, si les lois ne la lui accordaient point de bonne grâce, elle saurait bien la conquérir en dépit de toutes les clauses somptuaires et de tous les impôts progressifs. Mais ce qui paraît avoir caractérisé le régime constitutionnel des Carthaginois, c'est que les lois de Carthage ne faisaient rien pour diminuer le pouvoir de l'argent. L'assemblée générale des citoyens ne comprenait que ceux qui possédaient une certaine fortune; les pauvres étaient au niveau des esclaves, et il n'y avait, dès l'origine de la République, que les riches qui parvinssent aux magistratures.

Une semblable ploutocratie était sans doute inévitable chez un peuple qui vivait de commerce. Mais elle était d'autant plus funeste qu'il en résultait que le métier des armes n'était point honoré, et qu'on l'abandonnait à des mains mercenaires. Ce n'était point que les Carthaginois ne fussent susceptibles de bravoure. On le vit à plusieurs reprises, lors de la révolte des bandes étrangères qu'ils avaient à leur solde, et dans la catastrophe où périt leur nationalité. Mais leur inclination naturelle les portait vers les professions lucratives, et ils croyaient déroger en montrant un héroïsme qui ne rapportait rien. Dans les conquêtes qu'ils faisaient, ils cherchaient bien plus à exploiter leurs sujets qu'à accroître les forces et le domaine de leur nation. Aussi étaient-ils détestés de tous les peuples, qu'ils n'avaient pris la peine de dompter qu'afin de les mieux

exploiter. Nulle part leur domination, semblable à celle des Anglais dans l'Hindoustan, ne jetait de racines sérieuses.

Leur empire, quelque florissant qu'il parut, et quelque étendu qu'il put être, ne possédait aucune cohésion; c'était comme un corps sans âme. Leur faiblesse se manifestait dans leur incapacité de supporter les revers. Au lieu de chercher à les réparer, en faisant appel au patriotisme et en déclarant la patrie en danger, ils ne voyaient de remède qu'en changeant en boucs émissaires les généraux vaincus. Ils les faisaient ordinairement périr dans des supplices dont le raffinement ne peut se considérer sans épouvante.

Cette manie de voir des Bazaine partout, s'expliquant, sans s'excuser, par la religion sanguinaire, sombre et superstitieuse dont les Carthaginois faisaient profession, a été, assurément, la cause la plus sérieuse de leur ruine. En effet, on peut dire qu'elle a occasionné la perte de tous les peuples qui l'ont pratiquée; mais aucun de ceux qu'elle a détruits n'a éprouvé au même degré les tristes effets d'une politique aussi peu généreuse que sage.

Ces débordements de la fureur populaire étaient d'autant plus redoutables que Carthage était partagée en factions permanentes, composées de la clientèle des grandes familles, c'est-à-dire des familles riches, puisqu'on ne connaissait, paraît-il, à Carthage, d'autre noblesse que celle de l'argent. On peut dire que, dans cette ville, dont l'essence était d'être vénale, puisqu'ayant été créée pour tout vendre, on y vendait jusqu'à

l'Etat, la guerre civile était toujours à l'état latent, et qu'elle n'était jamais plus vive que lorsqu'elle n'était point déclarée.

Nulle part la discorde ne produisit des effets aussi propres à démontrer à la Ligue des vrais patriotes que le pire moyen de n'avoir jamais de revanche, c'est de la chercher en organisant des brigues, des querelles personnelles, de réduire la politique d'un grand pays à de simples questions de candidatures, d'agiter l'Etat par les manifestations d'ivrognes, de triompher du repos des citoyens par des tapages nocturnes, de montrer son patriotisme avec un verre en main et de s'exercer à la victoire en acclamant l'amphytrion qui vient de régaler.

La faiblesse de cette république se montra lorsqu'*Annibal* n'osa pas entrer à Rome après la *Bataille de Cannes*, soit que la crainte d'exaspérer les vaincus le lui interdit, soit qu'il redoutât de déplaire au parti d'*Hannon*, en remportant des victoires trop dispendieuses pour un peuple n'aimant à payer que ses défaites, soit ces deux causes réunies. On vit encore combien Carthage était faible par l'empressement que mit ce grand général à demander à traiter après *Zama*. Ce n'était pas que le fils d'*Hamilcar* renonçât au serment qu'il avait fait à son père, mais il ne pouvait conseiller la guerre à outrance à des marchands, comme un consul romain l'eut fait à des concitoyens. Le péril était trop près des richesses, pour que ceux qui y tenaient plus encore qu'à leur vie, ne se résignassent pas à en sacrifier une

portion dans l'espoir de conserver intact ce que le vainqueur leur en laisserait.

On peut constater mieux encore l'avilissement des caractères produit par la ploutocratie dans les événements qui suivirent. Les clauses du traité étaient excessivement rigoureuses ; les Carthaginois durent livrer tous leurs vaisseaux de guerre, leurs éléphants, les transfuges, payer la solde de l'armée romaine jusqu'au moment où le Sénat de la Ville éternelle aurait statué sur la paix, verser au trésor romain une indemnité énorme pour les frais de guerre et remettre entre les mains du général vainqueur cent otages qu'il désignerait lui-même. Scipion fit conduire en pleine mer tous les vaisseaux carthaginois auxquels on mit le feu. Afin de donner à cette exécution un caractère plus sévère, on les laissa en vue de la ville pour que les habitants pussent contempler cinq cents bâtiments livrés aux flammes et brûlant à la fois. Carthage fut plongée dans une grande tristesse, qui fut augmentée par la réunion des contributions nécessaires pour payer le premier terme de l'indemnité.

Comme des sénateurs versaient des larmes en apportant la somme à laquelle ils avaient été taxés, Annibal se prit à rire ; comme on lui faisait reproche d'insulter par sa joie, à la douleur publique : « Si l'œil qui distingue les mouvements extérieurs du visage, dit-il, pouvait lire au fond de l'âme, vous verriez que ce rire qui vous choque n'est que l'effet du délire occasionné par l'excès de nos malheurs. Mais ce rire, quelle qu'en soit la cause, serait moins déplacé que vos

pleurs ! car, au moment où Rome vous enlevait vos armes, votre œil était sec, et il ne se mouille que lorsqu'il faut livrer votre or ! Hélas ! je crains bien que vous ne soyez, un jour prochain, obligés de reconnaître que ce qui vous fait verser des pleurs est le moindre des maux que vous réserve l'avenir. »

Annibal avait compris que pour préparer la victoire de sa patrie, il fallait soigneusement dissimuler le désir de la remporter. Il exécuta ponctuellement, fidèlement les traités afin de ne pas donner à Rome un prétexte pour les rompre après avoir encaissé les milliards de l'indemnité. En même temps il entreprit courageusement la réforme de l'Etat, auquel on avait donné un premier accroc, puisqu'il était au pouvoir au lieu d'avoir été mis en croix.

Malheureusement les misérables qui mettaient depuis longtemps le Trésor public au pillage n'entendaient point renoncer à leurs rapines. Voyant que le peuple prenait le parti d'un général qui méritait à tous égards sa confiance, et dans le cœur duquel brûlait le feu sacré de la haine contre Rome, ils le dénoncèrent aux ennemis. Ils écrivirent au Sénat pour le prévenir qu'il était en train de négocier un traité d'alliance avec *Antiochus*.

Le Sénat romain s'empressa de former avec ces traîtres un complot, pour s'emparer d'un homme dont le nom seul suffisait pour leur rappeler qu'ils pouvaient être battus.

Averti par des amis, Annibal trouva le moyen

de fuir nuitamment. Lorsque, forts des témoignages que leur avaient fournis leurs complices, les ambassadeurs romains parurent devant le Sénat de Carthage pour réclamer qu'on leur livrât le grand vaincu de Zama, il était déjà à bord d'une galère qu'il tenait depuis longtemps prête pour cette éventualité. Il arrivait sans encombre à Tyr et à la cour d'Antiochus où il essayait d'organiser une coalition qui permit à Carthage de prendre les armes, avec des chances suffisantes pour que la guerre pût raisonnablement être entreprise.

Le succès de Rome avait tellement bouleversé les rapports des Etats riverains de la Méditerranée que tous les princes se sentaient alarmés par la prépondérance qu'elle avait acquise. Aussi habile dans les conseils que sur les champs de bataille, Annibal n'eut pas de peine à faire comprendre à Antiochus qu'il devait aider Carthage à reprendre un rang suffisant pour empêcher Rome d'arriver au pouvoir suprême dont elle allait inévitablement s'emparer.

Il envoya à Carthage un de ses amis pour tenir ses compatriotes au courant de l'heureux résultat de ses négociations. Mais les traîtres qui l'avaient dénoncé ne s'étaient point encore endormis. Aussitôt qu'ils eurent pénétré ces desseins, malgré le grand mystère dont son envoyé s'était environné, ils se disposèrent à le faire arrêter. Celui-ci fut obligé de prendre la fuite le lendemain du jour où il avait fait secrètement la communication des plans d'Annibal au Sénat. Non content de montrer tant de condescendance

en secret, cette assemblée envoya à Rome une ambassade publique chargée de donner des explications sur ce qui s'était passé.

Cette démarche infâme produisit un effet désastreux sur l'esprit d'Antiochus. Ce prince comprit qu'il ne pouvait faire aucun fond sur un peuple susceptible de commettre de semblables lâchetés. Il se dit qu'il serait seul à supporter le poids de la guerre, car certainement Carthage, au moment décisif, le laisserait écraser. Il se sépara donc, à son grand regret, d'un homme qu'il ne pouvait plus même admirer sans danger.

Lorsqu'Annibal eut disparu de la scène du monde, *Caton* ne garda pas de ménagement. Il commença à dire tout haut que Carthage était l'ennemi héréditaire de Rome et qu'il fallait à tout prix s'en débarrasser. C'est alors que cet homme implacable portait au Sénat des figues d'Afrique, afin de rappeler à ses collègues que la terre qui donnait d'aussi beaux fruits n'était qu'à trois jours de navigation des bouches du Tibre.

Quoiqu'il n'y eut point à cette époque de journaux politiques, cependant, les discours de *Caton* ne pouvaient être ignorés à Carthage. Chacun savait que les projets de cet ennemi irréconciliable étaient ceux d'un peuple entier ; mais pendant que Rome n'avait en quelque sorte qu'une passion, compléter sa victoire, en effaçant Carthage de la liste des nations, Rome était peut-être la dernière chose à laquelle Carthage pensait. Aux deux factions anciennes qui avaient si longtemps déchiré la République venait se

joindre une faction nouvelle. Massinissa, le roi numide que protégeaient les Romains, et qu'ils avaient chargé du soin d'inquiéter les Carthaginois, de les harceler, de les affoler, et de les exterminer définitivement, n'avait pas eu de peine à trouver des amis chez les Carthaginois.

L'habile politique de Rome sut ainsi diviser les habitants de l'Afrique septentrionale; elle parvint à se faire un instrument des Numides pour se débarrasser de Carthage en attendant l'époque prochaine où, sur les ruines fumantes de Carthage, les Numides, à leur tour subjugués, devaient faire connaissance avec un joug beaucoup plus lourd que celui que cette République leur avait fait porter. En effet, se contentant des ressources qu'ils offraient à son commerce, Carthage leur laissait leurs mœurs, leurs rois, leurs armes et leurs dieux.

Quoique les Carthaginois aient poussé la condescendance au-delà de tout ce que notre imagination moderne peut se représenter, les consuls passèrent en Afrique avec l'ordre de déclarer la guerre à tout prix et de ne la cesser que lorsque Carthage serait rasée. Quand ils eurent entre leurs mains les armes que les Carthaginois avaient eu la simplicité de leur livrer, ils jetèrent le masque et déclarèrent qu'ils avaient pour mission de détruire leur ville, que pour les récompenser de leur soumission on leur permettrait de la reconstruire dans un emplacement qu'on leur désignerait, mais qui serait éloigné de la mer d'au moins trois lieues.

Quand les ambassadeurs revinrent parmi leurs concitoyens avec une réponse si désespérée, une

épouvantable sédition éclata. Le peuple se précipita sur les sénateurs qui avaient conseillé la soumission aux Romains, les massacra impitoyablement. Il mit également à mort tous les Italiens qu'il put saisir, et l'on donna le pouvoir au chef du parti de la guerre à outrance, nommé Asdrubal.

Mais ces fureurs étaient trop tardives pour être utiles. Il y a dans l'histoire des heures sombres dans lesquelles l'héroïsme ne peut plus rien. Souvent il est trop tard, pour les peuples, comme pour les rois.

Malheur aux populations qui se sont laissé acculer à ces situations terribles dans lesquelles tous les partis sont également détestables, quoiqu'il puisse s'en trouver de glorieux. Il n'en reste qu'un qui puisse racheter en partie les fautes commises, c'est de disparaître dans une de ces grandes catastrophes dont le souvenir pèse comme un cauchemar sur les annales de l'humanité. Ce genre de consolation sanglante ne manqua pas à Carthage; elle lui fut donnée d'une façon bien digne de la seule ville dont la fortune ait, un instant, balancé celle des Romains.

A peine le massacre des sénateurs dévoués à Rome était-il consommé, que ceux qui restaient affranchirent les esclaves, à condition qu'ils prendraient part à la défense de la cité. Hommes et femmes se précipitèrent dans les temples, qui furent convertis en ateliers. On y travailla nuit et jour à confectionner des armes pour remplacer celles qu'on avait portées au camp des Romains.

Paris, pendant le siège, n'offrait point tant d'activité. L'élan fut si grand que lorsqu'on manqua de cordages pour les machines de guerre les dames et les jeunes filles firent volontairement le sacrifice de leurs cheveux.

Afin de rendre la défense plus atroce, le général carthaginois fit massacrer sans pitié les prisonniers qui étaient entre ses mains. Quoique la fortune restât constamment favorable aux Romains, aucune tentative d'accommodement ne fut faite, et reculant pied à pied, les défenseurs de Carthage se renfermèrent dans le temple d'Esculape.

Ce fut alors que le général carthaginois, oubliant que l'honneur lui imposait, à défaut de patriotisme, le devoir de vaincre ou de mourir, s'approcha de *Scipion* pour lui demander l'aman que celui-ci lui accorda en le faisant asseoir à ses pieds.

Les Carthaginois qui, réfugiés dans les parties supérieures du temple, continuaient la défense, accablaient leur ancien chef d'injures et d'imprécations. Puis, voyant que leurs forces s'épuisaient et que les Romains allaient s'emparer d'eux, ils mirent eux-mêmes le feu à l'édifice dont la possession leur échappait, et périrent jusqu'au dernier dans les flammes qu'ils avaient allumées.

Au moment où l'incendie commençait, Scipion vit paraître la femme du général qui avait imploré sa pitié. Cette dame, vêtue de ses plus beaux vêtements, tenait à la main ses deux enfants : « Romain, cria-t-elle au vainqueur, les Dieux te sont favorables. Souviens-toi de punir

Asdrubal qui a trahi sa patrie, ses divinités, sa femme et ses enfants. Les génies, qui autrefois protégeaient Carthage, s'uniront à toi. » Puis, se tournant vers Asdrubal : « Quant à toi, le plus lâche des hommes, tu me verras mourir ici avec les deux êtres auxquels tu as donné le jour. » Alors, les égorgeant l'un et l'autre, elle les jeta dans les flammes et s'y précipita après eux.

On raconte que Scipion, voyant autour de lui tant de ruines, se sentit touché plus profondément que des vainqueurs modernes restés impitoyables dans de semblables occasions. Récitant alors les vers célèbres du IV^e livre de l'Iliade, il s'écria avec Homère : « *Un jour viendra où périra Troie, la ville sacrée, et où périront avec Troie, et Priam et le peuple de Priam.* »

Cette exclamation, inspirée par un sentiment vrai et juste des vicissitudes humaines, devait acquérir une portée prophétique. Nous allons voir rapidement les causes que l'on peut assigner à la ruine de la nouvelle Troie, à ces grands événements qui semblent s'être accomplis hier, tant leurs détails sont encore présents à l'esprit de toutes les nations civilisées.

Malgré la difficulté de rendre durables les choses d'ici-bas, on doit remarquer que les peuples modernes ont des ressources sur lesquelles les anciens ne pouvaient compter, et dont ils étaient même hors d'état de deviner la nature.

Dans le recensement que Démétrius de Phalère fit de la population de l'Attique, il trouva que le nombre des citoyens n'était que de vingt-

un mille, ce qui portait à une centaine de mille le chiffre de la population libre de l'Attique, tandis que le nombre des esclaves était quatre fois plus considérable.

La nécessité du travail servile était tellement impérieuse que Platon, le génie le plus pénétrant qui ait écrit sur la République, le considère comme tout à fait naturel et, par conséquent, légitime. Platon avait certainement raison à l'époque où il vivait, mais il n'aurait pas tenu le même langage s'il avait vécu à une époque où quelques machines, mues par l'électricité ou le charbon, produisent dix et vingt fois plus de travail que ces multitudes condamnées à vivre dans l'ignorance et dans l'oppression. Le progrès continu des sciences et des arts peut permettre d'espérer qu'on voie luire bientôt un jour où les labeurs pénibles ne seront plus exécutés par des mains humaines ; alors l'intelligence pourra se considérer comme maîtresse du monde. Mais l'époque où de si grands progrès seront possibles ne sera point avancée par d'aveugles déclamations, ou par des convulsions insensées.

Il est fort aisé de prévoir les ressources qu'une sage politique pourra trouver dans ces éléments nouveaux de force et de progrès dont les anciens ne soupçonnaient point l'existence. Toutefois leur influence ne sera bienfaisante et salutaire que si les hommes ne cherchent à les employer que dans un but approuvé par la raison. En effet, il n'est pas d'agent nouveau duquel on ne puisse dire comme des langues d'Ésope, que c'est ce qu'il y a de meilleur et en même temps

ce qu'il y a de plus mauvais. Ainsi la dynamite et le pétrole ne sont pas seulement des armes de l'ingénieur ou des chimistes. Ces substances précieuses, dans la fabrication desquelles la chimie a épuisé tout son art, rendent en même temps plus redoutables les mains criminelles qui ne reculent pas devant la tentation atroce de s'en servir pour des desseins coupables. A la faveur de ces inventions si fécondes, on verrait nos cités populeuses désolées par des tragédies auprès desquelles celles qui ont affligé les républiques antiques ne seraient que des jeux d'enfants.



III

ROME

Décadence de la liberté à Rome. — Catilina. — Le poignard de Brutus enracine le césarisme. — Pronunciamentos des Préteurs et des légionnaires. — Invasion consommée avant d'être commencée. — Pourquoi le souvenir de Rome reste couronné de tant de gloire malgré ses fautes ?

Après tant d'illustres historiens qui, avant et depuis Montesquieu, ont traité sous différentes formes le problème de la grandeur et de la décadence des Romains, nous ne chercherons point à donner la raison de cet immense phénomène politique qui nous remplit encore de terreur et d'admiration. Nous laisserons à d'autres le soin d'établir que la chute de Carthage, de Corinthe et de Numance, la conquête successive de l'Espagne, de l'Afrique, de la Macédoine et de l'Asie étaient fatales à la Ville Eternelle. Que de plus habiles que nous s'efforcent de déterminer quelles mesures auraient pu retarder la chute de la liberté, et l'établissement d'un despotisme écrasant, stérilisant, rendant inutiles les progrès du

droit, des arts mécaniques, des sciences et de la philosophie, livrant l'empire aux tribus barbares qui l'assiégeaient ! Que d'autres établissent, s'ils le peuvent, la part qui revient au Christianisme dans cette invasion si terrible, et nous disent si la destruction provisoire de tout ce qui fait la grandeur de l'homme civilisé fut assez compensée par le progrès moral que l'idée chrétienne a introduit dans les sociétés modernes ! Notre rôle est beaucoup plus modeste et beaucoup plus restreint. Nous devons nous borner à rappeler sommairement comment le pouvoir personnel du Prince s'est substitué à celui des lois ; à retracer quelles transformations a subies le pouvoir des tribuns pour donner naissance à celui des chefs que Rome asservie acclamait avec un égal enthousiasme, qu'ils se nommassent Néron ou Trajan, — auxquels elle élevait indifféremment des autels, qu'ils s'appelassent Marc-Aurèle ou Caligula, — et qui ne cessaient d'être adulés que le jour où, comme Vitellius, ils étaient obligés de se réfugier dans une niche à porceaux.

La force de la Constitution de Rome était si grande que les empereurs durent en conserver la forme, même lorsqu'elle eut été ruinée, et que les élections ne devinrent qu'une vaine formalité. Jusque dans les derniers temps de leur puissance ils comprirent qu'il fallait rattacher soigneusement le présent si pénible à un passé si glorieux, qui dure encore aujourd'hui dans le souvenir des Romains, et que tant de siècles d'esclavage n'ont point encore complètement effacé.

Une particularité qui contribua longtemps au maintien de la liberté romaine fut incontestablement l'institution des censeurs, qui avaient entre autres prérogatives celle de réprimer les délits que les lois ne prévoyaient point, et qui, cependant, pouvaient porter préjudice à la chose publique. Nul ennemi de la tyrannie ne peut s'empêcher d'admirer la sagesse pratique d'une semblable création, que Venise semble avoir imitée dans l'établissement de ses inquisiteurs d'état, et qui empêche d'ambitieux coureurs de dictature, ou d'audacieux trafiquants du patronage officiel, d'affaiblir le respect dû à la Législation, en montrant qu'ils savent passer au travers de ses mailles, faites pour de plus petits poissons. En outre, on vit encore bien des fois de simples citoyens s'ériger, à leurs risques et périls, en défenseurs de l'état, comme le fit Scipion Nasica. Lorsqu'il vit que le consul Mucius hésitait à marcher sur Tibérius Gracchus, qui avait soulevé une sédition afin de surprendre un plébiscite et se faire nommer une seconde fois Tribun, au mépris de l'interdiction que la loi prononçait, ce souverain Pontife donna le signal de la répression. Jetant sa toge sur sa tête, comme s'il avait voulu se cacher la vue du Capitole dont il allait violer l'asile, Nasica s'écria en plein Sénat : « Le premier magistrat trahit la République, à moi de la sauver ! » Électrisés par son exemple, ses collègues le suivent, ainsi que leurs esclaves et leurs clients, ramassent des débris de bancs, des bâtons, tout ce qui se trouvait sous leurs mains, se précipitent sur Gracchus et sur ses partisans

qu'ils poussent dans le précipice sur le bord duquel le Capitole était bâti.

Pour venir à bout du second des Gracques, le Sénat dût employer la ruse et feindre d'adopter des lois plus libérales que celles qu'il proposait. Mais ces actes de violence étaient des procédés dangereux, qui ne sauvaient la République qu'en l'affaiblissant. Les appels à la force allèrent en se multipliant, dans des circonstances où les légionnaires n'avaient que trop de tendance à oublier qu'ils étaient citoyens.

Lorsque les soldats passaient les Alpes et les mers, c'était pour se transplanter, pendant nombre d'années, dans les régions qu'ils soumettaient. Insensiblement ils perdaient le souvenir de Rome, dont ils ne recevaient que des nouvelles peu fréquentes. Bientôt ils ne songeaient plus qu'aux camps; ils n'appartenaient plus en réalité à la Ville Éternelle, mais ils étaient devenus la chose des généraux qui les commandaient. Ils n'étaient plus les soldats de la République, mais ceux de Marius, de César ou de Pompée. Ce n'était plus sur le Forum que se décidaient les destinées de Rome, c'était sur les champs de bataille dont le nom aurait dû être exécré de tous les vrais Romains, à quelque parti qu'ils appartenissent. Du moment où les légions pouvaient se rencontrer à Actium, sous des étendards opposés, la liberté était en réalité également perdue, que le vainqueur fût César ou fût Pompée.

On s'accorde généralement à reconnaître que les orages allumés par les Gracques furent le prélude de la chute de la liberté. On a attribué

ce résultat funeste à la nature sociale des questions qui y furent soulevées. Cependant les fameuses lois agraires, à propos desquelles on versa tant de sang, étaient en réalité un simple prétexte dont se servaient les agitateurs, exploitant l'hostilité de ceux qui n'ont rien, ou peu de chose, contre leurs concitoyens plus fortunés. Tite-Live en donne une preuve que Machiavel signale avec sa sagacité ordinaire. La dispute, qui s'était quelque peu calmée, fut renouvelée à propos de la colonie qu'on devait établir chez les Volsques ; le Sénat donna gain de cause au parti populaire, et le territoire de la ville d'Antium fut abandonné sans réserve aux plébéïens qui demandèrent à s'y établir. Mais lorsqu'il s'agit de recruter les citoyens qui devaient faire partie de l'expédition, on eût beaucoup de mal à en trouver en nombre suffisant. Ceux qui avaient crié le plus fort pour obtenir le décret étaient en quelque sorte les moins empressés à en profiter. « Cette population, dit avec mépris Machiavel en rapportant ces événements, aimait mieux désirer du bien en restant à Rome, que d'aller à Antium pour en cultiver. »

En effet, le comble des désirs des braillards était de recevoir des rations suffisantes pour vivre sans rien faire aux frais de l'Etat, et d'avoir pour distractions les jeux qu'on leur offrait.

L'aversion pour toute espèce de travail, fut un des signes caractéristiques de la décadence de Rome, où il se forma insensiblement une vile multitude, prête à acclamer tous ceux qui consentaient à être son boulanger, en lui donnant du

pain. Cette oisiveté était d'autant plus difficile à réprimer que Rome percevait le tribut de toutes les provinces conquises, c'est-à-dire de toutes les parties de la Méditerranée, et qu'abandonné aux esclaves, le travail manuel était considéré comme indigne d'un citoyen, toutes les fois que ce n'était pas de la culture de la terre qu'il s'agissait.

Du temps où Rome avait encore des rivales elle eut sur les grandes villes de la Grèce un immense avantage. Quelque animés que fussent les citoyens, on ne les voyait pas comme ceux d'Athènes, se réfugier chez les ennemis de la patrie, et se mettre à la tête de leurs armées pour triompher plus encore de la République que de leurs propres adversaires. Le respect des lois était trop profondément naturel aux Romains pour que ceux mêmes qui cherchaient à les renverser, imitassent volontiers les Tarquin, et allassent, comme eux, sur la terre étrangère, chercher des vainqueurs de la patrie. Les exceptions que l'on connaît ne font en quelque sorte que montrer combien ce sentiment de respect de la patrie était enraciné chez un peuple véritablement privilégié sous ce point de vue essentiel.

Au moment de vaincre avec le concours des Volsques, ses nouveaux alliés, Coriolan fut arrêté par les larmes de sa mère, qu'il n'avait pu supporter de voir répandre. Le Sénat eut mille fois raison d'élever un temple à la *Fortune des Femmes*, sur le lieu où le rebelle était rentré dans le devoir, car le souvenir de la noble action de ce fils repentant sauva Rome, dans une circonstance peut-être plus critique. Catilina ayant

été chassé de la ville envoya quelques-uns de ses confidents négocier une alliance avec des tribus gauloises de la Haute-Italie, qui eussent été facilement redoutables dans les circonstances critiques où se trouvait la République. Mais ces barbares, se rappelant sans doute ce qui était arrivé aux Volsques et croyant qu'il y avait encore une Véturie pour arrêter ce rebelle lui firent l'honneur de dénoncer son complot. Ils se prêtèrent même à une comédie, que leur conseilla Cicéron, afin de se procurer la preuve matérielle du crime dont il poursuivait la répression.

Un peuple qui inspirait de tels sentiments ne devait être asservi que par degrés; il ne pouvait perdre la liberté par un de ces coups de main si fréquents dans l'histoire des républiques. Sa grandeur et son énergie furent telles qu'il continua pendant des siècles à étonner le monde par sa grandeur, alors que les désordres de ses maîtres méritaient l'opprobre du genre humain. Grâce à ce respect inné pour le droit, il fut bien plus favorisé que celui d'Athènes qui, même au temps de sa gloire, donnait des preuves de la fragilité de sa puissance; la gloire de Rome brillait encore comme l'éclat de ces soleils dont les rayons parviennent jusqu'à nous, quoiqu'ils soient déjà en partie encroûtés.

Ce n'est pas de prime saut et sans transition que le Sénat en vint à discuter à quelle sauce César mangerait son poisson. Des voix éloquents faisaient encore retentir les échos du Capitole pour protester contre la tyrannie, bien des années après l'époque funeste où la langue de Cicéron fut

clouée à la Tribune aux harangues. Lorsque Caligula alla jusqu'à faire son cheval consul, ce fut bien longtemps après que l'on eut tenté de donner, non pas seulement le consulat, mais même la dictature à des gens qui ne valaient pas ce quadrupède favorisé.

Les fureurs de Sylla laissèrent derrière elles bien des ruines et provoquèrent de terribles vengeances, mais elles n'ébranlèrent point l'Etat parce que si le dictateur avait porté bien loin la rigueur il n'avait point cependant bouleversé les lois. Il n'en fut pas de même de la conspiration de Catilina, dont le but était de substituer le pouvoir purement personnel d'un individu, qu'aucun titre particulier ne rendait recommandable, à celui des magistrats. Le langage et l'attitude de ce factieux semblent avoir servi de modèle à tous ceux qui ont médité des entreprises analogues. Il ne craignait pas de dire, comme on l'a entendu bien des fois, « que la République était un corps sans tête, et que la tête qui manquait était précisément la sienne. » Sur ses projets particuliers il ne s'expliquait nullement. Ce n'était point, comme les Gracques, un homme qui proposait des changements précis et déterminés, que l'on pouvait apprécier, et sur lesquels il était permis par conséquent de discuter. Il se tenait avec persistance dans un vague dont il était impossible de le tirer. La seule chose que l'on sut c'est qu'il voulait être maître absolu, et qu'il promettait à chacun ce qu'il lui demandait. Il ne s'inquiétait nullement de savoir si ses engagements étaient contradictoires les uns avec

les autres, et ceux qui s'engageaient dans son parti ne semblaient pas non plus en avoir le moindre souci. Salluste a conservé à la postérité le discours de cet ambitieux que tant d'autres n'ont eu que la peine de copier pour ainsi dire littéralement. Voici, en effet, ce qu'on lit chez ce célèbre historien. « Depuis que la République est au pouvoir de ceux qui la gouvernent en ce moment, nous tous nous ne sommes qu'une tourbe vulgaire sans crédit et sans autorité. Nous sommes soumis à des hommes que nous ferions trembler, si la République était ce qu'elle doit être. Tout le crédit, tout le pouvoir, tous les honneurs, toutes les richesses leur appartiennent, mais, nous autres, qu'avons-nous en partage ? Les fonctions pénibles dont ils ne veulent pas, les dangers sont notre lot ; les condamnations se multiplient sur nos têtes, et l'indigence nous ronge. Hommes vaillants qui m'écoutez, jusqu'à quand supporterez-vous un pareil degré d'infamie ? Ne vaut-il pas mieux périr par un seul acte de courage que de traîner une existence misérable, et devenir le jouet de l'orgueil d'autrui ? Mais, je prends les dieux à témoin, la victoire est entre nos mains. Nous avons la vigueur de l'âme et la force de la jeunesse. Au contraire, nos adversaires sont affaiblis, et par les jouissances, et par le poids des années. Il y a assez longtemps que leur règne dure, pourquoi le nôtre n'arriverait-il pas ? Comptez sur moi, serrez-vous autour de moi ; ni mon âme, ni mon corps ne vous feront défaut. Je vous conduirai à la victoire si vous suivez aveuglément les ordres que je vous donnerai. »

Autour de cet ambitieux qui, pour la première fois, avait osé dire à Rome qu'il ferait à lui seul, en un jour, ce que les Décemvirs n'avaient pu terminer en dix ans, tout ce que Rome comptait d'individus perdus de dettes, de mœurs, de réputation, s'était naturellement groupé. D'un seul coup, il s'était trouvé entouré de l'écume de tous les partis. Tous les misérables qui l'escortaient avaient confiance en lui, parce qu'ils le sentaient capable de ne reculer devant aucun crime, et les mensonges publics dont il s'était rendu coupable n'avaient fait qu'accroître la confiance des scélérats qu'une preuve de franchise aurait ébranlés. Mais ce qui faisait sa force était aussi ce qui faisait sa faiblesse ; car, entre les hommes venus de tous les points de l'horizon politique, il n'y avait d'autre lien que l'espérance d'un prompt succès. Leur seul principe commun étant d'arriver à la satisfaction de leurs passions, le parti ne fut pas long à se dissoudre quand il se trouva de bons citoyens pour s'opposer au débordement de tant d'audace et d'infamie. La plus grande peine que Cicéron eut, pour vaincre, fut de triompher de l'espèce de terreur panique qu'excitait la création d'un danger si soudain, s'élevant comme un de ces orages qui se déchaînent en été. Beaucoup de citoyens honnêtes, mais timidés, avaient trop facilement cru tout perdu en voyant que l'astre de la République s'était si rapidement obscurci ; malheureusement la facilité avec laquelle l'Etat avait été mis en péril, par un scélérat, qui ne se distinguait ni par son éloquence, ni par sa naissance, ni par sa richesse,

ni par les services rendus pendant la guerre et pendant la paix, avait été un enseignement précieux pour les hommes dévorés d'une ambition plus noble. Cette échauffourée avait été un signe pour ceux qui, comme César, estimaient que la popularité est plus sérieuse, moins incertaine quand elle repose, non pas sur de vaines promesses, mais sur une gloire dont le dernier citoyen ne peut éviter d'être enthousiasmé. Ce n'était pas, hélas ! pour les Gaulois que le conquérant des Gaules était le plus à redouter. La liberté romaine était à sa discrétion bien avant qu'il eut traversé le Rubicon. La même ville ne peut avoir, à deux reprises différentes, le bonheur de devoir ses succès à un Scipion ayant l'orgueil sublime de se contenter d'une couronne de lauriers.

Si César avait eu la grandeur d'âme du vainqueur de Numance, peut-être l'histoire romaine avait-elle un autre dénouement. Mais le philosophe ne peut dire ce qui serait arrivé, si certaines hypothèses se fussent réalisées. Il doit borner son ambition à indiquer les causes des événements qui se sont passés, heureux s'il parvient montrer quelles sont les racines que ses concitoyens doivent chercher à couper, s'ils ne veulent que le mal dont ils peuvent constater les ravages se développe rapidement.

Le poignard de Brutus ne put réparer le mal que la gloire de César avait fait. Il fut aussi impuissant que le poignard de Caton d'Utique. Peut-être même eut-il des suites plus funestes. En effet, si Caton donna un exemple peu viril, il fit voir qu'il y avait encore parmi les Romains de

nobles esprits, pour lesquels la vie n'avait plus de charme lorsqu'elle n'était point accompagnée de la jouissance de la liberté. Mais Antoine n'eut besoin, pour soulever le peuple contre les meurtriers du Dictateur, que d'exhiber la tunique ensanglantée qu'il portait au moment où il avait été massacré. En face de ce spectacle, la masse des citoyens oublia la cause sainte qui avait armé le bras des assassins, elle ne vit que l'horreur d'un acte dont la raison lui échappa complètement. C'est un exemple mémorable qui montre qu'il y a des moyens dont il faut se garder, surtout pour recouvrer la liberté. En effet, bons pour des esclaves dont l'ambition se borne à changer de maîtres, au lieu de tourner contre la dictature, ils ne font que la consolider, en donnant l'auréole du martyr à ceux qui l'ont établie. L'infamie des moyens que les tyrans ont employés disparaît souvent, hélas ! devant la grandeur de la catastrophe dont ils ont été frappés ; on a, en effet, remarqué que les arbres qui périssent brûlés par la foudre laissent en terre des racines tellement vivaces qu'il en est peu qui ne donnent naissance à de nombreux rejetons.

Bien au contraire de l'acte du second Brutus, celui du premier, qui fit périr ses enfants, était nécessaire pour assurer le salut de Rome qui venait d'échapper au joug des Tarquins. Quoique le supplice des deux conspirateurs dut être considéré comme atroce au point de vue humain, il n'était qu'une application rigoureuse des lois, et il en accrût tellement la majesté que pendant

longtemps personne n'osa faire de faveur aux siens. C'est ce que Machiavel a très bien compris quand il dit dans son discours sur Tite-Live : « Qui rétablit la liberté et, comme Brutus, n'immole pas ses propres enfants, ne se soutient que peu de temps. » Il suffit souvent d'un cas où les coupables échappent parce qu'on peut dire que leur parenté rend les lois impuissantes, pour que les ambitieux se croient tout permis et que les gens méprisables imaginent l'heure arrivée pour toutes les impunités. Il n'y a qu'un traitement sévère, malheureusement difficile à leur appliquer, qui les puisse détromper.

L'histoire des empereurs est toute émaillée de conspirations. On en vit dans lesquelles des citoyens, qu'animait le désir de rendre à Rome son ancienne splendeur et de punir des despotes, bravèrent la mort ; mais ces gens de bien n'arrivèrent guère qu'à la mériter par leur héroïsme.

La plupart de ceux qui tentèrent des aventures, ainsi que Machiavel le fait très bien remarquer, sont, comme Marcia, qui conspira contre Commode, Plautien contre Sévère, Séjan contre Tibère, des favoris que leurs maîtres avaient comblés de toute sorte de biens, d'honneurs et de dignités, et auxquels il ne manquait que le trône pour couronner leur puissance et leur ambition. On peut dire que le peuple romain n'aurait rien gagné à leur succès.

Il en est de même des insurrections militaires qui ont plus d'une fois changé le sort de l'empire romain, et remplacé un maître détestable par un autre qui quelquefois valait un peu mieux. Le

soulagement que ces soulèvements ont procuré aux peuples n'est rien au prix des habitudes d'insubordination qui ont été données aux légions. Dès que chaque tribun militaire pût s'imaginer qu'il avait dans son ceinturon le diadème, l'état fut positivement ruiné. Alors on vit les Barbares se mêler aux guerres civiles, et ne plus sortir des pays où ils avaient pénétré presque toujours sans avoir eu besoin d'y entrer en corps de nation ; car, c'était insensiblement parmi eux que l'on prenait l'habitude de recruter les troupes chargées de les réprimer. A l'époque de la décadence, les soldats de Rome n'avaient plus de romain que les étendards, l'uniforme, et à peine le nom. L'invasion était un fait qui fut consommé, en quelque sorte, avant qu'il ne fut commencé. La destruction officielle de l'empire ne fut que la consécration publique du mouvement qui durait depuis des siècles.

Le premier auteur de cette catastrophe fut le fier citoyen qui organisa les partis en factions, disposées à en appeler à la force, au lieu de se plier aux lois, appelant les légionnaires à prendre part aux discordes civiles. Quand on voit que cette forte race qui a dompté et civilisé l'Univers s'est livrée elle-même, après un petit nombre de siècles, à des tribus sans force et sans cohésion, on comprend qu'il ne faudrait pas beaucoup d'années pour dissoudre un état affligé par des désastres récents, et environné de peuples puissants, n'attendant qu'une occasion pour se jeter sur lui, s'il commettait une seule fois la faute d'avoir recours à de semblables procédés.

IV

FLORENCE

Le duc d'Athènes. — L'exclamation de Machiavel. — Les corporations ouvrières. — Le règne de Michel Lando, le tailleur de laine. — La puissance des Médicis, consolidée par les imitateurs de Brutus.

L'histoire des Républiques italiennes semble en réalité n'être qu'un commentaire et une continuation de celle de l'ancienne Rome. On dirait que les habitants de ces différentes cités ont tellement admiré le peuple-roi, qu'ils ont essayé de copier jusqu'à ses fautes, ses erreurs et ses crimes. Il n'en est pas dont les annales n'offrent de précieux enseignements, et qu'on n'ait intérêt à étudier de près, pour apprendre aux hommes les moyens de conserver la liberté, le plus précieux de tous les biens, celui que l'on perd le plus facilement, parce qu'on n'en sent jamais tout le prix que lorsqu'on a été assez fou pour le laisser confisquer. Mais, de tous ces événements, les plus instructifs sont certainement ceux qui se sont passés à Florence, parce qu'ils ont été observés, dé-

peints et analysés par Machiavel, c'est-à-dire par le plus profond philosophe qui ait étudié le jeu des passions politiques, par celui qui a donné le plus de préceptes utiles à connaître pour se garantir des usurpateurs du pouvoir.

Dans le courant de l'année 1342, les Florentins avaient été battus à plate couture par leurs ennemis, les Pisans. Toute proportion gardée, les bords de l'Arno avaient, comme ceux de la Seine, vu leur année terrible. Les Florentins avaient, contre leurs vainqueurs, un ressentiment tellement violent qu'il était devenu aveugle, et qu'il primait toute autre espèce de passion. On peut dire sans exagération qu'ils ne respiraient que pour la revanche. Dans ces sentiments, ils crurent devoir s'adresser au roi de Naples, à qui ils supposaient que les succès de Pise pouvaient porter ombrage, et ils lui demandèrent des secours. Mais ce monarque, fort prudent, pensa qu'il était préférable de ne donner aux Florentins qu'un conseil. Il leur dit donc qu'ils feraient bien de s'adresser au Duc d'Athènes, un de ses parents, dont il vanta la vaillance, et porta jusqu'aux nues les talents militaires. S'ils consentaient à se mettre sous les ordres d'un si habile général, ils ne tarderaient point à rentrer vainqueurs dans Pise. Les Florentins qui, comme le dit Machiavel, étaient des gens légers, faciles à l'enthousiasme non moins que prompts au découragement, se laissèrent aisément convaincre. Le duc d'Athènes eut d'autant moins de peine à se faire des amis parmi eux qu'il n'était point dépourvu du genre d'habileté qui convient aux conspirateurs.

Il avait fort bonne mine, se mettait avec élégance, avait des chevaux et des chiens magnifiques ; il savait promettre beaucoup, et comme il avait de l'argent en abondance, il arrosait généreusement l'enthousiasme de ceux qui faisaient son éloge. Il ne tarda pas à avoir un parti puissant, et à devenir l'idole d'un peuple, enchanté de voir qu'on confiait à un si brillant général le soin de pourvoir à sa vengeance. Il y eut même de très honnêtes gens, ennemis de tout despotisme, qui se déclarèrent de très bonne foi ses partisans ; de vrais patriotes furent convaincus qu'un soldat qui se disait l'ami du peuple et le défenseur des libertés publiques, ne pouvait être soupçonné, sans injustice, d'aspirer à la dictature. Subissant la pression de l'opinion publique, et n'ayant aucune raison pour douter de la loyauté du duc d'Athènes, le Sénat signa avec lui un traité fort singulier, par lequel on lui abandonnait pendant une année le suprême pouvoir, à condition qu'il mènerait les Florentins à la victoire ; on escomptait la défaite de Pise.

On convoqua comme c'était alors l'habitude le peuple sur la grande place de Florence, et l'on donna lecture des articles du traité ; mais la foule avait été travaillée par les émissaires du duc. De toutes parts s'élevèrent des cris *non pas pour un an, mais à vie*. Il en résulta une sédition, à la suite de laquelle la foule envahit le Palais des Sénateurs, que les questeurs avaient négligé de faire fortifier. On massacra un certain nombre de personnes, on livra le Palais au pillage, et l'on proclama le duc d'Athènes, prince

de Florence, jusqu'à sa mort. Les membres de la ligue des patriotes étaient dans l'enthousiasme, et, pour célébrer ce triomphe, ils se répandirent dans les rues en chantant : « A Pise ! à Pise ! » sur un air que nous connaissons trop bien.

Mais le duc avait si peu l'intention de tenir ses serments, que son premier acte fut de conclure une paix perpétuelle avec la République de Pise. Le second fut de faire venir du dehors des mercenaires, qu'avec l'argent des Florentins il paya, pour tenir en servitude les Florentins eux-mêmes. Il profita de sa dictature pour opprimer, expulser ou supprimer, sans trêve ni merci, tous ceux qui avaient fait obstacle à son élévation ou pouvaient faire obstacle à sa puissance. Il gorgea de biens, d'honneurs et de dignités les compères clairvoyants qui avaient vu en lui le futur vainqueur de Pise. Onze mois à peine après avoir abdiqué si follement leur indépendance, les Florentins se révoltaient, le dictateur était renversé par une conspiration, dans laquelle étaient entrés quelques-uns des hommes qui l'avaient élevé au trône. Mais la Révolution triomphait, à la suite d'un combat terrible qui avait couvert Florence de sang et de ruines. En outre le mal fait par le détestable règne de cet infâme personnage ne disparaissait point avec lui. Les impôts n'étaient plus payés, le commerce était suspendu, les villes alliées ou tributaires de Florence avaient profité des embarras de la Métropole pour se séparer d'elle. C'est à la suite de ce récit que Machiavel a fait sur le caractère de ses concitoyens cette réflexion célèbre, qui s'applique malheureusement

à d'autres peuples qu'à celui de Florence. « C'est une multitude, dit l'illustre auteur, qui s'est toujours montrée également incapable de supporter les maux de la servitude, et de jouir en paix des bienfaits de la Liberté. »

Au prix de tant d'efforts, la ville était débarrassée du duc d'Athènes, mais elle ne l'était point des factions toujours disposées à se tourner furieusement les unes contre les autres, et d'autant plus dangereuses qu'aucune n'avait en vue d'autre but que la satisfaction de l'intérêt personnel. Le drapeau de guelfe ou de gibelin, que l'on arborait, comme un pirate adopte le pavillon d'une nation quelconque, ne faisait que couvrir la triste marchandise embarquée à bord. Petit à petit, les séditions devinrent plus fréquentes et plus graves. Elles se généralisèrent, et devinrent plus terribles, parce que l'on vit bientôt les corps de métiers y prendre part.

Les personnes qui douteraient de la sagesse de la Constituante de 1789 en abolissant les maîtrises et établissant la liberté du travail, devraient lire attentivement les annales de la République, où les corporations des arts manuels ont joué un rôle si considérable. Vainement on avait essayé de les constituer d'une façon libérale, en leur donnant le droit de choisir leurs chefs. Ces chefs n'étaient, en réalité, que de petits tyrans, presque toujours prêts à se servir de leur position pour acquérir de l'influence à l'aide des compagnons embrigadés qui marchaient aveuglement derrière eux. Ces diverses sociétés semblaient former autant de nations distinctes, quoique toutes habitas-

sent la même patrie. Elles étaient en discussion constante, tant sur leurs prérogatives que sur les préséances. Les armes à la main, elles se disputaient la clientèle des petits métiers qui, n'ayant pas le bonheur d'être reconnus par la Seigneurie, étaient taillables et corvéables à merci. Les dissensions qui ensanglantaient les rues de Florence étaient aussi puériles que les procès que s'intentaient les corporations parisiennes devant le Parlement, quand les tailleurs se querrelaient avec les fripiers et les bouchers avec les tripiers.

Il n'est pas superflu de raconter un événement caractéristique qui permettra de se faire une idée des désordres d'un pareil état social.

Ce régime d'anarchie sociale organisée aboutit à plusieurs séditions. A la suite d'une journée d'émeute, le palais de la Seigneurie fut envahi par la corporation des cardeurs de laine, la plus nombreuse et la plus puissante de toutes. Elle avait à sa tête un compagnon nommé Michel Lando, homme jeune encore, robuste, vaillant, honnête, mais très pauvre ; car il n'avait que son travail pour subsister, et la guerre civile avait fait fermer les fabriques depuis longtemps.

Comme Lando venait de faire preuve de courage, lorsqu'il émit l'idée qu'on devait élire un nouveau gonfalonier (c'est ainsi que se nommait le président de la république florentine), de toutes parts des voix s'écrièrent pour lui dire : « Sois-le ».

Michel Lando, qui n'était point ambitieux, repoussa ce poste avec une énergie qui fait hon-

neur à sa modestie, et qui était sincère ; mais, dès qu'il se vit obligé de céder aux sollicitations violentes du peuple, il se jura à lui-même d'être digne du poste élevé qu'il occupait malgré lui. On vit alors ce dictateur qui n'avait pas de souliers et dont les habits étaient tout râpés, donner des ordres sévères pour arrêter le pillage et l'incendie des palais des plus riches banquiers. Son premier acte fut de faire ériger sur la place publique une potence, à laquelle on accrocherait tous les voleurs et tous les assassins à mesure qu'on les prendrait en flagrant délit.

Jamais, peut-être, Florence ne fut plus près d'échapper pour toujours à l'anarchie qui rendait inutiles l'intelligence et l'industrie de ses habitants.

En voyant que le nouveau gonfalonier était décidé à faire régner l'ordre, sans lequel il n'y a pas d'Etat qui puisse subsister, les bons citoyens reprirent courage, et se serrèrent autour de lui sans arrière-pensée. Ce simple ouvrier se trouva d'un seul coup mis à la tête de ce que Florence avait d'hommes éclairés.

Rien ne manqua à la gloire de ce héros improvisé. Les esprits ingouvernables qui ne cherchent dans le désordre que la satisfaction d'un esprit agité, voulurent résister à l'autorité légale que l'insurrection avait constituée. Michel Landò alla aussitôt, de sa personne, au devant des séditions. Armant d'une épée sa main droite, qui n'avait jamais jusqu'alors manié que l'aiguille, il porta lui-même les premiers coups avec la décision d'un vieux capitaine.

Comme, après s'être enfuis, les mécontents avaient cherché à se retrancher, et qu'avec eux s'étaient groupés tout ce que Florence renfermait d'ennemis de la République, il fallut livrer une bataille en règle, qui se termina par une victoire sanglante du nouveau gonfalonier.

A la suite de ces événements, Florence resta paisible pendant quelques années; mais une population si déplorablement volage ne pouvait abdiquer son amour incessant des nouveautés!

Malgré le talent et l'habileté réelle dont Michel Lando faisait preuve, il ne pouvait triompher des espérances que son élévation soudaine avaient excitées dans l'esprit de ses anciens camarades, des jalousies et des soupçons que le succès de sa politique avait soulevés. Bientôt sa chute donnait une nouvelle preuve de l'inconstance d'une population qui n'était malheureusement constante que dans ses proscriptions et dans ses haines. En effet, le Dante en fournit un exemple mémorable. Moins heureux que Hugo, le grand poète succomba dans un long exil, ayant toujours les yeux tournés vers sa chère Florence, qu'il ne devait plus revoir. Il se vengea de la tourbe de ses persécuteurs, en leur donnant une place de choix dans les cercles les plus infâmes de son enfer.

Comme il n'y avait dans les affaires de la République aucune suite, ni rien qui ressemblât à une direction fixe, il était inévitable qu'un particulier qui mettrait de l'ordre dans les siennes arrivât promptement à acquérir une influence prépondérante, s'il était quelque peu favorisé par

le hasard, et montrait des talents plus qu'ordinaires. Il ne se pouvait éviter qu'un tel homme devint capable de fonder une sorte de dynastie, s'il trouvait dans sa famille quelques successeurs appliquant sans relâche à l'exploitation d'un trône, les facultés et les vertus, ou même les défauts et les vices, qui sont bons dans la gestion d'un comptoir. Tous les aigrefins, très nombreux dans la bonne ville de Florence, et qui s'entendaient à flairer un succès, formaient naturellement autour de cette maison politique une bande, dans le but de mettre en commandite une sorte de dictature, d'autant plus solide que l'état était moins grand, et d'autant plus facile à consolider que par le tempérament des citoyens Florence avait plus à redouter ce genre de péril ; la seule garantie de la liberté étant l'usage qu'en font ceux qui la possèdent.

L'on sait maintenant d'une façon irrécusable que Côme I^{er} acquit à prix d'argent l'influence irrésistible qu'il exerça sur le parti populaire, non point en corrompant les ouvriers eux-mêmes, ce qui eut coûté trop cher, mais en achetant quelques-uns des personnages en qui les ouvriers avaient confiance, et qui persuadèrent à la masse que la meilleure des Républiques serait celle à la tête de laquelle Côme serait placé. La seule chose qui n'ait point été établie d'une façon bien nette, c'est la manière dont Côme eut à sa disposition une somme fort importante. La version la plus probable c'est qu'elle provint d'un abus de confiance dont les détails sont très curieux. Côme avait été l'homme

d'affaires et le confident d'un anti-pape, qui avait régné à Rome pendant plusieurs années et fut déposé par le concile de Constance, à cause de ses malversations. Cet individu avait amassé des trésors, sur lesquels Côme avait mis la main lors de sa mort, et qu'il avait employés à acquérir le pouvoir souverain. C'est un genre de placement qu'on fait quelquefois, et qui de tous est certainement le plus avantageux lorsqu'il réussit.

Les adversaires de Côme trouvèrent le moyen de le faire mettre en jugement et même de le condamner à mort ; mais ils ne furent pas assez forts pour faire exécuter la sentence qui, grâce à une somme modique, fut convertie en un exil fort court et terminé par une amnistie qui n'était qu'un véritable triomphe.

Les adversaires des Médicis achevèrent de consolider la tyrannie en employant contre eux le poignard ; des assassins essayèrent de débarrasser Florence des deux fils de Pierre, comme Harmodius et Aristogiton l'avaient fait, à Athènes, des fils de Pisistrate. L'attentat fut commis, comme à Athènes, dans une grande fête, au pied même des autels, au milieu de la cathédrale. Un des frères succomba, et l'autre n'échappa qu'avec peine à deux prêtres, qui s'étaient jetés sur lui au moment de l'élévation. La consécration de l'hostie, tant l'acharnement était grand, avait été choisie pour donner le signal. Laurent se défendit avec vaillance et parvint à se réfugier dans la sacristie, où il s'enferma. Les cloches, qui devaient appeler le peuple de Florence

à la liberté, ne servirent qu'à attirer les amis des Médicis, qui massacrèrent les assassins avec une rapidité telle, qu'il se produisit une scène véritablement extraordinaire. Laurent croyant que ceux qui lui disaient d'ouvrir la porte étaient des traîtres cherchant à envahir son asile, se refusa à le faire, jusqu'à ce qu'un page qui était resté avec lui, ayant grimpé dans l'orgue, vit à travers une lucarne que l'église était, en effet, pleine d'amis qui venaient de venger son frère.

Le peuple acheva la victoire des Médicis en pendant l'évêque, qui était du complot. A cette époque, le Saint-Siège ne pouvait souffrir qu'on se fit justice aux dépens d'un prêtre. Il excommunia Florence pour la mort du prélat.

Mais cette mesure ne fit qu'accroître la fortune de Laurent. Toujours généreux, même dans ses erreurs, le peuple fit trop facilement de Laurent un martyr de la liberté; il oublia trop que, s'il la défendait, c'était uniquement, comme on le dit vulgairement, afin de la mettre dans sa poche.

Le peuple maigre vit en lui l'ennemi du peuple gras, et ne songea pas qu'en confirmant sa puissance, il ne cesserait pas de maigrir, pas plus que les gras ne cesseraient pas de s'engraisser.

Du reste, Laurent se trouvait dans une période de son existence où tout ce qui aurait dû le perdre contribuait à le sauver. Le repos dont jouissait Florence, à la suite de la suppression des troubles, produisit une période de prospérité commerciale, qui eut été bien autrement grande et féconde si les Florentins avaient su utiliser leur liberté à autre chose qu'à se déchirer, s'ils

avaient été assez intelligents pour pratiquer volontairement, à leur profit, la concentration que le despotisme impose surtout pour le sien.

Amollie par la servitude, dont Machiavel déjà, dans son temps considérait la guérison comme impossible, et qu'il subissait en frémissant comme l'on supporte un mal nécessaire, Florence perdit petit à petit toute influence. Elle tomba au rang d'une principauté de troisième catégorie, et finit par passer sous le joug de princes étrangers. Elle dut l'espèce de prospérité factice dont elle jouit encore, non à la vertu et au talent de ses concitoyens, mais à la modération dont firent preuve les princes étrangers qui s'y établirent. Cette partie de la Péninsule ne fut plus en quelque sorte italienne que de nom.

Ce n'est pourtant pas que l'on puisse accuser les Florentins d'avoir manqué de radicalisme dans leur opposition à la noblesse. Car, on cite des cas où des individus furent condamnés à être *marquis* ou *comte* afin d'être notés d'infamie, en vertu d'une loi particulière à cette république célèbre.

Il est opportun de ne pas laisser croire que de semblables malheurs proviennent exclusivement du triomphe de la faction populaire, ou plutôt des clubs qui usurpent le droit de parler en son nom. C'est dans ce but que nous allons immédiatement dire quelques mots de la chute de la République de Gênes qui tomba en décadence et perdit tout ressort par suite de la domination de la noblesse la plus orgueilleuse dont jamais aucun livre d'or ait consacré les prétentions.

V

GÈNES

La rivalité des deux noblesses. — La Constitution de Doria. — Christophe Colomb trouve en Espagne ce que sa patrie lui refuse. — Mensonges de la sainte Alliance. — Mazzini vengeur de la liberté gènoise.

Gênes n'a point eu d'historien aussi illustre que Florence, c'est ce qui fait que ses annales sont moins célèbres, mais elles sont peut-être plus instructives. En effet, elles montrent que les constitutions démocratiques n'ont point le privilège des orages qui énervent et paralysent l'état. Partout l'instabilité du pouvoir et la haine des factions rivales produit les mêmes effets. Les cités les plus orgueilleuses et les plus entichées du passé ne souffrent pas moins de ces calamités domestiques que celles qui honorent le travail et reconnaissent comme noblesse celle des arts et métiers. C'est l'anarchie qui est le grand fléau des Républiques et non la démocratie. A la fin du XVIII^e siècle, Gênes n'était plus une force pour la patrie italienne, et de toutes les villes

celle qui supportait le plus patiemment l'oppression était précisément celle qui avait donné le plus de preuves d'un esprit indisciplinable.

Dans les premiers temps, il en était autrement. Quoique bizarre, la Constitution avait un certain caractère de fixité qui permit à la République de conquérir la Sardaigne et la Corse, et de lutter avec les Maures, même en Espagne, où elle parvint à conquérir les villes d'Almería et de Tortose. Les Génois comprirent facilement les avantages qu'ils pouvaient retirer des croisades, et ils établirent de nombreux comptoirs jusque sur les bords de la Mer Noire, où un grand nombre de villes actuellement florissantes leur doivent leur célébrité, sinon leur création.

Leur puissance dans ces régions était si grande que du temps de l'empereur Paléologue, ils y envoyèrent à la fois 200 galères, sur lesquelles on estime que 45,000 hommes étaient montés. Leurs forteresses s'étendaient sur les bords de l'Euphrate où l'on voyait encore, il y a cinquante années, des traces qui montrent qu'elles eussent été inexpugnables si elles avaient été suffisamment défendues. Les navires de cette ville, si florissante, n'attendirent point le percement de l'isthme de Suez pour se montrer dans la mer Rouge et l'Océan indien. Si Gênes succomba malgré de si nombreux avantages et ne put, pas plus que Carthage, profiter des victoires que la vaillance des généraux lui assura, c'est que, depuis la fin du XIII^e siècle, cette République fut plongée dans des guerres civiles, dont le prétexte ou le but était d'introduire des modifications

sans cesse renaissantes dans la constitution. Afin de rendre la forme de l'état plus démocratique, on partagea entre plusieurs officiers le pouvoir du Président de la République que des puritains jaloux à l'excès de la liberté trouvèrent trop semblable à celui d'un roi ; mais cette diminution de l'autorité effective ne profita qu'aux familles nobles, séparées plus qu'ailleurs entre deux clans rivaux dont les uns tenaient pour le Pape et les autres pour l'Empereur, mais en réalité ne travaillaient que pour eux. Quand les Doria et les Spinola triomphaient des Fiesque et des Grimaldi, ce n'était pas pour s'unir et profiter de la victoire, mais pour se déchirer entr'eux. Rien que de 1317 à 1338, c'est-à-dire dans l'espace de 27 ans, la durée de la guerre du Péloponèse, on ne compte pas moins de cinq grandes guerres civiles. Affaiblie par des convulsions incessantes, Gênes ne put subsister qu'en se plaçant alternativement sous le protectorat du Pape, du roi de Naples, ou du duc de Milan. Mais, en 1335, las de tant d'orages, le peuple voulut remédier au mal en constituant un pouvoir exécutif sérieux qui put avoir assez de force pour dominer les passions des grands.

Afin d'éviter le retour des guerres que l'aristocratie avait soulevées, on crut bien faire en déclarant de plus que seuls les plébéiens pourraient prétendre à la première magistrature de l'état ; mais les bourgeois ne tardèrent pas à montrer que toutes les fureurs de la noblesse pouvaient gronder dans un rang moins distingué.

Les Adornes, les Frégose et les Guarco, qui

n'avaient point dans leurs veines le sang bleu des croisades, ne furent point de meilleurs Génois. Quoique les doges fussent nommés à vie, il n'arriva pas à un seul de mourir dans son lit, et les révolutions de Gênes n'ont de comparable dans l'histoire que celles de la milice d'Alger. Dans un état de discorde chronique, les victoires étaient peut-être plus funestes que les défaites. Pas plus que Carthage n'avait pu échapper aux conséquences de Cannes, Gênes ne put résister aux suites de la défaite qu'elle infligea à Chioggia aux armées navales de Venise, en 1380. Bientôt après cette victoire, Gênes cessa de s'appartenir, et tomba, à différentes reprises, tantôt sous le joug de la France, et tantôt sous celui de Milan. Enfin les Français ne purent être chassés que par le célèbre André Doria, qui venait précisément de les amener. Ce grand homme, qui comprit bien que le pire ennemi de Gênes était l'orgueil génois, voulut porter un coup décisif aux rivalités des deux branches de la noblesse. Il décida que chacune des maisons de vieille souche en adopterait une dans les rangs des nouveaux ennoblis.

L'expédient de Doria échoua parce que les anciennes familles persistèrent à faire bande à part, malgré la loi qui leur imposait de s'unir avec les nouvelles. De l'autre côté les nouvelles répondirent à l'ostracisme dont elles étaient frappées, en se faisant gloire d'appartenir à une couche plus récente. Les orages durèrent ainsi pendant plus d'un siècle jusqu'en 1676, époque où il survint une nouvelle réforme de la Constitution. Il ne fallut rien moins que

l'influence du Pape et du roi de Naples pour triompher d'un orgueil aussi intraitable que celui des différentes corporations d'arts et métiers de Florence. Il fut décidé que tous les privilèges qui séparaient les deux classes de la noblesse seraient supprimés et que l'égalité la plus parfaite règnerait entre tous les membres de l'aristocratie.

Mais Gênes la Superbe resta stérilisée dans ses prétentions nobiliaires. Les deux *portiques* s'unirent, quand la République cessa d'avoir aucune part à l'empire de la Méditerranée. Ses nobles, de fraîche comme d'ancienne création, durent se borner à être les banquiers, les fournisseurs des princes qui se disputaient leur héritage.

En dépit des lois qui interdisaient d'une façon formelle de sortir du territoire de la République, son doge fut traîné à Versailles, à la cour de Louis XIV. Il se rendait compte de l'humiliation que son puissant voisin lui imposait. En effet, quand on lui demandait ce qui l'avait le plus étonné dans ce lieu de merveilles et d'enchantements, « *ce fut de m'y voir,* » répondit-il, avec une amertume et un désespoir qu'il ne chercha point à déguiser. La République, qui avait étendu son influence jusque dans les Echelles de l'Orient et fait trembler les empereurs de Byzance, ainsi que les Sarrazins, fut réduite à payer rançon aux Barbaresques; elle était aux pieds des Corsaires d'Alger. Elle devint même incapable de régner sur la Corse, qu'elle fut obligée de vendre à la France, afin de se venger de ceux qu'elle ne pouvait soumettre, en leur imposant un maître assez puissant pour les dompter définitivement.

Enfin, elle fut privée du plus grand honneur qui ait pu être réservé à une nation. Lorsque Christophe Colomb voulut découvrir un monde nouveau, ce n'est point à sa patrie qu'il s'adressa, ce fut à la cour du roi d'Espagne qu'il alla mendier les ressources, cependant bien minimes, dont il avait besoin. Nous ne nous étendrons pas davantage sur les misères de l'histoire de Gênes avant la Révolution, qui survint à une époque où cette République était menacée par un ennemi nouveau, le roi de Piémont.

Après avoir été déclarée capitale de la République Ligurienne, Gênes fut annexée à l'empire qu'un Corse établit avec tant de rapidité et d'éclat, et qui aurait sans doute duré si des créations de l'esprit de conquête et de violence pouvaient s'imposer dans un siècle ayant des aspirations de progrès et de liberté.

Lorsqu'arrivèrent les luttes suprêmes de l'invasion, les alliés songèrent naturellement à allumer contre Buonaparte le vieil esprit républicain. Ils appelèrent donc les Gênois à la liberté. Lord Bentinck leur promit, dans une déclaration solennelle faite au nom du roi d'Angleterre, que la République serait rétablie si la ville se soulevait contre les Français.

Malgré les maux et les agitations provenant de la guerre civile et les orages des factions, un grand nombre d'esprits d'élite ne se résignent jamais à la perte de la liberté, et, comme le noble citoyen de Rome, préfèrent une liberté orageuse à une servitude assurant les bienfaits de la paix. Cette déclaration enflamma l'esprit des Gênois.

qui prirent les armes contre Napoléon. Lorsqu'il s'agit de régler le sort de l'Europe, on n'osa immédiatement déchirer la proclamation de lord Bentinck, mais les plénipotentiaires des grandes puissances signèrent un protocole secret qui déclarait que Gênes serait abandonnée au duc de Savoie aussitôt qu'on en trouverait l'occasion. Les Cent Jours vinrent fournir le prétexte qu'attendait la Sainte-Alliance pour montrer encore une fois aux Républiques le peu de foi qu'il faut faire des promesses des rois.

De pareils événements ne pouvaient manquer d'exciter de légitimes colères dans le cœur des patriotes génois. La vieille cité républicaine n'oublia jamais la trahison, le parjure, et devint le centre des conspirations formidables par lesquelles l'Italie fut tant de fois agitée.

Les grandes puissances qui venaient de se parjurer eurent bientôt l'occasion d'apprendre que Gênes était la patrie d'un jeune républicain qui se nommait Mazzini.



VI

VENISE

Excellence de la Constitution vénitienne. — Les découvertes maritimes sont la principale cause de sa décadence. — Défaut des oligarchies. — Protection assurée à Galilée. — Crime commis par le général Bonaparte.

Fra Paolo a écrit sur Venise un livre analogue à celui que Machiavel nous a laissé sur Florence, et qui n'est pas certainement moins digne de notre admiration. Lorsque l'illustre théologien de la République a rédigé les sages conseils qu'il a donnés à ses concitoyens, la Reine des lagunes se ressentait déjà profondément de la découverte du passage du Cap, qui avait commencé à modifier, de la façon la plus profonde, les allures du commerce européen.

C'est cette perturbation profonde dans les relations avec les peuples de l'Orient, qui est la cause réelle de la décadence de Venise, et on ne peut en faire un crime à sa Constitution. Un exemple plus récent semble montrer qu'il n'est pas d'édifice politique qui ait la force d'échap-

per aux conséquences des grands changements accomplis dans l'ordre matériel. En effet, il est douteux que, malgré sa puissance, l'Angleterre puisse résister aux conséquences du retour du commerce de l'Inde et de la Chine dans ses voies anciennes, et si elle parvient à en atténuer les suites, c'est parce qu'elle trouvera des ressources inattendues dans les parties du monde dont l'existence même n'était pas soupçonnée un siècle après la découverte de Colomb.

Quoique placée entre les mains d'une aristocratie jalouse, comme le sont toutes les aristocraties, la Constitution de Venise n'a point reçu un seul accroc sérieux pendant une durée plus grande que celle de la monarchie des Capétiens. S'il y a eu des changements, cela n'a jamais été que d'une façon légale, et sans l'intervention d'une véritable révolution. Le seul doge qui ait essayé de confisquer le pouvoir a payé de sa tête cet attentat contre la majesté des lois. Aussi le peuple était-il à Venise beaucoup plus libre et plus heureux qu'ailleurs. Les moindres citoyens étaient très attachés à une forme de gouvernement, qui a laissé dans le cœur des souvenirs si glorieux que Manin n'a eu qu'à réveiller le souvenir de la République de Venise pour se trouver à la tête d'un peuple de héros.

Ce n'est pas un médiocre honneur pour un Etat d'une puissance aussi faible d'avoir trouvé le moyen de résister aux Turcs, et d'échapper aux complots qu'ont tramés tant de fois les grands Etats despotiques qui s'étaient développés autour de lui! La monarchie de la maison de Savoie

aura beaucoup de peine à effacer le souvenir de cette puissance, qui a laissé des traces si brillantes, non seulement dans l'Italie proprement dite, mais dans toutes les parties de l'Adriatique qui était, à proprement parler, devenue un lac vénitien. Bien longtemps, les regards des vrais patriotes se reporteront sur les colombes de la place Saint Marc, descendant de celles qui, dans des jours plus glorieux, ont apporté à la République la nouvelle de la tentative des Turcs dans l'île de Candie, et qui ont permis à ses galères d'arriver à temps pour sauver la Canée.

Les gondoliers des lagunes supportaient avec patience le joug de l'aristocratie. Non-seulement, par crainte des sbires et du Pont des Soupîrs, ce qui empêchait la masse ignorante de se laisser influencer par l'or de d'Espagne et par les excommunications de Rome. Mais, ces braves gens se rendaient parfaitement compte que c'était posséder une véritable noblesse que d'avoir le droit de se dire Vénitien, à une époque où tous les Etats de l'Italie étaient plongés dans la servitude, ou d'une faiblesse si grande qu'ils étaient comme effacés de la carte du monde. Pendant que tous leurs concitoyens, qui avaient échappé au despotisme, étaient paralysés par l'autonomie, et se débattaient dans les étreintes de la vie municipale, dans ce qu'elle a de moins relevé, les Vénitiens possédaient un Etat qui allait de pair avec les plus puissantes monarchies du monde, et qui compensait, par sa richesse et son intelligence, ce qui lui manquait en population.

Evidemment la défense de Venise aurait été plus héroïque, si les Patriciens et les Plébéiens avaient pu deviner les projets liberticides du général corse qui commandait les armées françaises, et qui ayant puisé dans les maquis la haine des Républiques italiennes, s'essayait sur la place Saint-Marc à l'envahissement de l'orangerie de Saint-Cloud ! Mais on ne peut pas dire que les dangers de l'inconstance des Français aient échappé à Fra Paolo. En effet, dans les avis qu'il donne à ses compatriotes, on lit cette phrase prophétique, écrite au commencement du xvii^e siècle et qui semble avoir été écrite à la fin du xviii^e : « *Ayez toujours les Français pour amis, aussi longtemps qu'ils ne seront pas vos voisins.* »

Il y aurait une ingratitude singulière à oublier que c'est à Venise que Galilée découvrit les preuves du mouvement de la terre, c'est-à-dire qu'il consumma dans les choses de l'esprit une révolution aussi grande que celle qui fut accomplie par Christophe Colomb dans le domaine matériel. C'est grâce à l'appui constant que le grand astronome trouva auprès d'une université républicaine, qu'il put établir la vérité la plus précieuse que le genre humain ait reconnue. En effet, elle montre que l'espace infini est peuplé d'autres terres sur lesquelles d'autres humanités rendent certainement hommage à leur manière aux perfections de l'Être éternel et infini qui les a créées.

Ce service immense rendu à la raison suffirait pour justifier les éloges et l'admiration qu'excite

encore le souvenir de la Reine des lagunes ; ce qui accroît encore la gloire de cette République, c'est que Galilée ne put quitter l'asile où il avait travaillé avec tant de succès et d'ardeur, sans tomber entre les mains des bourreaux de l'Inquisition. La trahison des Médicis met en lumière tout le prix de la protection de Fra Paolo.

Comme l'ont fait les écrivains à la solde de l'empereur Napoléon, de vulgaires déclamateurs peuvent poursuivre de leurs dénonciations et de leurs sarcasmes la mémoire de la noble République que le caprice d'un génie despotique a donnée en pâture à l'Autriche ; on se demandera toujours ce que serait aujourd'hui notre science si tant de sagesse n'avait protégé l'asile des sciences et des arts pendant une longue série de siècles, contre les folles entreprises d'un peuple ignorant, et si la Constitution Vénitienne n'avait bravé les ennemis du haut et du bas, ceux du dehors comme ceux du dedans, le pouvoir de l'Empereur qui prétendait régner sur les corps, et celui du Pape qui voulait à toute force acquérir la dictature des esprits !



VII

PISE

Guerre avec les Florentins. — Guerre avec les Génois. — Le supplice d'Ugolin.

Après avoir examiné aussi rapidement que le permet la nature de cette publication, l'histoire des principales républiques italiennes, c'est-à-dire de celles chez lesquelles on peut, sans être ridicule, soutenir jusqu'à un certain point que s'est incarné un des côtés de l'esprit de Rome antique, nous allons résumer les annales de moindres cités, dans lesquelles l'application de l'esprit de clocher à la politique a produit des résultats encore plus frappants. Il en est en effet de l'étude de l'humanité comme de celle de la nature, et ce ne sont pas les moindres insectes qui sont les moins intéressants à analyser. Strauss Durkheim a trouvé plus de vérités lumineuses dans l'anatomie du hanneton que d'autres, qui n'étaient pourtant pas sans génie, n'en ont découvert dans celle du mastodonte ou de l'éléphant ! On peut même

dire que la fécondité de la nature est mieux mise en évidence dans les petits organismes, où l'être est moins éloigné de l'atome, de même tous les résultats de l'ignorance, de l'égoïsme, de l'ambition se montrent sous un jour plus instructif dans l'étude de ces révolutions minuscules semblables à celles de nos bourgades, conduites par des Cicéron et des Démosthène de cabaret, dont l'horizon autonomiste fait consister la politique dans le règlement d'une question de gaz, de salaire ou d'octroi.

Quoique petite, cette République mériterait qu'on en parlât avec plus de détails que nous ne sommes malheureusement à même de le faire sans excéder les bornes de notre travail, car elle eut son heure de gloire; mais ce n'est que lors de sa décadence que nous pouvons lui accorder quelque attention.

La mort de l'empereur Barberousse avait frappé de mort la cause des Gibelins, mais les Pisans résolurent de continuer à soutenir avec leur or et leur sang le parti pour lequel le Dante avait souffert l'exil, et qui avait passionné plus d'une âme généreuse en Italie. Ils s'efforcèrent de résister à la mauvaise fortune et pour le faire avec moins de désavantage, ils adoptèrent une forme plus démocratique de gouvernement. Ils adjoignirent au podestat un capitaine du peuple et ils établirent deux Conseils, nous dirions deux Chambres, un de douze membres qui fut celui des anciens et un de quarante qu'on peut supposer comme un diminutif du conseil des Cinq Cents. Les effets d'une réforme qui n'avait rien

d'excessif furent des plus heureux. Les Pisans mieux à même de tirer parti de leurs ressources battirent les Florentins, quoique ceux-ci fussent plus nombreux. Mais les événements généraux de la politique européenne continuèrent à être défavorables aux Pisans. Ils ne pouvaient être que compromis par la victoire qu'ils remportaient sur le parti de l'Eglise, au moment où Conradin périssait sur l'échaffaud. Après quelques vicissitudes, Pise nomma comme son chef le comte Ugolin, qui bien qu'appartenant au parti des Gibelins, trouva le moyen de se faire pardonner par les Guelfes ce qu'il avait fait pour la défense du fils infortuné de Barberousse. Mais le vieil esprit Gibelin était encore si puissant à Pise qu'Ugolin fut chassé. Il ne parvint à ressaisir le pouvoir qu'à la faveur de l'appui des Florentins.

Le nouveau chef de l'Etat ne pouvait manquer de se montrer fidèle à la politique de tous les ambitieux qui ont à se faire pardonner l'appui qu'ils doivent aux ennemis de la Patrie.

S'il y avait à Pise un sentiment qui put faire oublier la haine que l'on portait aux Florentins, c'était celle que l'on avait conçue contre les Génois. Ugolin n'eut donc pas de repos jusqu'à ce qu'il eut contraint la république à recommencer la guerre maritime, afin d'effacer les désastres que la guerre terrestre lui avait infligés. Après quelques années passées en escarmouches, les deux flottes se rencontrèrent à Méléria où les galères de Pise qui étaient moins nombreuses (72 contre 88), se jetèrent sur celles de Gênes. Neptune fit comme Mars et passa du côté des

gros bataillons. Le choc fut terrible et désastreux pour Pise dont la flotte fut détruite, capturée. Dans l'action, Pise perdit 16,000 hommes ; 5,000 furent tués, et le reste fait prisonnier. Les conséquences de cette journée fatale furent si cruelles que Pise ne s'en releva jamais.

Mais, chez ces Républiques, ce n'était pas l'esprit de Rome qui dominait dans les revers. On ne mettait pas en vente le champ sur lequel Annibal campait ! On trouva le moyen à Pise d'effacer le souvenir de la cruauté des marchands qui clouaient sur une croix leurs généraux vaincus. Le 1^{er} juillet 1288, Ugolin fut fait prisonnier par ses sujets révoltés.

Les Pisans, irrités de leur défaite, la vengèrent en renfermant leur chef avec ses enfants dans la tour de la Faim. Ces malheureux périrent du supplice que l'on connaît trop pour qu'il soit nécessaire de rapporter les tortures auxquelles ils ont été soumis ; mais il n'est pas superflu d'ajouter que ces atrocités n'ont fait que de rendre les Pisans odieux sans leur donner la force de résister à leurs ennemis. Car ce n'est jamais par des froides cruautés qu'une république retrouve la vigueur, dont la corruption des mœurs et l'affaiblissement des lois l'ont, petit à petit, privée.

Dans presque tous les chants du Dante on trouve le nom de personnages qui ont trahi quelque république ou souillé le nom de leur patrie, par quelque crime mémorable.

Dans son XXXIII^e chant, il place le comte Ugolin dans le cercle où les damnés subissaient un supplice plus terrible que le feu, car c'est par

un froid terrible qu'ils sont brûlés ! Il ne pouvait traiter moins sévèrement un homme coupable d'avoir, par ambition, trahi la cause qu'il aimait avec tant de passion.

Mais dans le lac glacé où le père infortuné presque autant que coupable a été plongé, Ugolin est occupé à dévorer un criminel que le grand exilé trouve encore plus coupable que son bourreau.

La tête, dit le poète avec une énergie terrible, servait de chapeau à celle d'un homme que le Dante ne reconnut pas au premier coup d'œil, tant elle était défigurée. C'est son guide qui lui apprit que c'était l'archevêque Roger, qui avait aidé les Pisans à s'emparer d'Ugolin, en lui faisant des promesses qui devaient aboutir à l'emprisonnement dans la tour de la Faim et au jet de la clef au milieu de l'Arno. Ce n'est pas sans raison que Dante a pris ce parti. Car s'il est un plus grand crime que de trahir sa patrie, c'est de la déshonorer. Les conséquences du supplice d'Ugolin ne tardèrent point à le prouver.

Cinq années s'étaient à peine écoulées depuis cette épouvantable tragédie, que Pise était obligée de se rendre à discrétion aux Florentins. Les éclairs d'indépendance qu'elle put avoir depuis lors ne furent que les saturnales de quelques tyrans.

Un certain jour les Florentins, en signe d'asservissement, emportèrent les chaînes dont les Pisans se servaient pour fermer l'entrée de leur port. Ils les conservèrent soigneusement jusqu'en 1848, époque où il y eut, dans toute

l'Italie, un élan indescriptible vers un avenir nouveau. Afin de montrer que désormais toutes les cités d'Italie devaient se considérer comme sœurs, les Florentins rendirent aux Pisans ce trophée. Noble exemple qui montre que le premier sacrifice à faire sur l'autel de la nation, quand on veut régénérer un peuple, c'est d'oublier toutes les préoccupations municipales, d'oublier dans quelle ville on est né pour ne songer qu'à la patrie dont on veut assurer la grandeur. Autrement, on a beau avoir sur les lèvres les mots les plus retentissants, on n'est que le pâtre et le charlatan de la revanche !



VIII

LUCQUES

Une république objet de commerce. — Ses divers acquéreurs.

Lucques est une cité fort ancienne dont l'origine se perd dans la nuit des temps, et dont on attribue la fondation aux Ligures. Ce qu'il y a de certain, c'est que son peuple n'a jamais sympathisé avec celui qui habitait le reste de l'Etrurie. Aussi, dès la mort de la princesse Mathilde, cette ville eut l'ambition de former un Etat indépendant. C'est sans doute dans le but d'empêcher les Toscans de former un faisceau qui aurait pu faire obstacle au pouvoir impérial qu'en 1160 un duc de Bavière proclama l'indépendance absolue de Lucques, et lui donna un territoire dont l'étendue atteignait à peu près celle du Paris contemporain. Cette étoile politique, qui était certainement de dernière grandeur, eut cependant la bonne fortune de jeter quelque éclat au xiv^e siècle. L'Italie avait tellement besoin d'ordre et d'unité que tout politique qui se distinguait

par quelques succès attirait sur lui tous les regards. *Castruccio* ayant failli se rendre maître de Florence, comme il l'était de Lucques et de Pise, fut sur le point de devenir le prince de toute la Toscane. C'en eut été sans doute assez pour dompter d'un seul coup toute la Péninsule. Malheureusement, cet homme habile et audacieux mourut d'une façon soudaine, laissant un fils incapable de lui succéder. *Louis de Bavière*, un descendant du Prince qui avait fondé cette minuscule république, n'eut pas de peine à déposséder cet impuissant ; mais il estima qu'une conquête de si minime importance ne valait pas la peine d'être conservée et que ce qu'il y avait de mieux à faire était d'en tirer bon parti. Il partit donc pour l'Allemagne, laissant à sa place un lieutenant chargé de disposer de la République à beaux deniers comptants ; il lui recommanda d'une façon tout à fait sérieuse de ne pas se laisser influencer tant par la grosseur de la somme que par la certitude d'être payé. On vit alors se renouveler en Toscane le spectacle que donnèrent autrefois à Rome les prétoriens lorsqu'ils donnèrent leurs voix à *Didius Julianus*.

Les Florentins se présentèrent comme acquéreurs et offrirent 60,000 florins de la ville qui, quelques années auparavant, les avait fait trembler. Ce n'était point s'en tirer pour un cher denier. Cependant ils n'eurent point l'adjudication. Le lieutenant du Bavarois donna la préférence à un riche banquier de Gênes nommé *Spinola* dont le nom est bien connu dans l'histoire par une foule d'aventures étrangères à no-

tre sujet. Nous dirons seulement qu'il fut préféré à Florence parce qu'il donna 20,000 fr. comptant, et promit de payer le reste dans un délai de trois mois, condition qu'il exécuta ponctuellement; on dit même qu'il ajouta en secret quelques milliers de florins dont il fit cadeau au commissaire.

Lucques peut être citée comme un exemple de ces républiques que l'on considérait comme des objets de grande consommation, mis sur le marché sans que cela parut extraordinaire. En effet, on arrive insensiblement et fatalement au dernier degré d'infamie et de dégradation dès que l'Etat s'est émietté et en quelque sorte dissous dans une série de principautés; l'avilissement national n'a plus de bornes dès que le régime de la commune s'est généralisé, et que chaque hameau tient à avoir son gouvernement comme il a son clocher. La féodalité vaudrait mille fois mieux qu'une si déplorable anarchie.

Lucques fut ensuite de nouveau mise en vente; mais, comme on craignait de n'en point tirer un assez bon prix, on mit la République en gages, et ce n'est que plus tard qu'elle fut vendue. Pendant tout ce temps, la roue politique tournait avec activité à Lucques et la République était tantôt entre les mains des riches, tantôt dans celles des pauvres. Les victoires du peuple gras et celles du peuple maigre alternaient. En 1548, un simple citoyen, nommé *Burlamacchi*, essaya de recommencer l'œuvre de Castruccio. Mais il ne réussit qu'à porter sa tête sur l'échafaud, comme coupable d'attentat aux libertés du peuple de

Lucques. Cet exemple de sévérité paraît avoir dégoûté les amateurs de dictature. Grâce à sa petitesse, et faisant comme le roseau qui plie sous l'orage, Lucques échappa à tous les grands bouleversements politiques. En 1789, les étendards de la milice portaient inscrit le beau nom de Liberté, mais la liberté n'était point inscrite dans le cœur des Lucquois. Aucun bras ne se leva, aucune voix ne se fit entendre, lorsque S. M. Napoléon I^{er} transforma la ville en principauté qui devint l'apanage de sa sœur, plus connue dans l'histoire sous le nom de *princesse Elisa*.

La fortune traita plus durement d'*autres républiques*, comme celle de *Padoue* qui, après des vicissitudes innombrables, finit par tomber dans les mains d'*Ezzelin-le-Cruel*, tyran bien digne de son nom. Le monstre avait fait construire dans la ville une tour destinée aux supplices de ceux dont il voulait se défaire. Il y avait des puits garnis de lames d'acier, où l'on précipitait les condamnés, et des salles de torture dans lesquelles on arrachait les enfants vivants du sein de leur mère. Les murailles avaient été construites d'une telle épaisseur que, du dehors, l'on n'entendait rien de tout ce qui se passait au dedans.

Plus heureuse qu'elle ne le méritait cette république eut un sort digne d'envie. Elle échappa aux tyrans qui la guettaient en se réfugiant sous l'égide de ceux qui se nommaient avec orgueil les seigneurs d'un quart-et-demi de l'Empire romain.

La tour, qui faisait partie du palais ducal,

existe encore. La République de Venise, à qui Padoue fut annexée pour son bonheur, y établit l'observatoire de son Université. Cet endroit, déshonoré par le despotisme que l'anarchie avait rendu inévitable, fut réhabilité et sanctifié même par la science dans son expression la plus haute, la plus sublime. C'est, en effet, sur la haute plate-forme qui la couronne que *Galilée* braqua sur les globes d'or qui courent dans l'immensité des cieux la première lunette, celle qui fut fabriquée de ses propres mains ! c'est sous l'aile protectrice d'une république sage, intelligente et tenace dans la voie du droit que la plus grande révolution scientifique qui puisse être connue a été consommée. Dans ces lieux, jadis infâmes, l'esprit humain a réellement pris possession de l'infini !

Quel enseignement ! quel exemple !

Avant de quitter l'Italie, nous ne pouvons nous empêcher de parler encore de deux incidents mémorables que l'on pourrait mettre à côté des aventures de l'infortuné Michel Lando. En effet, les héros des tragédies que nous allons raconter ne sont pas des individualités sans valeur ni sans talent. Dans l'antique Rome, ils auraient certainement joué un rôle utile, mais, au milieu de populations qui avaient perdu tout sens du droit, leur sort ne pouvait être que misérable. Au lieu d'affranchir leurs concitoyens, les efforts qui les ont immortalisés n'ont fait que constater qu'ils vivaient au milieu d'êtres avilis, complètement indignes de la liberté, et plus malheureux peut-être que si, comme les peuples de l'Orient, ils en ignoraient jusqu'au nom.

IX

LE TRIBUN RIENZI

Son histoire. — Etat de sa puissance. — 9 mois de pouvoir. — Sa décadence. — Sa fin tragique.

Né à Rome en 1313, d'un simple aubergiste, *Nicolas Rienzi* possédait certainement toutes les qualités qui, chez les peuples libres, font les grands citoyens. Il était doué d'une figure agréable, d'une grande éloquence à laquelle l'art avait beaucoup ajouté, car il avait, depuis son enfance, étudié l'antiquité. Il avait épousé, de plus, une femme célèbre par sa beauté, ce qui dans aucun pays du monde n'a rien gâté.

Un événement, fréquent dans les villes opprimées par la noblesse, paraît lui avoir fait concevoir le dessein plus grandiose que prudent d'affranchir un peuple qui n'était plus digne de la liberté, tellement il était déchu des anciens Romains; le souvenir de la grandeur de ses ancêtres lui inspirait encore de l'orgueil, ce sentiment n'était qu'un moyen de plus de constater combien était profond son avilissement.

Un des tyrans de la Ville Eternelle insulta un des frères de Rienzi. Dès lors, Nicolas appliqua tous ses talents, toutes ses forces, toute son activité à réformer la constitution de l'Etat romain, c'est-à-dire à la rapprocher de ce qu'elle était dans le temps de sa grandeur. Les circonstances paraissaient favorables puisque les papes s'étant retirés à Avignon, la ville n'était gouvernée que par un simple légat.

Rienzi commença par se faire comprendre dans une députation envoyée au pape Clément, dans le but d'appeler l'attention de Sa Sainteté sur l'état d'oppression dans lequel se trouvaient ses sujets. Le Pape reconnut lui-même la nécessité d'une réforme, et Rienzi revint à Rome, avec la mission d'y procéder. Il s'efforça de la faire radicale, tout en lui laissant une apparence de légalité, et, en évitant d'avoir à combattre la cour pontificale, il montra beaucoup d'énergie et d'habileté dans l'exécution de desseins aussi compliqués.

Le premier acte de son pouvoir fut de convoquer les comices du peuple romain qui se réunirent au Forum comme du temps où il était encore le peuple-roi.

Contrairement aux réformateurs qui, trop souvent, gardent le silence jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à leurs fins, Rienzi exposa son système dans des discours fort éloquents. Il rédigea en quelques articles fort simples, une Constitution qu'il offrit par voie plébiscitaire à ses concitoyens. Quoique le légat du Pape fut secrètement hostile à un mouvement populaire qui rétablissait

l'ancienne République et ne conservait qu'une ombre de puissance au Pontife, il n'osa refuser son adhésion, et se contenta d'intriguer en secret pour faire avorter une tentative dont le succès, malheureusement peu probable, eut été certainement utile au progrès et avantageux à l'humanité. Rienzi fut déclaré, au milieu d'un immense enthousiasme, tribun de la vertu et de la vérité. A peine était-il au pouvoir qu'il s'occupa sérieusement à appliquer le programme qui l'avait rendu populaire, et il déclara qu'il allait commencer par s'occuper de reprendre de suite les terres et les maisons illégalement occupées par les nobles. L'effet de ce discours fut si grand que les barons qui opprimaient Rome sortirent immédiatement de la ville, comme Rienzi le leur demandait. La majeure partie des domaines qu'ils détenaient injustement furent restitués à leurs propriétaires légitimes. Une joie universelle accueillit l'aurore d'une ère nouvelle de justice et d'équité. Jamais ville ne donna preuve d'une telle allégresse, excepté Paris après le 24 février. Rienzi créa, comme le gouvernement provisoire de la République française devait le faire 500 ans plus tard, une milice dans les rangs de laquelle tous les citoyens furent admis. Il convoqua alors dans le Forum une assemblée nouvelle plénière dans laquelle il engagea tous ses concitoyens à s'aimer comme des frères, et à renoncer aux haines qui les divisaient. Au milieu d'un attendrissement universel, que la fameuse nuit du 4 août ne devait point surpasser, dix-huit cents inimitiés furent éteintes par des serments d'éternelle amitié.

L'administration de Rienzi fut habile et active ; il institua une police sévère, rétablit les finances et pourvut aux approvisionnements. Il y eut dans toute l'Europe un étonnement sans pareil lorsqu'on apprit ces événements singuliers. On eut pu croire qu'il allait conquérir une influence jusque sur la cour des rois. Les couronnes de Naples et de Hongrie, qui allaient en venir aux armes, consentirent volontairement à accepter son arbitrage. Son armée s'éleva à 7,000 hommes, à l'aide desquels, sans avoir besoin de livrer bataille, il établit son autorité sur tous les Etats pontificaux.

Mais il est dans la nature des choses qu'un pouvoir aussi facilement obtenu ne puisse se maintenir longtemps. Il n'est pas donné à l'intelligence humaine de garder son sang-froid en présence d'événements qui s'accomplissent avec une si surprenante facilité. Rienzi oublia, ce qui était impardonnable pour un tribun de la Ville Eternelle, que la Roche Tarpéienne était proche du Capitole, et il crut que la Providence lui avait donné un pouvoir que les Papes eux-mêmes n'ont jamais pu exercer. Il convoqua à Saint-Jean-de-Latran une sorte de concile laïque, et il cita les deux princes qui se disputaient alors la couronne d'Allemagne à comparaître devant ce tribunal. En même temps il se livrait à des manifestations qui indiquaient que le vertige de la grandeur s'était emparé de son esprit. Il se mettait sur la tête jusqu'à sept couronnes symboliques dont la dernière était d'argent et terminée par un globe, en un mot semblable à celle que les

empereurs du Saint-Empire portaient sur leur front.

Ses ennemis prétendirent même qu'il se comparait à Jésus-Christ.

A partir de ce moment, les conspirations, dont il était parvenu à triompher, reprirent avec une activité nouvelle. Bientôt le Tribun auguste, qui ne manquait pas de finesse, s'aperçut que le terrain était comme miné, tout autour de lui.

Rienzi avait bien encore la force de réprimer les complots lorsque la police les saisissait. Mais comme il était tout imprégné des traditions de la pure antiquité classique, il ne crut pas qu'il fut digne de lui d'imiter les fureurs de Marius ou de Sylla. C'était la clémence d'Auguste qui lui paraissait digne de ses bienfaisantes intentions. Non seulement il pardonna à ces nouveaux Cinna, mais encore il voulut se les attacher par des bienfaits. Cette générosité imprudente ne fit qu'accroître ses embarras. Bientôt le Tribun auguste commença à douter de la fortune, qui l'avait servi avec tant d'éclat, et lui avait donné des chances qu'un ambitieux vulgaire ne saurait jamais rencontrer. Il comprit, avec une modestie rare, qu'il avait été trop loin et que ce qu'il avait de mieux à faire était de se dépouiller, par ses propres mains, de ce que son pouvoir avait d'excessif, afin d'éviter qu'on ne lui reprit le tout d'un seul coup. Il renonça donc volontairement, aux prétentions peu sages qu'il avait conçues de régler la succession de l'empire romain.

Mais ce premier sacrifice, quoique sage, ne devait point être suffisant.

C'est au mois d'avril 1347 que Rienzi avait accompli la révolution mémorable dans laquelle il n'avait eu d'autre instrument que son éloquence. Au mois de décembre de la même année, il reconnut son impuissance en constatant qu'il était hors d'état de triompher de la résistance d'un baron des environs de Rome qui, au lieu de se rendre à son tribunal, comme il l'en avait sommé, s'était barricadé dans son château et avait résisté aux gendarmes envoyés pour l'arrêter. Un si mince incident suffit pour lui enlever tellement ses illusions qu'il tomba dans un excès opposé. Voyant dans cette résistance un symptôme du sort qui l'attendait, il disparut tout d'un coup et se sauva dans les montagnes pour échapper surtout à ses admirateurs, dans le cas où ils lui rendraient le mauvais service de vouloir le rappeler.

Après différentes vicissitudes qu'il est trop long de rapporter, Rienzi revint à Rome en qualité d'ambassadeur du royaume de Bohême. Mais les temps étaient bien changés; sans qu'une main se levât pour le défendre, il fut arrêté et envoyé à Avignon pour y être jugé. Sans *Pétrarque*, qui depuis longtemps l'admirait, condamné à mort, Rienzi aurait porté sa tête sur l'échafaud. Mais le Pape se laissa attendrir par le grand poète. Il changea la sentence de mort en prison perpétuelle, et son successeur mit Rienzi en liberté. Celui qui ne se laissa pas fléchir et fut plus impitoyable que ne l'aurait été Néron ou Tibère, ce fut ce maître capricieux et farouche qui se nommait le peuple romain. Pour son malheur, Rienzi

revint une seconde fois à Rome décoré, cette fois, du titre de sénateur. Après des événements si rapides qu'ils ne durèrent que quelques jours, une sédition éclata au moment où Rienzi était à la tribune et essayait de répondre aux accusations dont il était l'objet.

Ses ennemis n'eurent qu'à pousser des clameurs et des vociférations. Personne ne put entendre un mot de ce qu'il disait. Son éloquence, qui faisait toute sa force et sur laquelle il avait commis la faute de trop compter fut tout d'un coup neutralisée. Encore une fois il essaya de s'échapper; il se déguisa en paysan, mais il fut reconnu, arrêté et aussitôt massacré! Sur le cadavre de l'homme qu'on avait applaudi comme jamais Cicéron ne l'avait été, on exerça les plus affreuses mutilations. Des tigres à face humaine le traînèrent dans les rues, et l'on finit par réduire en cendres ce qui restait d'un homme digne d'un sort moins amer. Afin d'arriver à rendre plus infâme ce traitement que l'on ne considérait comme assez infamant, on plaça son cadavre sur un bûcher d'orties que des Juifs avaient ramassées, et qu'un bourreau juif alluma.

Comme nous l'avons vu au début de cette histoire, le Tribun auguste n'avait régné que neuf mois à peine; nous allons maintenant raconter les malheurs d'un autre orateur populaire dont la puissance ne dura pas plus de jours que celle de Rienzi avait duré de mois.

X

MASANIELLO

La Révolution de Naples. — Histoire de neuf jours. — Trahison du duc d'Arcos. — Regrets inutiles du peuple napolitain. — La *Muette de Portici*.

Il y avait juste un siècle que le Tribun auguste avait soulevé le peuple romain, lorsqu'un événement analogue arriva dans une ville voisine. Le 7 juillet 1547, un jeune pêcheur de la baie de Naples se mit à la tête de la foule qui protestait contre un droit établi sur les fruits. La sédition fut terrible. Le duc d'Arcos, vice-roi pour le compte de Charles-Quint, essaya de se défendre dans le château neuf. Mais il fut bientôt réduit à fuir, laissant la ville aux mains de *Masaniello*. Celui-ci fit ouvrir les prisons et brûler les palais des principaux nobles. Sans quitter les haillons qui faisaient son habillement ordinaire, il monta sur un échafaud dressé sur la place publique, et tenant à la main un glaive comme symbole de la puissance que la foule lui avait donnée, il proclama les demandes que faisait le peuple napolitain.

litain. Le *duc d'Arcos* se sentant serré de près essaya de séduire par des promesses le chef de ce mouvement. Mais, malgré sa misère, Masaniello avait une âme noble et généreuse. Il prenait au sérieux son rôle de chef du peuple napolitain, et serait mort plutôt que de trahir son mandat. Il fut inflexible, et déclara qu'il ne désarmerait la multitude que si on lui apportait un parchemin que le roi d'Espagne aurait signé, et dans lequel ce monarque ferait justice à toutes les réclamations. Cet humble pêcheur voulait dicter des lois à l'empereur le plus orgueilleux que la terre ait porté, le seul de qui l'on ait eu le droit de dire, que sur ses domaines, le soleil ne se couchait jamais.

Mis tout à coup en présence de tant de vertu civique, le duc n'hésita point un seul instant. Renonçant à intimider un tel adversaire, qu'il n'avait pu corrompre, il comprit qu'il ne lui restait plus qu'une ressource, c'était de le faire assassiner. Ce plan scélérat fut exécuté fort maladroitement. Masaniello ne fut même pas blessé.

Comparable de toutes les manières à un grand enfant, le peuple de Naples n'avait pas seulement les emportements de la jeunesse, il en avait aussi parfois les instincts généreux. La nouvelle de l'attentat dont Masaniello avait manqué d'être victime porta au suprême degré la puissance dont il disposait ; 150,000 hommes marchaient derrière lui le lendemain de l'attentat.

Ce succès inattendu n'augmenta pas les prétentions du pêcheur. Il continua de demander à traiter sur les bases qu'il avait proposées au com-

mencement de l'insurrection. Comme à une époque où les communications étaient aussi lentes, il ne pouvait pas être question d'attendre la signature de Charles-Quint, il consentit à se contenter de la garantie du cardinal archevêque de Naples, en attendant le moment où les ratifications pourraient arriver de Madrid, et à conclure avec lui un traité.

Les négociations eurent lieu en public avec la plus grande solennité, dans la belle église des Carmes. Comme il était en ce moment le représentant officiel du peuple de Naples, Masaniello avait quitté ses haillons. Il s'était revêtu d'habits magnifiques, qu'il portait avec aisance et facilité, comme s'il avait passé son enfance dans les cours, sur les genoux des duchesses. Il s'exprimait avec une véritable éloquence et montrait autant de bon sens que d'esprit naturel, et même de véritable modération, dans la discussion des différentes conditions qu'il imposait.

Lorsque les signatures furent échangées, il demanda la parole pour expliquer qu'il n'avait point cherché d'avantage personnel, que tout ce qu'il avait fait n'était que dans l'intérêt du peuple napolitain et qu'il ne demandait qu'à reprendre ses filets. Joignant alors l'action aux protestations, il se mit à déchirer lui-même ses vêtements de gala et à demander qu'on lui rendit ses haillons !

Dans le cas où Masaniello aurait donné suite à un dessein si digne d'éloges, il aurait été singulièrement difficile de revenir sur les concessions que l'insurrection avait arrachées. Le duc d'Arcos

était un trop habile diplomate pour ne pas comprendre la gravité d'un danger si peu prévu. Il supplia donc ce pêcheur dont la modestie déroulait son orgueil de vouloir bien accepter le pouvoir dont il était si digne. Le cardinal de Naples joignit ses instances aux siennes, et tous les citoyens qui se trouvaient dans l'église en firent autant ! Alors on assista à une des scènes les plus extraordinaires et les plus attendrissantes dont l'histoire ait jamais fait mention.

Essayant de se dérober à des honneurs qui lui ravissaient la vie de misères et de liberté qu'il aimait, Masaniello versa des larmes abondantes et supplia qu'on le laissât rentrer dans les rangs du peuple. Cependant il ne put résister à tant de sollicitations. Il accepta donc à contre-cœur la présidence d'un gouvernement qui n'était qu'une République déguisée, dont le roi d'Espagne aurait eu le protectorat lointain.

Mais le duc d'Arcos connaissait bien l'inconstance proverbiale de la population napolitaine ; il était résolu à employer tous les moyens, même les plus infâmes, contre un homme que sa jeunesse, sa beauté, son innocence rendaient également redoutable. Pendant que Masaniello assistait à un banquet destiné à célébrer la journée pendant laquelle la liberté de la ville de Naples avait été légalement consacrée les espions du gouverneur agissaient. On a répandu une légende racontant que le duc d'Arcos aurait fait prendre à Masaniello un philtre qui, subitement, l'aurait rendu fou et aurait changé sa sagesse en extravagance.

La vérité est beaucoup plus simple et beaucoup plus terrible. C'est l'esprit du peuple de Naples qui fut soudainement troublé, perverti, affolé par quelques camelots. Le héros de la journée n'était point sorti de table qu'il commençait à être suspect aux lazzaroni. Il n'y a pas poison mortel qui s'infiltré aussi facilement que le soupçon.

La calomnie grandissait d'heure en heure et un orage insensiblement s'amassait. Cependant le duc d'Arcos ne crut pas qu'il fut prudent de laisser au désenchantement le temps de se produire, et de se donner la satisfaction de voir pendre l'idole du peuple de Naples par les mains de ceux qui l'avaient élevée sur son autel. Dès qu'il sentit l'opinion ébranlée, il résolut de recommencer la tentative qui n'avait échoué que parce que chaque ouvrier était prêt à mourir pour l'élu du peuple napolitain.

Le 16 du même mois de juillet où avait éclaté la Révolution, Masaniello était assailli par quatre agents de police apostés par le duc d'Arcos, sans qu'aucun bras se levât pour sa défense. Un coup d'arquebuse précipita à terre l'élu du peuple de Naples et sa tête fut coupée par un de ces misérables. L'assassin prit cet horrible objet par les cheveux, et, traversant la foule interdite, il le porta aux pieds du duc d'Arcos, qui le fit jeter dans les fossés de la ville. Le corps de Masaniello fut traîné dans les rues de Naples, comme celui de Rienzi l'avait été le long des voies publiques de la Ville Eternelle.

Mais quelque avilis que fussent les Napolitains, ils eurent des remords que n'avaient point res-

sentis les Romains. Il se produisit dans l'opinion de cette foule tumultueuse un revirement d'une énergie telle que le duc d'Arcos n'osa pas y résister, par crainte de provoquer une nouvelle révolution. Les lazzaroni ramassèrent le cadavre du malheureux pêcheur, le lavèrent de leur mieux, et, recousant sa tête sur son cou, ils couvrirent le cadavre de vêtements royaux ; puis il lui mirent sur la tête une couronne d'or. Alors on le conduisit à sa dernière demeure avec une douleur qui n'était point feinte ; mais les remords qui faisaient couler tant de larmes n'empêchèrent pas le duc d'Arcos de reprendre possession du pouvoir despotique. Il l'exerça plus cruellement encore qu'avant cette tentative épique, mais qui ne pouvait avoir aucun résultat.

Plus d'une fois, les infortunes du pauvre pêcheur ont fait couler de nobles larmes, car elles ont inspiré cet admirable opéra qui se nomme la *Muette de Portici* ; c'est aux sons de la marche de Masaniello que Bruxelles a conquis sa liberté.

Cette lamentable histoire prouve bien cruellement, hélas, que ce n'est point avec de la vertu et de l'enthousiasme qu'un héros parvient à affranchir un peuple de lazzaroni !

Trop souvent la liberté est comme un vin généreux que ne peuvent boire ceux qui depuis leur enfance ont été mis au régime de l'eau.



XI

LES JUGES D'ISRAËL

Samuel imite les fautes de son prédécesseur. — Sévérité du peuple contre l'esprit de famille chez les magistrats républicains. — Colères de Jéhovah. — Plébiscite en Israël. — Conséquences désastreuses du rétablissement de la monarchie. — Avis aux prêtres de l'Éternel.

Si nous avons tenu à suivre dans notre revue rapide l'ordre des temps, et non point la liaison logique des événements, notre premier chapitre eut été consacré à la chute de la République que *Moïse* avait établie chez les *Hébreux* lorsqu'il les tira de la captivité et après leur avoir fait traverser le désert, les conduisit sur les limites de la *Terre Promise*, où ils devaient s'établir lorsqu'il ne serait plus ! En effet, cet événement remarquable se produisit plusieurs siècles avant le commencement des Républiques de Rome et d'Athènes. Mais n'est-il pas plus utile de rapprocher la fin de la *République d'Israël* de celle de Républiques beaucoup plus modernes, dont la création avait été inspirée par le désir de suivre

les préceptes politiques et moraux que le législateur du Peuple de Dieu avait donnés.

De toutes les périodes de l'histoire dont les événements se trouvent racontés dans *la Bible* il n'en est aucune qui soit aussi intéressante. Mais tous les auteurs qui ont exercé leur sagacité sur cette matière sont unanimes à reconnaître qu'il n'en est pas qui soit restée entourée d'autant d'incertitudes. Les plus laborieux et les plus habiles ont renoncé à tracer la chronologie exacte des événements qui se sont passés depuis la fin de la captivité d'Égypte jusqu'au moment à jamais funeste, où *Samuel* fut obligé de verser l'huile sainte sur le front de *Saül* pour donner satisfaction aux volontés infâmes d'un peuple égaré. Le livre des *Juges* n'est qu'un ramassis confus de traditions informes, qui semblent avoir été brouillées et confondues à dessein, comme si ceux qui l'ont rédigé à une époque beaucoup plus récente n'avaient eu pour but que de dérouter ceux qui le liraient.

La cause de ce désordre n'est que trop facile à comprendre. L'histoire des temps où Israël n'avait point de maître ne fut écrite qu'à une époque où il avait commis la faute de renoncer à un régime politique qui, beaucoup trop libéral peut-être pour des esclaves affranchis les aurait certainement rendus petit à petit dignes de la liberté s'ils avaient eu l'intelligence de le garder. Les princes qui ont régné depuis Saül et dont la plupart sont connus beaucoup plus par leurs débordements que par leurs actions d'éclat, et par les malédictions des prophètes que par les éloges

qu'ils ont mérités, n'avaient-ils point un intérêt immense à raturer des annales de la nation des passages qui étaient la condamnation éloquente de la constitution dégénérée que le peuple avait établie au mépris du désir formel de Jéhovah. Car, si l'Eternel avait toléré ce suicide politique, c'était uniquement parce qu'ayant créé son peuple libre, il ne pouvait, sans une sorte d'inconséquence, lui imposer le respect de sa liberté, c'est-à-dire d'un bien qui n'existe qu'autant qu'il est loisible à celui qui le possède de s'en dépouiller.

De tous les Juges, le plus réellement digne de sa mission fut certainement le dernier. La Bible nous montre Samuel animé de l'esprit prophétique dès ses plus jeunes années. Il était encore presque un enfant lorsqu'il se présenta devant son prédécesseur *le Juge Eli* et lui reprocha avec éloquence les crimes de ses deux fils, dont il avait fait ses représentants et qui gouvernaient l'un et l'autre, en son nom, une partie du pays. Au lieu de mettre fin au scandale, le Juge d'Israël eut le tort grave d'attendre le châtement que lui envoya Jéhovah, comme Samuel l'avait annoncé et qui ne tarda point à se produire. Mais son amour de père ne gagna point à ce délai. En effet, *les Philistins* envahirent le pays et infligèrent à Israël la défaite la plus sanglante qu'il ait jamais éprouvée. Les deux fils coupables d'Eli périrent dans la bagarre et *l'arche sacrée* tomba entre les mains des Philistins. Ce ne fut même pas les Hébreux qui eurent eux-mêmes la satisfaction de reconquérir ce palladium de leur

religion. Mais les Philistins la restituèrent volontairement parce qu'il éclata une peste parmi eux. En voyant que les hommes étaient frappés de mort, ces idolâtres s'imaginèrent que Jéhovah manifestait ainsi sa colère contre les adorateurs de Baal qui détenaient son arche. En conséquence, ils la placèrent sur un char, auquel ils attelèrent des bœufs qui s'en allèrent d'eux-mêmes où ils eurent la fantaisie de se rendre.

Le retour miraculeux de cet objet sacré fit comprendre à Israël la nécessité de se donner un nouveau Juge qui fut digne de sa mission. Le choix de tout le peuple tomba unanimement sur Samuel dont la magistrature fut inaugurée par un grand succès. En effet, les Philistins ayant appris que les tribus réunies en assemblée plénière ne songeaient qu'à se choisir un chef plébiscitaire, voulurent saisir cette occasion pour les exterminer d'un seul coup. Mais Samuel, profitant de ce qu'un violent orage éclatait au moment où l'attaque commençait, persuada facilement à Israël que Dieu était avec lui. Animés par les paroles du prophète, les Juifs ne se bornèrent pas à résister à l'ennemi, ils en firent un grand carnage. Le souvenir de cette action d'éclat fut éternisé par un monument appelé : *Pierre du secours*, pour bien montrer aux tribus que cette glorieuse revanche devait être attribuée, non point à leur vaillance, mais uniquement à l'aide de Jéhovah.

La Terreur que cette défaite inspira aux ennemis d'Israël fut telle que pendant nombre d'années, ils se gardèrent bien de recommencer leurs incursions. Samuel mit à profit la sécurité dont sa

gloire militaire était cause, non pas pour placer sur sa tête une couronne qu'il méprisait, mais pour engager le peuple dont le gouvernement lui était confié, à prendre des mœurs plus pures. Par ses prédications éloquentes, il cherchait à le détourner de l'idolâtrie et à propager l'amour de la vertu, ainsi que le zèle des sacrifices à Jéhovah. Dans toutes les parties du pays, il créait des sociétés d'orateurs populaires qui s'efforçaient d'instruire les citoyens sur leurs devoirs et sur leurs droits.

Malgré le triste exemple que lui avait donné son prédécesseur, Samuel eut le tort d'avoir confiance dans ses deux enfants. Lui aussi, il en fit ses lieutenants pour l'administration du pays, et ces jeunes gens ne se montrèrent point meilleurs que les fils du juge Eli. On ne tarda pas à porter, de partout, des plaintes contre ces deux évaporés qui, au lieu de se modeler sur la vertu de leur père, se livraient à la débauche, à l'idolâtrie et à toute espèce d'excès.

Il n'est pas superflu de remarquer combien il est difficile d'admettre que les événements ne se soient pas passés tout à fait de la manière dont ils ont été décrits. En effet, il n'y a rien qui soit plus difficile à éviter que l'esprit de famille. La tendance à faire un sort à ses enfants est tellement naturelle que les magistrats républicains ne lui échappent pas toujours. D'un autre côté, il n'est point d'abus contre lequel l'opinion publique soit plus disposée à s'insurger chez un peuple républicain. Rien ne lui fait si promptement prendre en dégoût le régime populaire que de voir

s'établir des dynasties républicaines de fils succédant à leurs pères, comme si leurs offices étaient une propriété privée. Lorsque le chef de l'Etat a des complaisances coupables, par exemple, pour un gendre, cette faute peut avoir des conséquences terribles. Nous avons eu des preuves récentes du déplorable effet que produit un si pitoyable abus. N'a-t-il pas suffi de quelques faiblesses de cette sorte pour faire oublier en un jour toute une vie d'honneur, de patriotisme et de vertu ?

Ce qui n'est pas moins naturel, c'est l'exagération avec laquelle la foule au lieu de chercher à porter un remède à cet abus par des mesures qui le corrigent ou en empêchent le retour, rend les choses pires. Par dépit, elle se laisse aller à rétablir un régime sous lequel tout contribue à développer le vice qui révolte la conscience de chaque honnête citoyen. En effet, le népotisme, véritable exception en république, est la règle en monarchie, qui n'est que son organisation.

Un homme vertueux et attaché à ses devoirs, comme l'était Samuel, n'aurait pas hésité à jouer le rôle de Brutus, si le peuple d'Israël lui en avait laissé le temps. Mais ces tribus à demi-sauvages, que Jéhovah avait tant de mal à tirer de l'idolâtrie, étaient loin d'avoir le degré de raison suffisant pour comprendre qu'il n'était pas nécessaire de se presser, et surtout qu'il fallait châtier les coupables, mais non pas se châtier soi-même en appelant un roi.

Personne ne songea à demander à Samuel de destituer ses enfants, et même de les frapper d'une façon exemplaire. Une idée qui prit

comme un coup de foudre, comme tous ces engouements dont il n'est point aisé du tout de saisir les causes, éclata de la même manière que l'éruption d'un volcan. La Voix du Peuple qui, comme on le voit, au moins dans cette circonstance, ne doit point être confondue avec la voix de Dieu, exigea impérieusement que Samuel donnât aux tribus un maître comme en avaient toujours eu les peuples idolâtres, dont Israël était de toutes parts environné.

Rien n'égala la surprise et la colère de Samuel lorsqu'il vit que ses concitoyens lui faisaient une semblable proposition, mais, se défiant modestement de ses propres lumières, il pria Jéhovah de lui révéler le parti qu'il devait adopter dans une circonstance aussi critique.

Jéhovah lui répondit dans un rêve et lui donna un ordre que beaucoup de fins politiques de notre temps trouveraient sensé. Il lui dit, ce que Machiavel aurait déclaré peusage en temps d'émotion populaire, de réunir le peuple en assemblée plénière et de tâcher de lui faire changer d'avis en l'avertissant des calamités qui fondraient inévitablement sur lui dans le cas où il s'aviserait de se donner un roi. « Ecoute, ajouta l'Eternel, ce que ces insensés te diront, sans que leur folie excite ta colère, car ce n'est pas contre toi qu'ils s'insurgent, c'est contre moi qu'ils se révoltent en faisant un si infâme usage de la liberté que je leur ai donnée, lorsque je les ai créés semblables à moi... Mais, évidemment, je ne puis les contraindre à vivre sans maîtres; ce serait une manière détournée de les rendre esclaves, ce que je ne veux

pas. Tu feras donc ce qu'ils désirent, s'ils s'avisent de persister ; mais avertis-les bien d'avance de ce qui arrivera. Qu'ils sachent qu'ils seront punis, eux et leurs descendants, du crime qu'ils vont commettre. En conséquence, ils n'auront qu'à s'en prendre à eux de ce qu'ils souffriront lorsqu'ils se seront donné des maîtres ; car, désormais, ils ne cesseront plus jamais d'en avoir ; je n'affranchirai sous aucun prétexte des infâmes qui se sont rendus esclaves par leur propre volonté. »

Samuel accomplit fidèlement le mandat que Jéhovah lui avait donné. Il fit à Israël un discours des plus admirables que jamais républicain ait prononcé lorsque des fous ou des traîtres ont proposé de réviser la constitution, dont le seul tort était souvent d'être trop parfaite pour les peuples qui en jouissaient. « Hommes d'Israël, leur dit-il, Jéhovah me dit de vous prévenir de ce que le roi que vous voulez mettre à votre tête fera dès que je l'aurai sacré. Il vous enlèvera vos fils pour en faire ses satellites et ses bourreaux. C'est lui qui désormais nommera vos tribuns militaires et vos centurions ; il les prendra, non parmi les plus braves, mais parmi les plus plats. Vos fils ne laboureront plus pour vous, mais pour votre roi ! C'est pour lui que vos enfants serreront les moissons dans les greniers ! C'est pour lui que vos ouvriers fabriqueront les instruments de la guerre et de la paix. Il prendra vos filles, pour en faire, non pas des épouses, mais des esclaves, ou des prostituées ! Vos champs, vos vignes et vos oliviers, il les confisquera pour les donner à

ses valets ; sur tout ce que vous récolterez il prendra la dîme ; et le fruit de vos sueurs, il le dépensera dans ses débauches ! Il vous enlèvera vos juments, vos génisses et vos brebis ! Enfin vous-mêmes, il finira par vous réduire en servitude ; quand il n'aura plus à vous prendre que votre liberté, soyez sûr qu'il ne vous la laissera point. Alors, vous verserez des larmes de sang, vous demanderez au Seigneur de vous délivrer du maître que vous vous serez stupidement donné, mais le Seigneur, entendez-vous bien, le Seigneur, ne vous exaucera pas, parce qu'il faut que Jéhovah punisse ceux qui pouvaient rester libres, et ne sont dans les chaînes que parce qu'ils l'ont bien voulu. »

Toute l'histoire d'Israël est le commentaire de ce discours que l'on ne devrait jamais oublier, et que tous ceux qui fomentent la servitude feignent honteusement d'ignorer. Car il n'en est pas de plus beau, de plus vrai dans toute l'Écriture. Il n'y en a pas besoin d'autre pour taxer d'infamie les pontifes qui, non contents de rendre à César ce qui appartient à César, cherchent à faire naître des césars dans les pays où la Providence a permis que le peuple restât maître de ses libertés. Nulle action n'est aussi infâme, aussi digne de l'exécration du genre humain. Le pape Léon XIII n'aurait pas manqué d'arguments si, dans sa dernière Encyclique, il avait voulu démontrer que si l'Église ordonne de se soumettre aux Néron et aux Caligula, ce n'est pas qu'elle les préfère aux Guillaume Tell et aux Washington, mais parce qu'elle les considère comme

des fléaux destinés à rabattre l'orgueil humain, comme le sont les calamités dépassant les forces de notre science et de notre raison.

Oublier de telles pages dans un livre que l'on enseigne, inspiré de l'esprit de la divinité, est plus qu'un sacrilège, qu'un blasphème ; car nul passage ne fut à ce point inspiré d'un esprit prophétique. Il n'est peut-être pas d'incrédule qui, en le lisant, ne se sente ébranlé, et qui ne dise qu'après tout l'ouvrage qui contient de telles pages peut bien avoir été inspiré par un Dieu de justice et de miséricorde, ayant créé ce monde pour que les républiques y vivent en paix et en prospérité !

Heureusement, tous les prêtres n'ont point commis un tel crime. Parmi ceux que Rome n'a pas séparés de sa communion, on citerait Lacordaire, l'évêque Grégoire, Fra Paolo et d'autres dont il serait trop long de rappeler les noms.



XII

LES

ANABAPTISTES DE MUNSTER

Origine de Jean de Leyde. — Folie des intransigeants qui cherchent le règne du Christ sur la Terre. — Crimes et débauches. — Le châtement. — L'opéra du *Prophète*.

Au commencement du xvi^e siècle, un nommé *Jean Bockel* tenait un petit cabaret dans la ville de *Leyde* où il était né quelque trente ans auparavant. C'était un beau parleur, qui se mêlait activement à la politique du temps qui consistait à commenter la Bible. Il y apportait l'extrême ardeur que certains marchands de vin du xix^e siècle mettent à discuter notre constitution républicaine, les réformes de Luther lui paraissant insuffisantes, et entachées de superstitions romaines. Il ne voulait aucune transaction avec l'idolâtrie. Ayant appris que les irréconciliables avaient pris le dessus à Munster, il vendit son commerce de liquides et se rendit sur un théâtre qu'il estima beaucoup plus propre à se pousser dans le monde. A peine était-il arrivé que l'Evêque qui, avait

été chassé, revint avec une armée que les autres princes du Saint-Empire l'avaient aidé à recruter, et qui était assez nombreuse pour ne laisser aucun espoir aux révoltés. Ceux-ci se mirent immédiatement en défense et ils crurent que pour mieux résister à l'ennemi, ils ne pouvaient agir plus habilement que de mettre à leur tête des hommes que l'Eternel dirigerait. Ils choisirent donc douze vieillards à qui l'Eternel devait révéler ses volontés. Ceux-ci, inspirés par un compère de l'ancien marchand de vin, le chargèrent de notifier au peuple les décrets qu'ils auraient pris.

Au début, les mesures que les *Anciens* prenaient étaient très sages. On ne peut que regretter qu'elles n'aient point toujours été suivies dans des villes beaucoup plus importantes lorsqu'elles ont été investies. Ils firent procéder à des visites domiciliaires afin de réunir tous les vivres qui se trouvaient dans les caves des bourgeois et de les réunir dans des magasins où ils étaient mis en commun.

C'était le moyen le plus certain de faire durer la résistance, en économisant de toutes les munitions les plus précieuses celles qui empêchent de mourir de faim. En même temps on fabriquait, avec une activité qui n'a point été surpassée dans Paris assiégé, les armes nécessaires et on réparait les fortifications.

Munster aurait pu lasser les forces des assaillants si les choses avaient duré ainsi. Mais un prophète, à qui l'ambitieux cabaretier avait encore donné le mot, prétendit que Dieu lui avait révélé que le moyen de sauver Munster était de renon-

cer au parlementarisme, de renvoyer les douze vieillards et de décider que Bockel, élevé au trône, serait seul chargé de s'inspirer de la volonté de Jéhovah.

Le peuple se montra naturellement docile à de semblables avis. Bockel fut proclamé roi de Munster sous le titre de Jean I^{er}. L'histoire lui donna le nom de *Jean de Leyde* sous lequel il a été célèbre. Ce qui est arrivé est digne d'être rapporté, afin d'avertir quel est le sort des ignorants qui, aussi fous que les Westphaliens de Munster, se donnent pour maître l'individu le plus insignifiant, dès que l'on arrive à leur persuader que c'est l'homme providentiel qui doit leur donner la victoire sur leurs ennemis.

Aussitôt qu'il fut déclaré maître et souverain absolu, Jean de Leyde continua à s'occuper bien moins de la défense que de ses plaisirs. Il faisait bombance avec ses familiers aux dépens du magasin où les vivres avaient été entassés. Il se hâta de faire battre monnaie en son nom, de se donner une garde et de se choisir un sérail parmi les plus belles personnes assiégées avec lui. Ce n'étaient que débauches perpétuelles, pendant que les défenseurs de Munster, obligés d'aller aux remparts pour repousser l'évêque, mouraient littéralement de faim. Ce roi, pareil à la grue du fabuliste, avait supprimé la liberté de la parole, et l'on coupait sur-le-champ la tête à qui disait du mal de lui. Son règne a été peint dans l'opéra du *Prophète*, qui est trop connu pour que nous le résumions.

Malgré notre désir d'être sobre de réflexions

politiques et de considérations générales, est-il possible d'enregistrer une tragédie terrible, de voir passer devant nous des ruisseaux de sang et de ne point sortir de notre rôle de greffier de l'histoire ! Nous serions coupables envers nous-mêmes, vis-à-vis de nos concitoyens et des générations de Français qui vivraient dans l'esclavage le plus dur, le plus méprisable, le plus infâme, si nous étions assez misérables pour laisser détruire notre République ! sous prétexte qu'elle n'est pas sans défaut. Nous deviendrions complices des scélératesses qui déshonoreraient notre pauvre France, si nous ne montrions que ces horreurs, dignes de l'enfer, ont été amenées par les folies des sectaires cherchant le royaume du Ciel, s'acharnant à la poursuite du règne du Christ, de la perfection absurde, idéale, bonne seulement pour un peuple formé d'un moins grossier limon. N'oublions jamais qu'étant des êtres imparfaits nous devons imprimer à toutes nos œuvres les imperfections de notre esprit !

Choisissons donc cet exemple mémorable pour attirer fortement, énergiquement, l'attention sur les résultats lamentables de cette folie politique, qui est la négation de la politique elle-même, et qui se nomme le *tout ou rien*. En effet, la politique n'est que l'art des transactions. Le radicalisme n'est bon que dans l'algèbre, et à peine dans la philosophie.

La position des habitants de Munster était certainement digne de pitié. Mais peut-on réellement plaindre des gens assez niais pour avoir foi dans les mensonges de quelques braillards, et

pour se laisser placer dans une position aussi terrible. La peur de la vengeance de l'Evêque travaillait, avec la frayeur qu'inspirait le roi Jean, pour maintenir ces infortunés dans le plus dur de tous les esclavages. En effet, comme les assiégés avaient commencé par massacrer les prisonniers dont ils s'étaient emparés au premier moment, il n'y avait point de quartier à espérer, si l'on tombait dans les mains de l'Evêque ; il n'y avait donc pas à tenter de sortir de celles du roi Jean.

Cependant, les choses empirèrent tellement que quelques-uns des sujets de cet infâme monarque, qui n'avait pris de Salomon que la reine de Saba et Bethsabée, trouvèrent le moyen d'entrer en négociations secrètes avec l'Evêque et de lui ouvrir les portes de la nouvelle Jérusalem. Les fanatiques qui étaient de bonne foi se retranchèrent sur la place publique, en s'aidant de poutres et de charriots, et ils firent une résistance désespérée dont les troupes de l'Evêque ne purent triompher qu'après avoir perdu beaucoup de monde. Ces pauvres diables rachetèrent par une mort héroïque le tort grave qu'ils avaient eu de placer leur confiance dans un coquin offrant si peu de garantie, — d'avoir cru au maître méprisable qu'ils s'étaient donné dans un moment d'aberration. Mais, celui-ci aussi lâche que cruel eut une fin bien digne de son commencement.

Au signal du danger, il n'eut pas le courage de se placer au milieu de ceux qui ne cherchaient plus qu'à gagner le ciel à leur manière, en frappant les ennemis de leur foi. Il commença par chercher à fuir, mais comme toute la ville était

cernée, il ne put parvenir qu'à se réfugier dans une tour, où il ne tarda pas à être découvert et rejoint. On n'eut aucune peine à s'emparer de lui et d'un de ses compagnons, et on les mena tous deux en prison.

Pendant que les officiers de l'Evêque procédaient ainsi à la capture du principal chef de la sédition, le carnage continuait avec un impitoyable acharnement.

On vit alors se passer des scènes semblables à celles qui avaient accompagné le deuil de Jérusalem, châtiée de la patience avec laquelle son peuple avait supporté le règne de tant de monarques, voleurs et scélérats. Israël ne fut pas plus cruellement traitée par Titus que les gens de Munster par les soldats de leur évêque. Pendant huit jours, ils traitèrent la ville à leur gré. On massacrait, on pillait, on volait comme on l'entendait, et cela, pour la gloire de Dieu. A tort ou à raison, les anabaptistes passant pour avoir le teint plus pâle, tous les individus que l'on ne trouvait pas assez colorés, étaient passés au fil de l'épée sans autre forme de procès. L'orgie des bourreaux aurait duré plus de temps encore si la Diète de l'Empire n'avait pris des mesures afin de l'arrêter.

Bien entendu, le roi Jean ne fut point oublié dans la prison où on l'avait soigneusement gardé. Après quelques mois de captivité très dure, on le conduisit avec son compagnon de chaînes sur la place publique pour y subir le dernier supplice avec d'épouvantables raffinements. Les bourreaux commencèrent par déchirer

la chair des deux infortunés avec des tenailles rougies au feu, et cet horrible manège dura plus d'une heure. Quand les torsionnaires se furent fatigués, ils plongèrent un poignard dans le cœur de leurs patients, et placèrent leurs cadavres dans des cages de fer que l'on voit encore de nos jours suspendues au clocher de l'église Saint-Lambert.

Bien des historiens hésitent à dire si on doit considérer les infortunés habitants de Leyde comme des martyrs ou les prendre pour des scélérats justement châtiés des crimes qu'ils ont commis. On n'aurait pas de ces scrupules si la crédulité dont ils ont fait preuve n'avait été si grande, et s'ils n'avaient pas mis à leur tête des chefs infâmes, dont les crimes sont parvenus à déshonorer la cause de Dieu et de la Liberté.

On pourrait peut-être rapprocher de ces événements ceux qui se rapportent à la *guerre des paysans* soutenue par la ligue de Souabe contre les chevaliers du voisinage. Ces malheureux, qui vivaient à peu près en République, ayant à se défendre contre leurs turbulents et intolérants voisins, crurent agir sagement en mettant à leur tête un guerrier célèbre, appartenant à l'aristocratie, c'est-à-dire à la caste de leurs ennemis. On l'appelait Goëts, à la main de fer, à cause de l'appareil avec lequel il avait remplacé l'avant-bras qu'il avait perdu. La guerre se termina par la mort de plus de 150,000 insurgés et la dépopulation du pays. Le chef, qui conduisait ces bandes plus à la boucherie qu'au combat, s'en tira par la promesse de ne plus porter les armes contre les

autres chevaliers, et mourut de vieillesse, après une vie qui ne fut troublée par aucune espèce de persécution. Mais après avoir fait allusion à ces scènes tumultueuses et terribles, arrivons à des États qui, pendant une période de prospérité, ont été dignes du nom de *républicains*.

*

XIII

LA

RÉPUBLIQUE D'ANGLETERRE

Gloire de la République d'Angleterre sous Cromwell. — Esprit ingouvernable des exaltés. — Renversement de Richard. — Rétablissement du Parlement Croupion. — Antécédents honorables de Monck. — Sa vénalité. — Terrible châtement des intransigeants.

De tous les Etats imprégnés de l'esprit biblique, le plus justement célèbre à tous égards fut la République d'Angleterre, qui se proposa d'imiter, non pas celle de Rome ou Athènes, mais celle de Jérusalem. C'était en cherchant Dieu que les *têtes rondes* apprenaient à mépriser le joug des rois. *Olivier Cromwell*, le *lord Protecteur*, n'était qu'un Juge à la façon de ceux que Moïse avait établis, et dont la chute fut suivie par une foule de calamités. De même qu'Eli et que Samuel, ce grand homme eut la faiblesse de se rappeler qu'il était père. Il crut qu'il pouvait laisser son pouvoir à son fils Richard, qui aurait conservé le nom de la République et beaucoup d'institutions républicaines si les intransigeants ne

s'étaient concertés avec ce qui restait de royalistes pour renverser un gouvernement dont ils ne voyaient que les défauts et dont ils oubliaient tous les bienfaits. Aveuglés par des rancunes inavouables ou des espérances irréalisables, ils crurent qu'ils auraient la force de détruire la forme de gouvernement établie par le lord Protecteur et d'en créer une qui fut plus parfaite. Ces fous, poussés eux-mêmes par des agents payés des prétendants, commirent la faute, le crime impardonnable de mettre toute leur habileté, toute leur éloquence dans une seule entreprise : faire échec au système politique qui assurait la grandeur de l'Angleterre et le triomphe du Protestantisme. Toutes leurs fureurs, toutes leurs violences, toutes leurs déclamations étaient dirigées contre les réformateurs plus timides qui avaient conservé quelque chose des traditions de Rome ou de sa liturgie. Ils ne prenaient pas garde qu'en dénonçant avec trop de vigueur ces abus qui les blessaient, ils ouvraient la porte à d'autres plus criants encore. Ils faisaient comme ces républicains qui, ne prisant la République que républicaine, finissent par ne plus avoir de République du tout. La brèche que l'on ouvrit en combattant les *presbytériens* fut si grande que le catholicisme entra dans la place avec les bagages de la royauté et que les premières victimes que fit Rome furent précisément ceux qui avaient eu la sottise de se faire involontairement ses alliés en attaquant avec fureur ceux qui la combattaient. Cette histoire a été contée de main de maître

par un excellent républicain, nommé *Eugène Despois*, qui fut trop de mes amis pour que je profite de sa mort, qui m'a fait tant de peine, afin de recommencer un ouvrage qu'on peut lire dans la *Bibliothèque utile* pour un prix à la portée des plus pauvres citoyens. Je me contenterai de donner le sommaire d'événements dont chacun comprendra l'importance et la signification.

Richard Cromwell fut impuissant contre la doublé opposition composée d'hommes qui n'avaient entre eux de liens que la haine qu'ils lui portaient. Il ne put triompher d'un Parlement affolé, dévoyé, sans principes, où les indolents votaient avec les papistes. Richard fut donc obligé de dissoudre la Chambre afin de ne pas être réduit à partir lui-même. Mais, comme les insensés qui avaient rendu cette mesure inévitable par leurs clameurs furieuses ne voulaient pas obéir, il fallut, pour les dissoudre, recourir à la force et employer les gendarmes pour les balayer.

Malheureusement, l'armée sur laquelle Richard était réduit à s'appuyer, comptait dans son sein un grand nombre de soldats et d'officiers qui rêvaient d'établir le règne du Christ sur la Terre ; ces rêveurs, aisés à porter au comble de l'insanité, en étaient arrivés à croire que toute supériorité, fut-elle consacrée par la nature, était un retour à la monarchie. Leur exaltation était accrue par les agents secrets des prétendants qui, pour les pousser aux extrêmes limites de la folie, n'avaient qu'à prendre la peine de crier plus fort qu'eux.

Ils s'étaient prêtés avec joie à l'abolition du ré-

gime parlementaire qu'ils détestaient autant que les absolutistes, car il leur semblait que toutes ces formes légales, toutes ces délibérations étaient contraires à l'établissement de la vraie République et autant d'obstacles à l'établissement du règne du Christ sur la Terre. La gloire et la prospérité dont l'Angleterre avait joui du temps du lord Protecteur, pendant tout le temps de son septennat, ne les touchaient que médiocrement. Ainsi, après avoir consenti à servir Richard pour renverser le Parlement, ils commencèrent à se tourner contre lui et à lui demander sa démission. En effet, son pouvoir était illégal, puisque son père avait dispersé le *Parlement Croupion*. Il n'y avait à leurs yeux qu'un pouvoir légitime, celui de cette assemblée qui était arrivée à s'anéantir elle-même, et qui donnait de telles marques d'incohérence que chaque jour elle détruisait ce que la veille elle avait bâti.

Abandonné de tous, Richard Cromwell n'eut qu'une ressource, c'était de donner sa démission. Il fit ce sacrifice avec la résignation plus qu'exemplaire d'un homme qui est trop certain que l'histoire ne tardera pas à le venger. Il quitta Londres et même l'Angleterre, en n'emportant comme souvenir de sa puissance qu'une boîte pleine des adresses de félicitations qu'on lui avait envoyées à l'occasion de son avènement au protectorat. Une fois le fils de Cromwell parti, on rappela ceux que Cromwell avait chassés.

Mais le retour du Parlement Croupion fut, comme on l'a dit plus tard fort spirituellement, *l'essai loyal de l'anarchie*. Les membres de cette

assemblée passaient leur temps en dénonciations haineuses qu'ils se renvoyaient les uns aux autres, avec un acharnement sans pareil. Toutes ces accusations n'étaient point chimériques, car les énergumènes les plus bruyants, les plus remuants, ne se bornaient point à chercher le Seigneur. Un grand nombre ne cherchaient, en réalité, qu'un moyen de s'arranger avec l'héritier de Charles I^{er}. Les reproches de vol et de corruption n'étaient pas moins fondés pour la plupart. Les fous qui, de bonne foi, prêchaient la ruine de leur parti, la déchéance de leur patrie, et même leur propre supplice, étaient en minorité dans le sein d'une assemblée déplorable, profondément incapable d'une action sensée. Ils se laissaient prendre aux sophismes et aux déclamations de tous les hommes infâmes dont ils étaient entourés. Ils vivaient dans un état d'exaltation voisin de l'insanité et agitaient incessamment la cité par leurs vaines clameurs.

Un désordre pareil ne pouvait durer longtemps, car il arrêtait le travail des ateliers ; l'agriculture même eut fini par devenir impossible. Le coup de balai ne pouvait se faire attendre. Ce fut *Monck*, le traître le plus complet, le plus parfait que l'histoire nous montre depuis Judas, qui prit le manche en main !

Il faut bien constater cependant que les illuminés pouvaient, à la rigueur, avoir quelque confiance dans ce misérable ; si leur exaltation est sans excuse, il n'en est point de même de leur crédulité !

En effet, *Monck* n'était connu que par l'aus-

térité qu'il affichait, et non point seulement par ses accointances avec des individus tristement célèbres par leurs désordres et leur dévergondage. Il n'avait pas donné de prétextes pour douter de sa parole et n'était pas connu par l'effronterie de ses mensonges publics. Il n'avait pas mené au gibet ou massacré en d'autres temps ceux qui mettaient follement en lui toute leur confiance. Ce n'était pas un général n'ayant jamais exercé de commandement important, n'ayant fait la guerre que dans des postes subordonnés, où le talent militaire ne se peut manifester d'une façon quelconque. Mais l'histoire de la guerre civile avait enregistré ses hauts faits.

Monck ne pouvait renoncer à ses convictions républicaines sans couvrir d'infamie toute sa gloire, sans donner un démenti à sa vie entière. Le plus soupçonneux niveleur ne pouvait véritablement pas soupçonner un pareil héros de s'entendre avec le prétendant.

Monck agit avec une duplicité que nul ne dépassera jamais. En effet, on ne peut citer un personnage politique, ou même un simple citoyen qui se soit adressé à lui sans qu'il lui fit toutes les promesses de nature à l'enflammer d'enthousiasme. Chacun trouvait chez lui toutes les assurances qu'il y venait chercher. Jamais personne ne le quittait sans être persuadé qu'il était son ami dévoué.

Par exemple, autant il était expansif dans les entrevues sans témoins, autant il était circonspect lorsqu'il s'agissait de parler en public ou d'écrire. Nul ne pouvait lui arracher une ligne,

ou lui extorquer un discours. Malgré sa loquacité privée il resta, au point de vue public, une sorte de sphinx. Il ne sortit de son mutisme que lorsqu'il pouvait, hélas ! parler sans danger. Quand il se décida à rappeler *les Stuart*, il ne restait plus aux républicains que le parti de fuir ou de mourir sur les échafauds dans les supplices. Il était trop tard pour prendre les armes et périr en appelant à la liberté un peuple excédé d'anarchie, dégoûté des déclamations et des violences.

Monck exécuta son évolution avec le sang-froid d'un maquignon qui vend un cheval dans une foire. Il ne se décida à conclure le marché avec *Charles II* que lorsqu'il se fut bien convaincu qu'il n'avait pas en mains les éléments suffisants pour constituer un gouvernement, et que les extravagants qui le soutenaient n'auraient rien de plus pressé que de se tourner contre lui dès qu'ils verraient qu'il devenait le chef d'un Etat régulier. C'est lorsqu'il vit que le pouvoir lui échappait, qu'il s'arrangea pour avoir l'argent et les honneurs. Le prétendant lui donna le *titre de duc* et une *dotation de deux cent mille livres de rente que l'Angleterre paie encore à cette heure*.

Triste, lugubre fut le sort des fiers républicains qui avaient conservé leurs convictions trop ardentes, et qui n'avaient voulu sacrifier aucune partie de leur programme pour assurer la réalisation du reste. Ceux qui ne purent ou ne voulurent gagner la terre étrangère payèrent leur aveuglement dans les supplices. Il y eut de l'ouvrage pour tous les bourreaux d'Angleterre

dans les années, véritablement terribles, qui signalèrent le retour et la vengeance des Stuart. Les royalistes n'épargnèrent point même les morts. On exhuma les os de Cromwell qui furent jetés à la voirie. Depuis lors on ne parla plus jamais de République en Angleterre. Dans un pays *qui n'est grand que par ses Colonies* il n'y a pas de statue pour le fondateur de sa grandeur coloniale ! Rien ne rappelle le souvenir du Lord Protecteur qui, par la conquête de la Jamaïque, montra à ses compatriotes la voie qui devait leur permettre de devenir maîtres de l'Inde.

Ces tristes événements inspirèrent Milton, l'illustre secrétaire de Cromwell (pour ses lettres en latin). La plume qui avait établi les droits du peuple anglais pour décapiter un monarque traître à son pays et fauteur de la guerre civile, laissa à la postérité un admirable poème dont le titre seul est un enseignement sublime. Dans le *Paradis Perdu*, Milton dépeint la chute de la République d'Angleterre. C'est sur ce gouvernement sage, patriotique, digne de l'admiration du genre humain, que Milton, aveugle, délaissé, suspect, mourant de faim, verse des larmes ! Il oublie ses maux, ses ténèbres, le triste sort réservé à ses filles, pour déplorer l'avenir qui attend sa patrie livrée à la vengeance, à l'oppression, à l'intolérance, à la honte, et qui, pour comble d'infamie, finira par être vendue à la France ! En effet, on sait que Charles II prenait les ordres de Louis XIV. Si le vieil esprit d'indépendance n'avait réagi contre tant d'avilissement, c'en était fait de l'Angleterre. Mais la Révo-

lution de la fin du xvii^e siècle ne fut pas le signal de la restauration d'un régime républicain dont l'Angleterre s'était montrée indigne après une expérience solennelle. C'est seulement de l'autre côté de l'Atlantique que les principes de la République sage, laborieuse, pratique, ont trouvé une expansion normale.

L'établissement d'un gouvernement basé sur la sagesse et la raison est un bienfait si excellent qu'on ne saurait plaindre qu'au point de vue humanitaire le sort des agités qui ont éprouvé de si cruels traitements ! Aucun châtement n'est en réalité trop sévère, au point de vue de la justice distributive, pour ceux qui ont rendu inutiles de si admirables chances de progrès !

Que faudrait-il dire de notre chère France si ces grandioses tragédies étaient oubliées, si une catastrophe voisine par les temps, par les lieux, par les causes mêmes, pouvait se reproduire par la main d'un autre Monck, n'ayant rien de sa gloire, et remplaçant la réputation gagnée par des victoires à l'aide du renom de mauvais aloi que donnent des aboyeurs et des camelots ?

Certes, nous serions étrangement au-dessous des fanatiques qui ont perdu la République d'Angleterre si, entouré, non pas de saints, mais de marchands d'orviétans politiques, un nouveau Monck pouvait impunément faire crier dans les rues les desseins que l'ancien Monck osait à peine afficher tout bas. Au nom de la Patrie, au nom de l'avenir, au nom du présent, au nom d'un glorieux passé, n'oublions point que c'est la poursuite ridicule d'une perfec-

tion radicale, d'une égalité monstrueuse, d'un nivellement atroce, qui a permis au plus vil des hommes, au plus infâme des traîtres, au plus méprisable des scélérats, de trafiquer des libertés de l'Angleterre et de renouveler le crime de Judas en recevant une dotation de deux cent mille livres de rente, chiffre équivalent à un million de notre monnaie, mais dont on ne se contenterait point actuellement.

*

XIV

LA RÉPUBLIQUE

DES

SEPT-PROVINCES UNIES

Gloire de la République des Sept-Provinces. — Complot de la maison d'Orange. — Assassinat des frères de Witt. — Décadence de la Hollande. — Erection du Royaume des Pays-Bas. — Sacrifices imposés à la nation. — Dangers que cette transformation lui fait courir.

Jamais gloire n'a été aussi semblable à celle des anciens Grecs, que celle des *Gueux*. Leurs victoires sur terre et sur mer ont rappelé celles de Platée et de Marathon. Les chefs-d'œuvre de Rembrandt ne le cèdent en rien à ceux d'Appelle. Les découvertes des astronomes et des philosophes de La Haye, d'Amsterdam et de Leyde n'ont pas eu moins d'éclat que les poésies des Sophocle, des Euripide et des Eschyle ; les Erasme et les Grotius peuvent marcher la tête haute à la suite des Aristote et des Platon.

Les chefs de la République des Sept-Provinces, montrèrent une sagesse dont ceux de la République d'Athènes n'avaient point constamment

fait preuve ; et les délibérations des Etats-Généraux étaient inspirées d'une raison pratique, que celles de l'Aréopage possédaient trop rarement.

Mais les services que la *maison d'Orange* avait rendus dans les guerres avaient été payés fort cher, par la constitution, dans le sein de la République, d'un parti personnel auquel la masse du peuple était attachée. Comme Israël, du temps des Juges, la multitude demandait un roi.

Des hommes vils agitaient l'esprit du peuple en excitant la jalousie des citoyens pauvres contre les riches ; de même que les Médicis sur les bords de l'Arno, les princes de la maison d'Orange étaient les chefs nés du peuple maigre. Ils étaient surtout populaires chez les gens de métiers, parmi la masse des travailleurs que le labeur quotidien rend peu apte à la culture de la raison, lorsqu'il est excessif et ne laisse pas de loisirs suffisants.

De nos jours, où le travail manuel est moins pénible, où le bien-être a augmenté dans de grandes proportions, où la science et la philosophie se sont popularisées, on peut espérer que les libertés publiques n'aient pas pour ennemis irréconciliables ceux qui ont le plus à bénéficier de leur conservation. Mais, en présence du danger qui se reproduit sans relâche, des exemples de naufrages constants sur les mêmes écueils, des agitations plus récentes, des symptômes alarmants constatés dans des temps plus voisins, il serait absurde de s'endormir dans une folle sécurité.

Les premières années de la République furent brillantes et le pavillon hollandais se montra avec

gloire sur toutes les mers, même dans les Océans glacés des deux pôles. Ses marins bravèrent avec un égal héroïsme les prisons de l'Espagne et du Portugal, le kric des Malais, et la sagaïe des sauvages des mers du Sud. Blancs, noirs, jaunes ou rouges, Chinois, Japonais, Indiens, Nègres du Congo, tous voyaient flotter devant leurs regards ébahis le drapeau tricolore des Sept-Provinces Unies.

Les comptoirs de la côte occidentale d'Afrique, ceux de Java, ceux du grand fleuve où New-York a remplacé la Nouvelle-Amsterdam, la ville du Cap de Bonne-Espérance, le grand port de Pointe de Galles, le détroit de Lemaire, la Nouvelle-Hollande, le cap Horn et la Nouvelle-Zemble, voilà ce qu'ont construit, conquis, exploré les marins hollandais pendant que Ruyter et Tromp les commandaient, pendant que les frères de Witt présidaient aux destinées de l'Etat!

Mais il suffit de quelques revers, qui eussent été réparés par de tels hommes, pour que la faction orangiste trouvât moyen de détruire le principe de la République par un épouvantable attentat. Les succès de Louis XIV sur les bords du Rhin eurent sur ceux du Zuyderzée un contre-coup dont ils ne se sont jamais relevés.

Saisis au mépris des lois et accusés de crimes imaginaires, les frères de Witt ne pouvaient être condamnés par des tribunaux réguliers. Aussi la multitude, excitée par les déclamations furibondes et les dénonciations des agents du prince d'Orange, envahit le cachot où ils attendaient, avec le calme de sages, l'occasion de se justifier.

L'un et l'autre furent mis à mort avec d'épouvantables raffinements de cruauté, et leurs cadavres subirent toute espèce de traitements infâmes et d'indignités. Les scènes atroces qui se produisirent dans la rue des Rosiers, lors du supplice de Clément Thomas et de Lecomte ne furent que la répétition de ces horreurs.

Plus habile que les hommes de la Commune, qui acceptèrent la responsabilité des crimes d'une populace affolée, et teignirent leur écharpe rouge dans le sang de généraux républicains, le prince d'Orange chercha à dissimuler la part qu'il avait prise à ces crimes; mais l'histoire n'a pas eu de peine à rétablir la vérité.

Ce supplice, comme celui de Socrate buvant la ciguë, ou de Jésus expirant sur la croix, ne mit pas officiellement fin à la République de Hollande qui dura nominalement jusqu'à la Révolution française, et ne fut même supprimée que lorsque Napoléon I^{er} eut établi un royaume en faveur de son frère Louis. Mais le rôle des Etats devenait de plus en plus secondaire et subalternisé. Ils étaient de plus en plus semblables au Sénat de l'ancienne Rome que les empereurs conservaient comme une sorte d'hommage au passé et de voile destiné à cacher leur despotisme. Sous l'influence de ce régime bâtard, la Hollande perdit toute l'influence que son admirable expansion semblait lui assurer. Elle se retrécit aux proportions d'une puissance de troisième ordre dans le sein de laquelle vivaient des peuples riches et possédant un certain degré de liberté que les populations voisines leur enviaient, mais n'ayant

plus aucune influence sur le sort de l'Europe et livrés sans défense au premier conquérant qui la troublerait.

Le stathoudérat devint la plaie de la Hollande, et cette influence néfaste fut bien plus apparente encore lorsqu'on le transforma en monarchie.

Cet événement funeste, qui rendit la décadence de la Hollande définitive (car il n'y a que les Républiques qui puissent compenser la grandeur matérielle qui leur manque par l'étendue de leur influence dans le monde), se produisit dans des circonstances déplorables, sur lesquelles on glisse d'ordinaire, mais que nous devons rappeler, parce qu'elles montrent ce que coûte une restauration dynastique même lorsque c'est après des victoires qu'elle se produit.

Jamais la maison d'Orange ne fut si populaire en Hollande que pendant l'Empire français, alors que Napoléon supprima par un trait de plume la *République Batave*, que le Directoire exécutif de la République française avait sagement établie sur les ruines du stathoudérat. Il est peu facile de faire comprendre jusqu'à quel point les habitants de « cette alluvion du Rhin » regrettaient leur existence nationale, dont le stathouder réfugié à Londres était devenu la vivante incarnation.

Les patriotes hollandais ayant pris le parti de la Sainte-Alliance, on les traita avec autant d'égards que les citoyens de la République de Gênes. On commença par rétablir le stathoudérat et, par conséquent, une ombre de République. Mais le

même prétexte, qui avait été employé dans la Rivière, servit sur les bords du Zuyderzée pour légitimer l'établissement d'un régime franchement monarchique et plus conforme à celui qui existait dans toute l'Europe. Après les Cent-Jours, la République Hollandaise fut supprimée et remplacée par le *Royaume des Pays-Bas*, composé artificiellement de deux peuples différents par la langue, la race, la religion, l'état d'instruction et les traditions. Afin de procéder à la conservation d'une union si déplorablement assortie, le congrès des souverains exigea que le stathouder renonçât à la propriété des colonies du Cap et de Ceylan, dont les Anglais s'étaient emparés en son nom pendant qu'entraînée dans l'orbite de la République française, la République Batave partageait ses orageuses destinées. Afin de compléter ce marché dans lequel on trafiquait du sort de populations humaines comme s'il se fut agi de vils troupeaux, l'Angleterre consentit à payer au roi des Pays-Bas une soulte en argent ! Par une singularité qui peindra bien le caractère singulier de ces transactions bizarres, S. M. avait le choix entre les Indes néerlandaises et le Cap de Bonne-Espérance, et, après des hésitations semblables à celles de Shylock, S. M. se se décida pour les colonies qui rapportaient le plus au trésor et abandonna à la domination anglaise des populations hollandaises de race, d'esprit et de langue, qui protestent encore contre ces stipulations. La carabine des Boërs a montré comment une poignée de braves renverse l'édifice érigé par la diplomatie et écrit dans les

déserts de l'Afrique australe l'odyssée de la Liberté! Histoire admirable, qui consolerait de toutes ces hontes, et de tant de misères morales, si quelqu'un l'écrivait!

Aucun déboire n'a été épargné à la dynastie qui avait consenti à accepter ces misérables transactions. En effet, la Belgique, ayant secoué le joug de la Hollande, la Majesté minuscule qui règne à La Haye n'a point obtenu qu'on lui rendit la colonie dont l'équivalent lui échappait. C'est à Londres même, ironie suprême, que fut signé le traité en vertu duquel le sacrifice de la Belgique fut consommé.

Mais les désappointements du passé ne sont rien auprès des périls de l'avenir. A la mort du présent successeur des stathouders, dont la santé est des plus précaires, le petit morceau de terre qui porte le nom de Grand-duché de Luxembourg retournera entre les mains de princes allemands de dernière catégorie. La couronne des compatriotes de Ruyter et de Tromp va tomber dans les mains d'une jeune fille qu'un prinçailon d'Allemagne épousera. Par la force des liens de famille qui rattachent la race stathoudérale aux souverains de quelque obscure tribu germanique et par ceux qui surgiront, le chancelier de fer ou son successeur invoquera le principe des alluvions, et cela avec plus de logique que Napoléon 1^{er} puisqu'aujourd'hui presque tout le reste du Rhin est sur territoire allemand.

Puissent bientôt les descendants des héros de la République des Sept-Provinces ne point apprendre ce qu'il en coûte aux citoyens lorsqu'ils

laissent leurs chefs affubler d'une couronne ridicule leur front orgueilleux.

Alors que l'esprit républicain vibrait encore dans les âmes hollandaises, des hommes qui craignaient l'esclavage plus que la ruine ou la mort sont parvenus à arrêter l'invasion française en appelant à leur aide les flots du Zuyderzée. Les écluses, que l'on n'a qu'à ouvrir pour rendre la Hollande impraticable existent encore. Les digues ne sont pas plus difficiles à rompre qu'il y a deux siècles. Mais qui oserait dire qu'un nouveau Louis XIV rencontrerait les mêmes obstacles et que ses uhlands seraient arrêtés comme les mousquetaires l'ont été ?



XV

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE

Effets désastreux du *liberum veto*. — Anarchie constante produite par un seul article de la Constitution. — Exemple mémorable de la destruction complète d'une nation. — Analogies historiques.

Quoique la Pologne eut des rois, elle aimait à se parer du nom de République, qu'on ne peut guère lui refuser. En effet, elle était une nation libre, et son roi n'était en réalité que le premier serviteur des lois. En se convertissant au christianisme les anciens Sarmates n'avaient point renoncé à leurs habitudes de liberté à outrance et d'indépendance absolue. Tous étaient les égaux du chef que d'un commun accord ils mettaient à leur tête.

Tant qu'ils restèrent entourés de populations demi-barbares, les Polonais vécurent en paix, sous le sceptre de rois dignes de régner sur un peuple libre, et dont la dynastie se continuait par consentement mutuel. Mais, lorsque la maison des Jagellons s'éteignit, la Pologne entra dans une période nouvelle. La République rencontra

des difficultés inattendues, dont elle aurait certainement triomphé si les citoyens avaient voulu sacrifier une partie de leur indépendance afin de conserver le reste et, ce qui a bien aussi quelque importance, de sauver la patrie.

Nous engageons les bons Français qui se laisseraient séduire par les sophismes des théoriciens de l'absolu, en matière politique, à lire avec soin *l'Histoire de l'anarchie de la Pologne*, par Rulhières. Grâce au récit d'un homme qui a vécu au milieu de ce peuple aveuglé, ils verront, non sans horreur et sans appréhension, comment des hommes trop exclusivement épris de la liberté arrivent à tomber entre les mains du despotisme, par la série de quels événements inéluctables ceux qui ne veulent point abdiquer une partie de leurs prérogatives finissent promptement par tomber dans l'esclavage. Ce fut un seul Polonais, *un seul*, qui, par sa stupidité, fut cause de la ruine d'une nation des plus généreuses et des plus vaillantes.

Comme le fait remarquer l'auteur de ce livre trop oublié, il se trouva, à la fin du xvi^e siècle, un nonce pour réclamer que la résolution de la diète fut unanime afin d'être valable. Sa demande était conforme à l'ancien droit sarmate, mais cet homme n'en mérite pas moins l'exécration de tous ses concitoyens. En effet, la clause, en apparence libérale, dont il exigea l'adoption, introduisit d'une façon irrémédiable l'anarchie dans toutes les parties de l'Etat, et le fit tomber en déliquescence.

Les délibérations des diètes, qui auraient dû terminer les querelles, n'aboutirent qu'à les

envenimer. Les discussions qui n'avaient aucune sanction pratique puisqu'il suffisait d'un seul pour les arrêter prirent le caractère de luttes matérielles. C'était avec le sabre qu'on essayait de compléter la conversion des adversaires, et pour arriver à l'unanimité, on n'avait d'autre procédé que de supprimer par le glaive celui qui la rendait impossible. Ces violences étaient d'autant plus déplorables que les Polonais avaient l'habitude de former des confédérations analogues à celles des *ligues* à l'aide desquelles on a vu tant de personnages tenter d'agiter notre République. Celles qui avaient un but patriotique n'étaient guère moins redoutables que celles dont le but était de renverser les lois et d'appeler l'étranger à leur aide. Princes et sujets semblaient jaloux de ruiner ainsi la nation. Tous les partis devenaient également coupables, car tous contribuaient à livrer la patrie aux ennemis qui attendaient le moment de s'enrichir de ses dépouilles. Le partage du territoire de la République fut rendu inévitable par le déchaînement de factions irréconciliables, parce que chacune mettait son orgueil à tirer parti des dispositions surannées d'une constitution exagérant les droits individuels, n'oubliant que ceux du peuple, et qui, tolérable pour un état environné de tribus faibles et inoffensives, devait livrer à la conquête étrangère un pays sans défense, ouvert à toutes les brigues, toutes les intrigues, toutes les extravagances, aussitôt que les voisins auraient acquis quelque cohésion, sous la main d'un maître unique.

Ni le patriotisme, ni la vertu, ni l'héroïsme même ne purent racheter ce vice radical. Les qualités brillantes des Polonais ne firent que rendre plus déplorable les effets de l'anarchie chronique qui dévorait toutes leurs ressources, qui les mettait pieds et poings liés à la discrétion d'adversaires, qu'unis, ils auraient domptés sans aucune peine. Ah! certainement, ceux qui prépareraient un sort pareil à notre chère France n'ont point sans doute entendu ces braves défenseurs de Varsovie courir sur tous les chemins de l'exil, et remplir nos cœurs d'amertume par le récit de leurs malheurs et de leurs souffrances !

La crosse et la botte des Prussiens seraient un trop doux instrument pour punir ceux qui ayant gardé le souvenir de ces événements atroces, persisteraient dans leur aveuglement.

En l'année 1772, la Pologne était environnée comme nous en 1888 d'ennemis contre lesquels il lui était difficile, sinon impossible, de se défendre, du moment qu'au lieu de chercher à la conquérir chacun à son profit, ils s'entendaient pour en arracher chacun un morceau et se l'incorporer. Ce fut le Roi Frédéric de Prusse, le modèle avoué et reconnu de M. de Bismarck, qui parvint à faire taire les rivalités, les haines, les scrupules de ces Etats si longtemps rivaux et sut réunir trois puissances qui n'étaient jamais parvenues à s'entendre, afin de les faire agir simultanément, dans un but commun de pillage et d'avidité.....

M. de Bismarck n'a qu'à suivre contre nous la marche qui a si bien réussi contre les Polonais

au Prince qu'il a nommé grand, et que Voltaire, qui ne le connaissait que trop bien, a appelé l'infâme! Il envoie son élève à Pétersbourg afin de séduire et entraîner Alexandre III, comme Frédéric a séduit et entraîné Catherine la Grande; comme dit la chanson, il veut faire de la France une autre Pologne. Mériterions-nous réellement d'échapper à des complots qui, malgré l'habileté avec laquelle ils sont construits et conçus, ne sont qu'une nouvelle édition de ceux qui ont déjà éclaté, il y a plus d'un siècle, dont le succès a fait couler tant de larmes et de sang, si nous poussions la légèreté jusqu'à oublier les catastrophes dont le souvenir nous arrache encore des cris d'indignation ?



XVI

LA PREMIÈRE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Causes de la chute du Directoire exécutif. — Conséquences du 18 Brumaire. — Célébration du Centenaire de la Prise de la Bastille.

Quelque sévères et jusqu'à un certain point quelque dénués de mesure que puissent être la plupart des jugements portés par les écrivains républicains contre le gouvernement du Directoire exécutif, il y a un point sur lequel tous sont unanimes. Tous s'accordent à la fois pour considérer le 18 Brumaire comme un crime, une calamité nationale. Mais il y en a malheureusement bien peu qui cherchent à l'étudier dans le but d'empêcher à jamais le retour d'une calamité semblable. Quel est cependant le républicain, à quelque nuance qu'il appartienne, qui doive hésiter un seul instant à sacrifier ses aspirations, ses sentiments personnels lorsqu'il s'agirait d'éviter que que nous devenions victimes de quelque bandit sans gloire, de quelque caporal maladroit, mau-

vaise copie du plus grand conquérant des temps modernes ? Combien ne faut-il pas être plus circonspect aujourd'hui que les émules du *général Bonaparte* n'ont point autour de leur tête la moindre trace de l'auréole de gloire dont, à son retour d'Egypte, l'homme de Brumaire était environné malgré sa désertion.

Alors, les Français, fatigués à tort de la constitution fort acceptable dont ils jouissaient, avaient la perspective presque assurée de succès militaires qui, au pis aller, amoindriraient, dans une certaine mesure, les regrets produits par la perte de la liberté. Cette espérance réalisée jusqu'à les rassasier de gloire est leur grande circonstance atténuante ! — Nous autres, que dirions-nous pour notre excuse, si la main à laquelle on veut confier nos destinées n'était pas plus habile à manier nos vaillants régiments qu'à manier l'épée du duelliste ? si la France recevait un coup en pleine gorge, comme celui qu'a porté l'épée de notre premier ministre, dans un récent duel avec le candidat de l'Ardèche ?

Le désenchantement public ne provenait pas seulement des embarras qui étaient sérieux, quoique les conséquences des défaites fussent réparées, et que l'invasion fut arrêtée. Mais il y avait, ce qui se voit presque toujours, un prétendant qui, du fond de la Russie où il était réfugié, inondait toutes les parties de la République d'agents secrets, envoyait sur tous les chemins des camelots, exploitant toutes les circonstances néfastes, organisant une campagne d'injures et de calomnies menée grand train.

Mais, malgré leur audace et leur habileté, ces gredins auraient certainement perdu leur temps si des hommes à système, qui avaient l'orgueil de croire qu'il suffirait de quelques traits de plume pour guérir les maux du peuple français, n'avaient mis leurs espérances en commun avec celles des ennemis de la liberté et travaillé dans l'ombre à la Révision suivant leurs chimères. Malgré l'éclat de ses triomphes, Bonaparte lui-même aurait échoué, s'il n'avait été protégé par *Sièyès*, qui voulait sauver la République, en bouleversant la Constitution que la Convention nationale lui avait léguée et qui aurait pu faire le bonheur du peuple si elle avait eu une durée suffisante.

Comme les conspirateurs avaient la majorité dans le conseil des Anciens, où dominaient les rêveurs croyant que l'ambition peut se laisser renfermer indéfiniment dans une prison de papier, et qu'ils redoutaient l'opposition des Cinq Cents, où se trouvaient de chauds défenseurs de la République, ils firent décréter que les séances auraient lieu dans le palais de Saint-Cloud. C'était un droit dont la Constitution les avait armés dans la crainte qu'une sédition populaire vînt troubler les délibérations des représentants de la nation, mais qui, grâce à une poignée d'infâmes les mettait aux mains de la soldatesque. En fermant la porte aux coups du peuple, on l'ouvrait toute grande aux coups d'Etat, tant il est vrai de dire que le respect dû aux lois est le meilleur et même le seul soutien de la liberté, et qu'il faut s'appliquer, non pas à en respecter la lettre, mais à en suivre sagement l'esprit.

Toutefois, la dispersion des représentants du peuple n'aurait pu avoir lieu si la présidence du Conseil des Cinq Cents n'avait été occupée par *Lucien*, le propre frère de Napoléon, qui ne recula devant aucun crime pour assurer la réussite du complot. Sans cette circonstance, tout porte à croire que, comme César, le futur empereur fut tombé sous le poignard des représentants républicains. Un d'eux, le corse Arena, faillit faire échouer tout le complot en perçant le coupable d'un coup de poignard.

Quelque regrettable qu'elle fut, la dissolution du Conseil n'aurait pas suffi pour assurer le succès du complot, si le Pouvoir exécutif avait adressé un appel énergique à la nation, s'il avait offert un point de ralliement aux amis des lois, s'il avait pu déchaîner sur la tête des conspirateurs le châti-ment suprême dont on avait été si prodigue, hélas ! lorsque la guillotine était en permanence sur la place de la Révolution.

Malheureusement, le Directoire se trouvait être une assemblée délibérante, composée de cinq membres. Deux des directeurs s'entendant avec le général, il suffisait d'en neutraliser un troisième pour que les délibérations cessassent d'être légales. On surprit *Barras*, qui fut le troisième, dans le palais du Luxembourg.

Les splendeurs d'un pouvoir exercé avec faste avaient-elles détruit chez le président du Directoire la mâle résolution dont il avait fait preuve en Vendémiaire et en Fructidor ?

L'homme qui avait servi avec un indomptable courage sous le bailli de Suffren avait-il eu peur ?

Celui qui avait arraché la Convention au joug sanglant de Robespierre, trembla-t-il à son tour? Voyant dans le complot Bonaparte, sa créature, son ami, son confident, crut-il tout perdu? Cédait-il à des considérations d'une tout autre nature? c'est ce que l'on n'a jamais su, ce que l'on ne saura jamais. En effet, les Mémoires à la rédaction desquels Barras a travaillé avec assiduité depuis le 18 Brumaire jusqu'à sa mort, ont été détruits, pillés, volés, anéantis de la façon la plus infâme par un scélérat de son intimité, à qui il avait confié le soin de les publier parce qu'il avait su capter sa confiance.

Mais ce qui ne peut être dénié, c'est que l'abbé Siéyès fut bientôt désenchanté. Gorgé d'honneurs, ce rêveur égoïste, ce Solon en disponibilité oublia dans une lâche opulence les maux de la patrie enchaînée par ses mains pédantes. Le soldat qui avait exécuté le pronunciamiento de Brumaire ne prit de ce plan si longuement élaboré que ce qui pouvait servir à déguiser le despotisme qu'il avait établi. Les tempéraments qu'il fut obligé de mettre, dans les premiers temps, à l'expression de son despotisme disparurent les uns après les autres, et son pouvoir finit bientôt par ne plus être qu'une monarchie, la plus absolue peut-être de toutes celles qu'ait jamais eu à supporter notre patrie.

Combien ils regrettèrent alors leur imprudence, ceux qui, oubliant les bienfaits réels d'un régime libéral, malgré les excès qu'il permettait, et qui refusant de borner leur activité à le corriger par une sage application des lois, par un choix intelligent de députés ou de fonctionnaires capables,

s'étaient laissé enrégimenter à la suite d'un homme qui, malgré son génie, n'était cependant qu'un aventurier. Quant à la France, elle expia bien cher son erreur, en perdant toutes ses conquêtes, et en subissant à deux reprises différentes les hontes de l'invasion.

Concevrait-on que nous conviions le monde civilisé et barbare à assister à la célébration du centenaire de la révolution de 1789, si nous ne songions qu'à ce magnifique élan d'enthousiasme, sans nous préoccuper des causes qui l'ont rendu inutile, et même qui l'ont fait, sous certains points de vue, avorter ?

Non, nous ne pouvons être assez dépourvus de bon sens pour chercher à copier tout dans notre histoire, jusqu'à nos défauts qui nous ont imposé des défaites sanglantes et honteuses.

Nous ne serions que les ilotes de la Révolution si nous nous donnions le problème de suivre ce que certains marchands de lieux communs appellent la tradition révolutionnaire, c'est-à-dire de tourner indéfiniment dans le même cercle banal de réactions et d'insurrections qui, prenant un caractère de plus en plus aigu, de plus en plus douloureux, finiraient par amener des catastrophes, auxquelles nous n'avons jusqu'ici échappé qu'à cause du concours providentiel de circonstances fortuites sur le retour desquelles il serait certainement plus qu'absurde et plus qu'imprudent de compter encore une fois.

Nous serions d'autant moins excusables que c'est le Directoire exécutif qui, deux ans avant le crime de Brumaire, alors qu'il étincelait de

victoires, établit les concours industriels, ces Jeux olympiques du monde moderne, précisément dans ce Champ-de-Mars où s'élève la tour Eiffel. C'est là que le Ministre de l'Intérieur, François de Neufchâteau, un homme vertueux, un grand citoyen, un éloquent orateur, donna l'impulsion républicaine à ces grandes expositions qui ont fait le tour du monde, comme les principes de la révolution et le drapeau tricolore.

Avant que le Directoire exécutif eût ses fêtes au Champ-de-Mars, les Jacobins y avaient eu les leurs. C'est là que Robespierre avait élevé la montagne symbolique, sur laquelle il avait invoqué à sa manière l'Être suprême. Aussitôt que le 9 Thermidor eut mis fin au règne de la Terreur, la Montagne fut rasée. Avec ses débris on constitua un tertre sur lequel François de Neufchâteau était monté lorsqu'il prononça sa magnifique harangue ! Le citoyen Treillard, président du Directoire exécutif, avait aussi à ses pieds la poussière du monument des Terroristes lorsqu'il proclama les noms des premiers vainqueurs dans cette lutte qui servit de modèle à toutes les autres (n'oublions pas ce précédent mémorable).



XVII

LA TRAGÉDIE HAÏTIENNE

Originalité des Constitutions d'Haïti. — Toussaint Louverture se modèle sur Napoléon I^{er}. — Napoléon III est le singe de Soulouque. — Parti infructueusement tiré de l'avènement de Soulouque par les républicains français.

C'est à propos d'Haïti qu'un homme d'Etat français a prononcé cette phrase blasphématoire : « *Périssent les Colonies plutôt qu'un principe* », et a fait que les Colonies ont péri sans que les principes aient été sauvegardés. Cette histoire attend un Tacite. L'on n'en saurait citer aucune qui soit plus digne d'attirer l'attention, car si le théâtre est petit, les passions qui s'y sont allumées sont immenses, les haines y ont atteint des proportions formidables ! Ici, Spartacus n'a pas fait que briser des chaînes, mais il a régné !

Dans cette île tragique, les partis des blancs et des noirs ne sont pas, comme à Florence, de simples dénominations politiques, puisque chacun porte sur son visage la livrée de la faction à laquelle il appartient, de par le droit de la nature !

Nous ne pouvons entreprendre de résumer comment s'est développé ce désordre qui, généralisé par nos fautes répétées, et facilement attisé par les Anglais, donna lieu à des scènes auprès desquelles les catastrophes de nos révolutions pâlissent. Nous dirons seulement qu'après une série de vicissitudes sanglantes dont la Métropole fut peut-être la première coupable, le pouvoir tomba entre les mains d'un ancien esclave nommé Toussaint. Celui-ci montra beaucoup plus de qualités politiques qu'il n'en eut fallu aux maîtres pour éviter une insurrection ayant la violence d'une véritable éruption volcanique.

L'époux de la créole Joséphine ne pouvait abandonner les prétentions des colons; il ne se laissa pas toucher par la satisfaction d'avoir un imitateur, dont le génie n'était point indigne d'être comparé au sien. Le premier usage qu'il fit de la paix et de la liberté des mers fut de travailler à compléter l'œuvre de l'asservissement des blancs, en rétablissant l'esclavage des noirs. Il ne réussit qu'à déshonorer son règne par une des trahisons les plus infâmes que l'histoire ait enregistrées; il est vrai qu'il eut la consolation d'être débarrassé des braves légions républicaines que son despotisme aurait trouvées gênantes.

Le résultat de ces fautes fut de livrer l'île à des chefs nègres, qui aidés, il est vrai, par le soleil brûlant des Antilles, eurent la gloire d'anéantir les vainqueurs de tous les monarques les plus orgueilleux de la vieille Europe. L'ombre de République que le coup d'Etat de Brumaire avait laissé subsister, ayant été détruite, il était dans la

logique que Haïti eut aussi son Empire. Ce fut Dessaline, le tragique Dessaline, qui jeta sur ses noires épaules la pourpre des Césars, et régna avec un sceptre que Néron n'aurait pu ensanglanter davantage.

La poursuite de l'égalité, dans les cas où la Providence a créé des inégalités ineffaçables, conduisit à des extravagances faisant bien comprendre à la fois la nature et le danger des folies qui ont ensanglanté tant de républiques. « *Tous les Haïtiens sont noirs* », disait avec un singulier orgueil une des constitutions rédigées par les scribes d'un de ces Nérons qui ne savaient point lire dans les livres, mais se consolait de ne pouvoir parvenir à blanchir les noirs en essayant de noircir les blancs.

La classe moyenne de nos sociétés européennes se trouve représentée en Haïti par les mulâtres, autrement dit *les Jaunes*. Mais les blancs et les noirs, c'est-à-dire les aristocrates et les plébéiens de la peau, semblent presque toujours s'entendre lorsqu'il s'agit de les repousser. On voit bien des fois les blancs s'unir aux noirs dans l'espérance d'écraser les jaunes. Ils aiment mieux devenir les esclaves de leurs anciens esclaves, que de partager avec les jaunes des privilèges qu'en s'entendant avec la race mixte qu'ils ont créée, et qui possède une partie de leur sang, ils auraient pu exercer pacifiquement en dépit de tous les nègres du monde.

Toutefois, malgré cette double excommunication, et cette alliance qui répugne à la raison, après des orages sanglants, incessants, prolongés,

les Jaunes finirent par arriver au pouvoir. Mais privés du concours de l'intelligence des Européens et de la force des nègres, n'ayant ni clef de voûte, ni fondations, leur puissance, était frappée de stérilité.

Tandis que sous l'ancien régime le despotisme des blancs avait mis la terre en culture, que sous l'horrible dictature des chefs nègres, le travail avait repris, la longue administration du Président de la république mulâtre n'avait été qu'une longue décadence non interrompue, le progrès à rebours. Le commerce, la culture, l'industrie, l'éducation, tout avait péri sur pied. Image des régions tropicales, le régime social ne connaissait point de transaction entre la stérilité du désert et les plus terribles débordements. La sécheresse qui tue ou la foudre qui brûle, telles étaient les alternatives entre lesquelles avaient à choisir les malheureux Haïtiens, qui petit à petit retournaient à l'idolâtrie africaine et relevaient les autels de Vaudoux.

L'affranchissement de l'île, accordé par les Bourbons, afin d'éviter une nouvelle expédition plus encore que pour recueillir une maigre indemnité fut loin d'être utile à notre ancienne colonie; l'affermissement de la paix extérieure ne profita qu'au développement de la putréfaction sociale. La présence d'un ennemi redoutable est souvent un bien salutaire, rendant obligatoire une certaine concentration d'efforts. Dès que la France eût signé, les Haïtiens furent livrés à l'anarchie continuelle.

Le règne des jaunes ne fut point assimilable à

la fièvre comme celui des noirs, mais à une maladie de langueur qui rendit tous les dons de la nature inutiles et même dangereux, en favorisant les développements du lazaronisme.

Soulouque mit fin à cet état de choses; ce n'était qu'un général nègre, comme on en trouve beaucoup dans une armée où les épauettes d'or sont beaucoup plus communes que les paires de souliers. Il dut sa fortune à un caprice du président du Sénat, qui le considéra comme assez nul pour ne pas avoir d'opinion personnelle et s'imagina qu'il gouvernerait facilement sous son nom. Mais, s'il lui manquait le talent de signer, Soulouque possédait la ruse d'un vieil Africain pur Congo. Son esprit épais et vaniteux avait tout ce qu'il fallait de bon sens pour se débarrasser de son protecteur, en flattant les préjugés de peau, les plus tenaces de tous. Il comprit qu'il règnerait en Haïti par la grâce du Dieu des blancs, aussi solidement qu'un monarque du Dahomey par celle du grand Vaudoux. Comme un grand nombre de politiciens blancs dans la même circonstance, le sénateur jaune ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur; mais il était trop tard pour qu'il songeât à la réparer, et il se tint pour fort heureux de ce que son protégé ne lui manifestât point sa reconnaissance en le faisant fusiller. Soulouque était sacré empereur d'Haïti, non pas que l'huile sainte eut été versée sur ses cheveux crépus, mais parce qu'il avait versé assez de sang humain pour arroser le ciment avec lequel les trônes les plus solides sont toujours édifiés.

Quoique nègre, cet empereur ne laissait point que d'être fort ingénieux. En effet, c'est à lui que revient tout l'honneur d'une combinaison attribuée à un ancien ministre de la guerre de notre République, qui, au commencement de ses métamorphoses, annonçait l'intention de n'avoir plus comme préfets ou sous-préfets que ses colonels et ses généraux, et de pratiquer la concentration loyale de toutes les forces sociales entre les mains de ses caporaux.

Soulouque avait deviné qu'il n'y a que la gloire qui puisse rendre une dynastie nouvelle inattaquable et qui fasse oublier complètement, même à des nègres, la perte de la liberté.

En conséquence, avant de changer son titre de président contre celui d'empereur, il déclara la guerre à la République dominicaine dont il pensait ne faire qu'une bouchée. Mais, quoique beaucoup plus faible que celle que présidait Soulouque, celle-ci se défendit avec tant de vaillance que l'armée haïtienne fut battue à plate couture, et que Soulouque échappa avec la plus grande peine à l'ennemi.

Un esprit moins fertile aurait été embarrassé par un pareil événement; mais Soulouque, qui avait soumis la presse à la censure, et dont le peuple lisait, du reste, fort peu, déclara qu'il était vainqueur, et que c'était pour ne pas prostituer le beau nom des Haïtiens, qu'il n'avait point annexé les Dominicains. Lorsqu'il revint à Port-au-Prince, ce fut en général vainqueur et il reçut les honneurs du triomphe. Les grands personnages du pays profitèrent de cette occasion unique

pour lui offrir solennellement la couronne. Soulouque refusa, avec une indignation que Washington n'aurait point surpassée. Bien entendu, les pétitionnaires finirent par triompher d'une résistance moins difficile à vaincre que celle des Dominicains ; Soulouque consentit à mettre le comble à sa gloire en consentant à faire le bonheur du peuple haïtien.

Cham, qui tenait alors le sceptre de la caricature, comprit que Soulouque montrait au Président de la République française le chemin qu'il devait suivre pour arriver au but de son ambition ; que le Premier des noirs servait de modèle à celui qui voulait, comme le Consul auquel écrivait Toussaint Louverture, devenir le Premier des blancs. Grâce à ce crayon inimitable, Soulouque devint un personnage des plus populaires en France. Nous eûmes la douleur de voir, comme dans un miroir prophétique, se dérouler les sanglantes, les honteuses péripéties de notre histoire.

En effet, le monarque nègre n'ignorait rien de ce qui permet aux tueurs de dynastie de faire souche de dynastie. Il s'empressa de créer une noblesse qui fut formée de quatre cents membres dont les uns avaient le titre de princes, les autres de ducs, de barons, etc., etc. Il n'oublia pas jusqu'aux marquis. Les noms qu'il donna à ces personnages étaient des plus bizarres. Il y avait le duc de la Marmelade et la marquise de Trou-Bonbon.

Sa Majesté tenait cour brillante au milieu des meubles en palissandre qu'elle avait fait venir de

Paris, en même temps que son sceptre, sa main de justice et son trône, qu'on aurait exhibés au faubourg Saint-Antoine, si la police l'avait autorisé; mais rien n'était plus désagréable à l'Élysée que les allusions indiscrètes de ce nègre révélateur à la sublime pensée napoléonienne.

On rit aux larmes lorsque les journaux enregistrèrent les adresses qu'on avait trouvées dans le *Moniteur Haïtien*, et que l'on pourrait citer encore aujourd'hui comme des modèles de flagornerie et de platitude si elles n'avaient été dépassées par celles que bientôt après le *Moniteur officiel de l'Empire* devait publier en l'honneur du Soulouque français. Hélas! les avis de Cham furent dédaignés comme l'avaient été ceux de Samuel par le peuple d'Israël, et le peuple de Paris fut puni par les Prussiens comme celui de Jérusalem le fut par les Assyriens.

N'avons-nous pas, nous à qui il a fallu les hontes de Sedan et de Metz pour ouvrir les yeux, perdu le droit de nous moquer de tragi-comédies dont nous n'avons même point compris le sens et la portée ?

Quels étaient, en effet, je ne dis pas seulement les plus coupables, mais même les plus ridicules ? Que faut-il blâmer, des pauvres nègres, dont les pères avaient appris la liberté civique sous le bâton des commandeurs, ou des descendants des chevaliers des croisades ? De quel côté est le plus scandaleux avilissement ? Que ceux qui aiment la France répondent s'ils l'osent !

Quoique la raison, la justice soient évidemment les mêmes pour tout le monde, quoiqu'on ne

puisse admettre qu'il y ait une nation assez avilie pour ne point avoir notre idéal de morale et de vertu, cependant on ne peut dire que les mêmes institutions conviennent à tous les climats ou à tous les tempéraments nationaux. C'est ainsi que nos modes sont fort ridicules quand elles sont portées par des femmes dont le visage est couleur d'ébène et dont les cheveux sont crépus. D'autres coutumes et d'autres étoffes appropriées à leurs traits, peuvent mettre en évidence un genre particulier qui les distingue; mais elles ne peuvent briller qu'à leur manière et d'une façon appropriée au genre d'attraits que la nature leur a donnés.

Une République de Nègres, comme celle de Libéria, peut se concevoir et l'on ne doit pas décourager ceux qui s'efforcent de la maintenir. Mais, on peut croire que ce n'est point grâce à son intermédiaire que le grand continent africain sera émancipé et délivré de l'esclavage qui de tout temps l'a déshonoré.



XVIII

LA COMÉDIE JAPONAISE

Conséquence imprévue du succès des armes impériales. — Empressement des républicains japonais à accepter des postes sous le nouveau gouvernement.

Il y a seulement vingt ans qu'éclata la guerre civile à la suite de laquelle le pouvoir suprême passa dans les mains du souverain qui règne avec tant de gloire au Japon. Voyant que les troupes du Taikoun gagnaient tous les jours du terrain, les principaux partisans du Mikado qui se trouvaient assiégés dans la ville de Yokohama, prirent la résolution de tenter un nouvel effort dans une autre partie du pays. Comme ils étaient encore à peu près maîtres de la mer, ils s'embarquèrent au nombre de 3,000 sur la flotte de guerre, forcèrent le blocus et au nombre de 3,000 débarquèrent à Hakodate, dans l'île de Yeddo. Ils n'eurent pas de peine à mettre en fuite les officiers qui commandaient au nom du Taikoun et de s'installer à leur place. Mais comme il

était impossible de songer à restaurer l'autorité du Mikado, ses partisans prirent une résolution originale analogue à celle de la Droite, quand pour empêcher que la Constitution libérale dont nous jouissons ne s'implante, elle se met derrière l'Intransigeance. Ils proclamèrent une République, ce qui est déjà fort étrange, mais de plus une République dans le genre de celle que certains rêveurs ont proposé d'établir sur les ruines du parlementarisme. Le suffrage universel fut déclaré la base de la Constitution, mais les soldats avaient le droit de nommer les ministres chargés d'exécuter les ordres de l'assemblée. Le président de cette République singulière fut un certain Enomato qui mit la ville en état de défense. Bientôt arriva une armée impériale sous le commandement du comte de Kuroda, habile et vaillant général. Comme le Dieu des armées ne favorisait nullement le nouvel état, Enomato essaya vainement de sauver la situation en faisant proposer au Taïkoun, de lui concéder le droit de nommer lui-même le président de la République qu'il avait établie. Comme ces ouvertures furent repoussées, Enomato fut obligé de se rendre à discrétion ; on fit ce qu'un gouvernement régulier aurait fait en Europe, on mit Enomato et ses adhérents en jugement. Les infortunés allaient payer de la vie leur tentative désespérée ; heureusement le comte Kuroda prit sous sa protection l'homme qu'il venait de vaincre. Il déclara qu'il se suiciderait en ouvrant le ventre, si le ministère s'obstinait à ne point faire grâce à son ancien adversaire. Cette

menace, qui en Europe n'aurait produit aucun effet, fut prise en très sérieuse considération chez un peuple encore primitif. Non-seulement le gouvernement Japonais épargna Enomato, mais on lui permit de prendre du service dans la marine impériale. On lui donna un avancement rapide; il devint successivement ambassadeur du Japon à Saint-Pétersbourg; actuellement il est ministre de la marine dans le cabinet dont le chef est le comte Kuroda. Le Taikoun serait un élève de Machiavel qu'il n'aurait point agi avec une plus profonde connaissance du cœur humain. Les collègues républicains d'Enomato ne furent pas moins bien traités. Un d'eux devint chef du bureau météorologique, et un autre directeur d'un collège d'ingénieurs. On croit lire un chapitre de l'histoire de la Restauration des Bourbons alors que l'on publiait le dictionnaire des *Girouettes*, afin de signaler à l'attention publique les diverses transformations des principaux personnages qui avaient suivi l'exemple du prince Talleyrand et de l'oratorien Fouché.

Quel fut l'effet produit par cette tentative sur les populations, au suffrage desquelles on faisait appel, et dont la souveraineté était invoquée? Les documents nous manquent pour en juger; mais ce n'est point se hasarder trop que de dire que l'intelligence des électeurs d'Hakodate ne devait point le céder beaucoup à celle des sujets ottomans qui ont nommé les assemblées nationales qu'on a vu délibérer à Constantinople; peut-être était-elle au niveau de celle des multitudes dont on a recueilli les votes dans certaines

insurrections, mémorables surtout par le sang qu'elles ont fait verser, et par les tragédies qu'elles ont provoquées.

Nous laisserons au bon sens du lecteur le soin de déterminer ce que valent ces républiques dont la tombe est certainement si proche du berceau.

Puisse l'exemple de cette explosion singulière inspirer quelque sagesse aux enthousiastes, toujours trop prompts à oublier que si la multitude a des élans d'héroïsme, que les plus déterminés aristocrates sont forcés d'admirer, il ne faut pas croire qu'il soit prudent de compter uniquement sur cet élément facile à détourner de son but, pour faire régner dans le sein du gouvernement une sorte d'ordre relatif, sans lequel tout pouvoir, quelle que soit son origine, tombe fatalement en pamoison, et que Cartouche et Mandrin faisaient régner dans leurs bandes, dans le sein desquelles la peur de la maréchaussée mettait un peu de cohésion involontaire.

Mais ce n'est pas un résultat semblable dont se contenterait la saine philosophie. Ce n'est point dans le but d'arriver à une organisation si précaire, que tant de sang a été versé, que tant de sueurs ont été prodiguées. Le nom de République réveille d'autres espérances et de plus nobles ambitions. On doit être plus difficile sans tomber dans de dangereuses chimères.

XIX

ITURBIDE

Son rôle dans la guerre de l'indépendance. — Son élévation rapide.
— Sa catastrophe. — Consolidation de la République par
Napoléon III.

La Révolution d'Espagne en 1824 fut produite par le soulèvement des troupes qu'on destinait à la défense de l'absolutisme dans les Colonies et qui étaient réunies à Cadix en attendant leur embarquement. Le *pronunciamento* dont l'initiative fut prise par le célèbre et malheureux Riego, inaugura tout une série de mouvements militaires qui ont éclaté successivement, et sont devenus la règle générale de l'histoire politique de l'Espagne. En dépit de la forme monarchique qu'elle a conservée d'une façon inébranlable, sauf un court espace de temps dont nous résumerons tout à l'heure l'histoire, ce grand et malheureux pays a montré que l'anarchie n'est point une maladie propre au régime républicain, et que si les républiques paraissent plus particulièrement soumises aux caprices de la plèbe, l'absolutisme n'en

est point exempt. On a même vu que les orages soulevés dans le sein d'un peuple adonné à la superstition et inhabile à exercer la liberté sont plus terribles et plus sanglants que ceux qui accompagnent les Révolutions. En effet, ils ne sont pas en quelque sorte adoucis par l'ennoblissement qu'imprime aux esprits les plus avilis l'illusion d'un affranchissement, supposant chez la population qui en profite un certain degré d'instruction, d'intelligence et de retenue.

Nous n'avons point l'espace nécessaire pour examiner le détail des républiques établies en Amérique sur les ruines de la monarchie de Charles-Quint. Comme elles ont conservé le nom de République, elles ne tombent qu'indirectement sous notre juridiction morale, mais il n'en est pas de même du Mexique, où un général ambitieux nommé *Iturbide* parvint à établir un empire éphémère. La destruction de la République mexicaine par ce personnage nous fournit un exemple que nous ne saurions négliger.

L'influence qu'*Iturbide* acquit sur l'armée et sur une portion du pays ne s'explique que trop facilement par les services qu'il avait rendus; en effet, il avait donné le signal de l'insurrection, et dirigé l'armée mexicaine avec moins de mérite ou d'éclat, mais autant de bonheur que Washington, lorsqu'il triompha des Anglais. Quand les dernières troupes de la Métropole eurent capitulé, le gouvernement insurrectionnel fit procéder aux élections d'une Assemblée constituante. L'exemple des Etats-Unis ne pouvait manquer d'exercer une salutaire influence sur

l'esprit des Mexicains. La majorité des représentants était très sincèrement animée par le désir de doter le pays de la seule forme de gouvernement dont les bases soient rationnelles, et appartenait à l'opinion républicaine à laquelle le Mexique est resté fidèle malgré les événements que nous allons décrire, et pour laquelle il a montré son dévouement lorsque la France impériale a voulu lui imposer la honte d'une monarchie. Malheureusement, les républicains de l'assemblée mexicaine ne purent s'entendre et se partagèrent en fractions irréconciliables. Les amis de la monarchie, qui comprenaient les partisans de l'Espagne profitèrent naturellement de ces rivalités qu'ils avaient été assez habiles pour exciter sous main. *Les lépreux*, c'est ainsi qu'on nomme les vagabonds dont les rues de Mexico sont remplies, se rassemblèrent devant la maison d'Iturbide pendant la nuit du 22 mai 1827 et le proclamèrent empereur sous le nom d'Augustin I^{er}. Les cris, les vivats, les feux de joie se succédèrent jusqu'au jour. Aucune des manœuvres hypocrites que les usurpateurs pratiquent en pareil cas pour simuler une apparence de liberté et de vœu national, ne fut négligée dans cette occasion solennelle, où l'on donnait un successeur à Montezuma. Iturbide poussa la dissimulation jusqu'au point de feindre les hésitations d'un vrai Souverain. Il publia une proclamation qu'un prétendant à un trône plus important n'aurait point désavouée. Sous prétexte de modérer le mouvement, il l'encourageait et lui donnait une sorte de vernis de popularité, puis, sous main, il pre-

nait toutes les mesures nécessaires pour être bien certain que sa volonté parût être violentée.

Dès le lendemain, le congrès était convoqué en session extraordinaire dans le but apparent de réprimer le désordre. Le premier acte des partisans d'Iturbide fut de feindre l'indignation et d'obtenir un décret qui l'invitait à paraître devant le Congrès pour rendre compte de sa conduite. Les républicains donnèrent dans le piège et la motion fut adoptée au grand enthousiasme des indépendants.

Le lendemain matin, Iturbide obéit, mais au lieu d'arriver en accusé, comme l'espéraient ceux qui l'avaient cité à la barre, il vint, accompagné d'une nombreuse escorte; il avait eu soin de préparer l'envahissement de toutes les tribunes par ses partisans. Sa comparution fut un triomphe. Comme les vociférations de la foule empêchaient ses adversaires de prendre la parole, il poussa l'audace jusqu'à imposer silence à la multitude, afin qu'ils pussent porter les accusations qu'ils voulaient lancer contre lui.

Mais les imprudents avaient compris trop tard qu'ils avaient été indignement trahis.

Au lieu de profiter de l'autorisation, ils s'empressèrent de fuir, et il ne resta plus pour voter qu'un peu plus d'un tiers du Congrès. Quelques-uns eurent encore le courage de se déclarer incompetents et de soutenir qu'on ne pouvait établir une monarchie sans consulter le peuple sur un semblable usage de sa souveraineté. Mais cette opposition mitigée fut si mal accueillie, que ceux qui se permettaient cette restriction

faillirent être écharpés. Afin de consacrer un si glorieux événement, les lépreux dételèrent donc les chevaux de la voiture de Sa Majesté et se mirent à la traîner. C'est dans cet équipage qu'Augustin I^{er} revint au Palais. Comme en même temps qu'il éleva au trône le nouveau monarque, le Congrès avait voté pour lui une liste civile exorbitante, l'intelligent successeur de Montezuma déclara dissoute l'assemblée dont il n'avait plus besoin. Puis, il n'oublia pas les députés qui avaient demandé l'appel au peuple, et pour leur récompense il les fit jeter en prison. Comme on le voit, Augustin I^{er} était réellement digne de monter sur un trône. Cependant son triomphe fut de courte durée, et l'on peut dire que ce monarque finit par ressembler à Guatimozin parce que, comme lui, il termina sa carrière en régnant sur le gril. Après quelques semaines d'angoisses, il fut fusillé par les lépreux, et sa famille tomba dans la misère, où il paraît qu'elle se débat actuellement.

Nous n'examinerons pas la suite de l'histoire du Mexique qui nous montre une république dévorée, comme l'ont trop souvent été celles de l'Amérique espagnole, par une anarchie chronique alternant avec des spasmes de despotisme. Mais, par un concours providentiel de circonstances inespérées, la tentative inique de Napoléon III, pour traiter la république lointaine comme son oncle l'avait fait de celles de Gênes, de Venise, de Hollande, etc., etc., a tourné à la consolidation des institutions républicaines dans un beau, noble et intelligent pays. La vertu propre aux

institutions républicaines aidant, un avocat inflexible, l'héroïque *Juarez*, est parvenu à résister à Napoléon III, alors au comble de la puissance et à qui tout avait réussi jusqu'alors. Le juste supplice de Maximilien porta le comble à la honte du despote infatué que nous supportions à notre tête; il amena la décadence rapide d'un empire édifié sur la corruption, la honte et le mensonge, et qui, grâce à l'astuce avec laquelle les doctrines de l'abstention avaient été exploitées, s'était en quelque sorte débarrassé des souvenirs de son origine, et s'était fait accepter, vaille que vaille, par la majorité du pays. Cette merveilleuse épopée mexicaine annonça le châtement du crime de Décembre, non par l'assassinat, mais par la fatalité historique. Mais c'est un sujet qui ne rentre pas dans celui que nous traitons, puisque nous n'avons pour but unique que de dépeindre en ce moment la fin des républiques folles, succombant sous le poids de leurs fautes malgré l'excellence de cette forme de gouvernement. Nous nous sommes borné, et notre tâche est assez vaste, à montrer les désastres produits tant de fois par l'explosion des passions qu'une agitation scélérate cherche à propager, toujours dans un but secret dont la turpitude n'échappe à aucun bon esprit.

XX

LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

L'abdication du roi Amédée. — Chute de Castelar. — La lettre de Pavia. — Fin lamentable de la tragi-comédie. — La canaille de la *Puerta del Sol*.

Les malheurs de la France et les succès obtenus par la sagesse de M. Thiers dans la reconstitution du pays avaient produit de l'autre côté des Pyrénées une honnête émotion. Un peuple ayant de nobles aspirations, et possédant une idée élevée de la fraternité latine, ne put supporter l'idée d'avoir à sa tête un roi étranger qu'on devait supposer soutenu par l'influence germanique. Malgré une incontestable sagesse, et des qualités réelles, Amédée I^{er} ne put résister aux défiances dont il était l'objet, et aux difficultés qui entravaient l'exercice de son gouvernement. Dès le mois de février 1872, il déposait, en écrivant aux Cortès une lettre très digne, la couronne que le peuple espagnol était venu lui offrir en Italie par l'intermédiaire d'une députation spéciale. La République fut donc proclamée

dans des conditions exceptionnellement paisibles, et qui eussent assuré sa durée si elle avait pu survivre aux attaques des républicains. Ses pires ennemis ne furent pas les royalistes mais les républicains qui, pour l'organiser, désorganisaient tout ce qui est nécessaire pour faire vivre un gouvernement quelconque. Jamais, malgré les admirables efforts de son chef, l'orateur Castelar, un des plus éloquents de l'Europe, les factions anarchistes ne désarmèrent un seul instant. Jamais les déclamateurs vulgaires, ivres de lieux communs, n'eurent honte de coopérer à Carthagène avec les Carlistes, qui mitraillaient les troupes de la République dans les montagnes de Navarre et de Catalogne. Jamais sectaires ne se montrèrent plus indignes de la liberté dont ils invoquaient le nom. Jamais leurs débordements ne rendirent plus difficile une révolution nouvelle!

▲ la fin de 1873 l'Espagne était plongée dans une crise politique épouvantable, produite par l'entêtement absurde des intransigeants de toutes marques. Les furieux réunirent leurs forces, non pour consolider la République, ce qui eût été facile, mais pour mettre au pouvoir quelque fou furieux pris dans leurs bandes. Aveuglés par leur ambition et leurs folles espérances, les sectaires ne s'apercevaient point des intrigues des chefs militaires, se concertant, s'entendant comme des larrons en foire pour effectuer une restauration du pouvoir des Bourbons de la branche cadette. La tourbe démagogique de Madrid était excitée jusqu'à la fureur par les tentatives que faisait Castelar pour étouffer la Commune de Carthagène.

Les progrès des carlistes, trop faciles à expliquer par le résultat de leurs propres efforts, n'inquiétaient que médiocrement des politiciens dont l'horizon ne dépassait point celui de la *Puerta del Sol*.

La réunion des Cortès, qui aurait dû être le commencement d'une ère de paix et d'ordre relatif, donna le signal d'un déchaînement. L'assemblée refusa de continuer les pouvoirs de Castelar. Peu s'en fallut qu'on ne le décrétât d'accusation. Il est probable que le radicalisme n'aurait pas hésité à mettre ainsi le comble à ses cruautés, si le général Pavia lui en avait donné le temps. Mais à peine ces grands législateurs avaient-ils fini de faire le compte des bulletins, qui grâce à la complicité de trente royalistes avérés leur avaient assuré la victoire, qu'un huissier remit sur le bureau de l'assemblée un pli cacheté venant du capitaine-général de Madrid. Cet officier intimait au président des Cortès l'ordre d'avoir à dissoudre l'assemblée, sous peine d'être considéré comme factieux et fusillé sur l'heure. Il n'accordait que cinq minutes de délai pour exécuter cette sommation. Faute d'obéissance, il collait tous ces grands citoyens au mur.

Lorsque le président des Cortès reçut la lettre du capitaine-général, son premier mouvement fut de s'emporter en injures contre le loyal Castelar, qu'il accusa d'avoir provoqué le coup d'Etat; mais il se produisit un revirement dans ces intelligences épaisses. Les hommes aussi nuls que violents qui s'étaient répandus en ineptes accu-

sations se précipitèrent aux genoux du grand citoyen qu'ils venaient encore d'outrager. Ils le suppliaient de reprendre le pouvoir qu'ils avaient avili, en le lui arrachant avec tant d'imbécilité. Mais Castelar n'était point un ambitieux vulgaire se cramponnant aux honneurs et croyant que la patrie est sauvée tant qu'il est à sa tête. Il ne voulut point accepter une mission rendue impossible par ceux-là même qui lui offraient de s'en charger. Il savait bien, par expérience, qu'une fois le danger passé ces absurdes apôtres de toutes les utopies, ces maniaques sur lesquels compte le despotisme, reviendraient à *leurs vomissements* ; qu'ils l'interpelleraient et l'empêcheraient de gouverner, au nom du cantonalisme, du communisme, du communalisme ; que, sans trêve ni relâche, ni merci, ils s'allieraient avec le côté droit pour paralyser l'effet des lois, pour multiplier les crises, pour les rendre permanentes et pour achever la ruine complète du pays. Il déclara qu'il aimait mieux prendre le chemin de l'exil que de servir de pantin à une aussi triste comédie. Il fut suivi sur la terre étrangère par les démagogues qui avaient joui d'un triomphe moins long que le délai que le capitaine Pavia leur avait accordé ! Les victimes ne furent pas ces héros du Forum, qui n'avaient pas trouvé une cartouche à brûler, mais les pauvres diables qu'ils avaient dupés, et qui, renfermés dans Carthagène, versaient leur sang pour la plus sottise, la plus absurde, la plus criminelle des insurrections.

Les destinées de la République espagnole étaient accomplies ; le retour de la monarchie

n'était plus qu'une simple formalité. Nous n'attristerons pas nos lecteurs en racontant les détails de cette mascarade.

Les vagabonds dont les clameurs avaient soutenu les démagogues, les portefaix, qui avaient déclamé avec tant de fureur contre la sagesse de Castelar, manifestèrent la joie la plus vive lors du retour d'Alphonse XII. Si les conseillers du roi uhlan avaient fait un signe, les républicains étaient mis en pièces par la vile multitude qui se chauffe à la *Puerta del Sol*. Mais s'ils avaient l'astuce du tigre ou de la panthère, ils n'en avaient point heureusement la férocité.



XXI

LA RÉPUBLIQUE DE FÉVRIER

Folies radicales. — Aveuglement de la Montagne. — Les traîtres récompensés par l'Empire. — Constantin Dragèses et Mahomet II.

En réalité, Thiers a eu tort de dire: *l'Empire est fait*, à propos du rejet de la loi par laquelle les questeurs demandaient le commandement de la force publique destinée à défendre l'assemblée législative. Quelque énorme qu'ait été cette faute elle n'était que le dernier corollaire de toutes celles qui avaient été commises pendant plus de trois ans. Plus sévère que l'auteur du *Consulat et de l'Empire*, l'histoire impartiale dira que ce déplorable empire était fait le jour où le général Cavaignac fut obligé, par le suffrage universel, de céder le pouvoir au citoyen Louis-Napoléon.

Ce n'est pas que toute la partie active, vivace, remuante du parti républicain avancé ait poussé la folie, la sottise, la stupidité, jusqu'à inscrire le nom de « Louis-Napoléon Bonaparte »

sur ses bulletins, comme l'ont fait en masse tant d'ouvriers de Lyon et de Paris! Mais ceux qui, se croyant beaucoup plus intelligents que ces pauvres diables, avaient voté, comme moi, pour Ledru, pour Lamartine, ou Raspail, comme certains autres, n'avaient pas rendu de moindres services à la cause *napoléonienne*. En effet, leur action, parallèle à celle des agents impérialistes, avait abouti au même résultat. Dans le but mesquin, stupide, idiot, d'assurer quelques milliers de suffrages à leur candidat, ces sectaires avaient affaibli le seul homme qui put faire obstacle au futur empereur. Nous avons sacrifié l'homme de la loi républicaine.

Cette constitution qui était comme une barricade légale, comme un rempart inexpugnable de la liberté, et qui s'opposait à la réélection du prétendant, on n'a point eu assez de sarcasmes pour ceux qui la défendaient. On ne voyait que ses défauts, on perdait de vue ses qualités; on pensait que la grande affaire de la Démocratie était d'en fabriquer une qui fut moins imparfaite et qui fit moins d'obstacle aux réformes plus ou moins dangereuses que l'on méditait. On ne comprit pas que le seul problème était de la faire durer!

Lors des élections générales d'où sortit la Législative, on ne s'inquiéta en aucune façon d'écarter les candidats suspects de complaisance pour le prétendant, et d'assurer la nomination des hommes qui l'avaient combattu. On ne se préoccupa que d'écarter les députés sortants qui avaient soutenu le gouvernement du général

Cavaignac dans les terribles épreuves qu'il avait subies à cause des complots bonapartistes.

Oubliant que la France et la République étaient également perdues si les insurgés de Juin avaient triomphé, les républicains qui n'avaient point commis la faute de prendre les armes, comme ces factieux ou ces fous égarés par des traîtres dont les noms peuvent être maintenant traînés aux gémonies de l'histoire, furent généreux aux dépens de la patrie et de la République ; ils crurent que leur honneur leur faisait un devoir de plaider la cause des insurgés et de réclamer impérieusement une amnistie dont une infinité d'agents bonapartistes auraient profité. C'est seulement après la proclamation de l'empire, et surtout après la publication des petits papiers des Tuileries, que la vérité éclata. C'est dans les bagnes d'Afrique qu'un grand nombre comprirent qu'ils avaient introduit dans leur Ilion un cheval dans le ventre duquel étaient cachés non pas des Ulysse, mais des Hubert ! On condamna à rentrer dans la vie privée les hommes sages et courageux qui avaient donné le signal d'une répression salutaire indispensable. On les abreuva d'outrages et de calomnies, on ne fut indulgent que pour les auteurs réels de ce mouvement calamiteux provoqué ouvertement aux cris de : *Vive Napoléon, nous l'aurons.*

Les mêmes preuves de folie furent prodiguées dans les élections partielles qui eurent lieu en province, et surtout à Paris. Dans toutes les circonstances, dans les moindres comme dans les plus importantes, des hommes dévoués

qui auraient donné leur sang et leur liberté pour la République, étaient beaucoup plus fortement indignés contre la Droite que contre l'Elysée. En accordant toujours leurs votes aux candidats les plus extrêmes, à ceux qui affectaient les opinions les plus subversives, ils semblaient n'avoir qu'un seul but : intimider, exaspérer les conservateurs, les pousser, les jeter dans les bras de l'Elysée, leur bien faire comprendre qu'il ne pouvait y avoir ni transaction, ni *modus vivendi* avec eux et la *République des Républicains*, qu'ils étaient morts politiquement si le parti des Montagnards arrivait au pouvoir. Les organes qui avaient les plus intimes rapports avec l'Elysée, les politiciens qu'on vit plus tard accueillis aux Tuileries, se distinguaient par la véhémence des articles, des brochures, des livres qu'ils publiaient sur les questions sociales ainsi que par l'énergie ou la démenche des discours fébriles qu'ils prononçaient.

Au lieu de faire comme les marins qui, serrés par la tempête, s'efforcent d'alléger leur bâtiment, et de porter le débat sur le maintien absolu de la Constitution, la Montagne fit un manifeste rempli de phrases creuses, vides, sonores, annonçant l'insurrection des deux millions d'électeurs expulsés, qui viendraient voter en 1852, avec des fourches et des faux. Elle ne dit pas un mot du parjure, dont les sbires avaient déjà reçu le mot d'ordre et étudiaient les allures des principaux personnages politiques, afin de pouvoir les saisir sans coup férir quand viendrait le moment d'expédier par fournées, à Mazas, tous ces clairvoyants citoyens.

Il n'y a pas de bornes, quoi qu'on ait pu le dire, à l'aveuglement, à l'entêtement des hommes politiques, quand ils ont enfourché une idée pernicieuse.

Mais ce qui dépasse tout, ce qui montre trop bien ce que l'aveuglement des partis a de terrible, ce fut le rejet de la loi des questeurs, repoussée parce que prise entre deux peurs, la Montagne avait voulu éviter une *Convention Blanche*, en se précipitant tête baissée dans un avenir obscur, ténébreux, infâme, — parce que les Représentants de la loi n'avaient pas compris que si la légalité fait périr les monarchies, c'est toujours par elle que les Républiques vivent.

Ah! je voudrais que la place me permit de citer tous les discours prononcés avec les meilleures intentions du monde dans cette funeste occurrence!

C'est avec horreur et dégoût que j'en transcris quelques passages, qui me rappellent les impressions amères que j'ai éprouvées, et que ni le temps, ni les préoccupations n'ont pu effacer.

Que répondait-on à M. *Thiers* qui, dans un langage empreint de sagesse et de modération, rappelait que toute assemblée, dépositaire de la Souveraineté nationale, avait le devoir de pourvoir à sa sûreté?

Jules Favre déclarait, le 17 novembre, que « prétendre que la loi peut être déchirée par le sabre de quiconque voudra le tirer contre l'Assemblée est une impiété. »

Madier de Montjau a dû bien souvent regretter

sa parole imprudente : « Non, nous n'avons pas besoin de décréter un appel de soldats. »

Schœlcher, l'historien du Coup d'Etat, et l'infatigable apôtre de l'abolition de l'esclavage, s'est laissé entraîner à dire : « Vous avouez donc que la loi serait faite contre nous. »

Crémieux s'est écrié : « Le peuple marchera avec vous, il sera votre garde, et avec le peuple, vous n'avez pas besoin de décret. »

Mathé : « L'ennemi le plus dangereux n'est point à l'Elysée, mais il est là ; » et il montrait la droite.

Pascal Duprat interpellait violemment M. Thiers, en le priant de raconter l'histoire des dangers courus l'autre nuit.

A l'orateur qui disait sagement : « Appelez-moi royaliste si vous voulez, mais ne donnez pas au monde le spectacle de Royalistes défendant l'indépendance et la sûreté de l'Assemblée pendant que les Républicains leur refusent jusqu'à la parole », *Michel (de Bourges)*, l'orateur de la Montagne, répondait :

« Le péril, c'est que la Monarchie est menacée, c'est que la République commence à être inaugurée. Vous avez peur de Napoléon Bonaparte et vous voulez nous sauver par l'armée ! L'armée est à nous ! Je vous défie quoi que vous fassiez, de faire un choix qui fasse qu'un soldat vienne ici contre le Peuple ! Non, il n'y a point de danger. S'il y avait un danger, il y a aussi une sentinelle invisible qui nous garde, et cette sentinelle je n'ai pas besoin de la nommer, c'est le peuple. »

La Presse n'était pas moins insensée.

La conspiration est vaincue, dit *de Toulgouet* en rendant compte de la séance du 18 novembre et il ajoute :

« Le trouble de l'assemblée ne se répercutera pas sur le Pays. C'est un vote d'ordre enlevé par le concours loyal du parti que les meneurs royalistes ont accusé sans cesse, depuis trois ans, de pousser aux conflits et aux révolutions. »

Dans ces jours lugubres, dans ces jours terribles où les bons citoyens cherchaient à organiser la résistance, mais où l'on ne trouvait même pas de barricades sur lesquelles on put décemment se faire tuer, nous nous réunissions en quelque sorte en permanence au café du Théâtre Français, dont la configuration était toute autre qu'aujourd'hui. Chaque jour, chaque heure aggravait la situation! On voyait que la sentinelle de Michel (de Bourges) avait continué à être tellement invisible que le parjure de Décembre, n'avait pas eu besoin de la fusiller. Le signataire de l'article précédent était un des plus empressés des plus assidus, des plus indignés... Un certain jour, on ne le vit pas arriver à l'heure habituelle. « Le pauvre Toulgouet se sera fait arrêter, dit l'un. » « Pourvu qu'il ne se soit pas fait fusiller, dit l'autre. » N'ayez aucune crainte sur le sort d'un si bon patriote, dit un troisième, qui venait de lire le *Moniteur Officiel*. Tenez, fit-il en étalant la feuille sur la table et en marquant un endroit avec son doigt : « Il vient d'être nommé sous-préfet. »

Voilà comment furent récompensés quelques

traîtres ; pas tous, car il y en eut qui mirent longtemps à se démasquer. Hubert, l'homme fatal du 15 mai, fut de ce nombre. Il ne se régala officiellement avec le pain de César qu'après avoir mangé un certain nombre d'années de prison.

Il y eut des dupes dont l'aveuglement fut tenace, et qui ne virent clair que lorsqu'il fallut se dérober aux argousins, ou quand les verroux de quelque Bastille se furent refermés sur eux. En voici un exemple curieux et qui, à l'époque, m'indigna profondément.

Depuis quelques jours, j'étais un peu malade, et contre mon habitude, je me levais tard. J'étais encore couché lorsque mon frère Arthur entre comme un ouragan dans ma chambre, m'annonçant le coup d'Etat.

Aussitôt, je me sens guéri par la colère. Je saute à bas de mon lit, je m'habille à la hâte et je conduis mon frère dans un endroit où se réunissait un groupe nombreux d'ouvriers, tenant dans la main une armée de travailleurs !

Je ne m'étais point trompé ! l'état-major de ce corps d'état était en train de délibérer. Le président était un de mes amis intimes, bon citoyen, mais sectaire enragé.

Lui s'imaginait que l'on pouvait faire coup double, accepter la Dissolution de l'assemblée et chasser Bonaparte !

Il n'y avait qu'une chose à faire, voter pour des républicains et faire consacrer la révolution par le coup d'état lui-même.

Le discours qu'il faisait dans ce sens, était

une épreuve avant la lettre du fameux volume de Proudhon.

Quand j'arrivai, haletant, essoufflé, pâle d'indignation et de colère, mon ami était à la tribune. Je l'interrompis et je demandai la parole avec tant d'autorité que je l'obtins.

Je rétorquai tous les arguments que je venais d'entendre, je parlai avec un frémissement patriotique de la nécessité de défendre l'assemblée nationale, de la folie de croire que dans la position désespérée où nous nous trouvions, nous pouvions espérer de faire coup double ! Je proposai un projet de proclamation qui fut adopté, et qui se terminait par ces mots : « Vive l'assemblée nationale ! »

Ce succès obtenu, je partis pour aller d'un autre côté et tâcher d'organiser la résistance.

Deux jours se passèrent en efforts dans le détail desquels il est superflu d'entrer. Enfin, le quatrième jour, j'étais près de l'École de médecine, au coin de la rue Hautefeuille, lorsque je vis un groupe assez nombreux formé autour d'une affiche.

L'affiche avait été collée un peu haut en s'aidant d'une borne comme il y en avait encore un grand nombre dans le vieux Quartier latin.

Aussitôt, je saute sur cette borne et je commence à donner lecture de la proclamation que je croyais connaître.

Hélas, au beau milieu, je m'arrêtai... Après mon départ, on était revenu au projet primitif... La proclamation appelait le peuple... *aux urnes !*

J'eus un éblouissement, je bondis à terre et je disparus dans la foule !

La masse des travailleurs laissa passer la poignée de braves qui voulurent protester sur les barricades. Au moment où Baudin allait mourir, il se trouva un homme en blouse, qui était peut-être un honnête travailleur, pour lui reprocher ses *vingt-cinq francs*.

Mais, ils ne se contentaient pas de vingt-cinq francs par jour ceux qui avaient amené cette série de malentendus, d'erreurs, de fautes superposées. La France était alors assez riche pour permettre à Napoléon III d'être reconnaissant. Du reste, le fils de la Reine Hortense avait l'âme grande et généreuse, et aucun de ceux qui lui ont rendu service ne fut oublié.

Un curieux et instructif travail serait de relever les noms de tous ceux dont l'exaspération pendant la période révolutionnaire a été récompensée pendant la période impériale, et de faire autant que possible l'énumération des services rendus.

Quoique les hommes de la Commune aient eu soin de faire disparaître les archives du Palais de Justice et du ministère des Finances, il resterait encore assez de traces officielles authentiques pour pouvoir éclairer un peuple léger autant que généreux sur le rôle que les aboyeurs ont joué dans la perte de la Liberté.

Nous allions partir pour l'Afrique, et la cheminée du *Labrador* à bord duquel j'étais détenu envoyait déjà dans le ciel ses volutes de fumée.

Le Préfet du Finistère, qui était arrivé une heure auparavant avec un grand appareil, venait de faire l'appel nominal des individus graciés par *Son Altesse Impériale le Prince Président*, lorsque l'on vit arriver de la ville un canot à bord duquel il se trouvait des gendarmes et trois individus enchaînés, deux nègres et un mulâtre. Ces individus montèrent à bord, assez péniblement puisqu'ils étaient gênés par leurs fers, et disparurent dans l'entrepont.

Un quart d'heure après, nous descendîmes nous-mêmes dans cet endroit qui nous servait de prison. Les trois nouveaux venus avaient été mis à la barre de justice, et les transportés dont la plupart étaient des paysans de la Nièvre s'en écartaient avec horreur, en disant : « ce sont des forçats. »

Comme je n'avais pas de ces préjugés grossiers bien déplacés quand on est soi-même prisonnier, je m'assis à côté de ces individus, je liai conversation avec eux, je leur dis mon histoire, et je leur demandai en échange la leur.

Le mulâtre, qui était le plus confiant, me raconta qu'ils avaient été condamnés au bagne, les deux nègres pour 20 ans et lui à perpétuité à cause d'une insurrection qui avait eu lieu à la Guadeloupe, lors de la dernière élection dans laquelle les candidats révolutionnaires avaient triomphé. J'étais d'autant plus intéressé à ce que j'entendais que l'un de ces deux députés était un de mes amis, quoique plus âgé que moi. C'était avec lui que je m'étais trouvé en rapport dans des circonstances qu'il est inutile de rap-

porter. Je donnai à ces infortunés tous les signes de sympathie qu'une personne captive peut donner à d'autres captifs dans la même position qu'elle et je remontai sur le gaillard d'avant avec une bordée qui allait respirer l'air de la mer ; le spectacle était très émouvant, car les côtes allaient disparaître dans le lointain, et la mer était assez grosse de sorte qu'un grand nombre de mes compagnons avaient le mal du pays doublé par le mal de mer. Le soleil baissait déjà, et quoiqu'il fit encore grand jour, on voyait de larges teintes estomper l'horizon.

Nous étions naturellement privés de journaux et de toutes nouvelles du dehors ; mais les gendarmes qui nous gardaient, n'avaient pas songé à empêcher quelques fragments de feuilles publiques de s'égarer à bord, comme enveloppe d'une multitude de petits objets, fruits ou provisions que les pêcheurs nous avaient vendus en rade de Brest, avant de lever l'ancre pour nous rendre dans notre lointaine prison.

J'étais à l'affût de ces morceaux de papier, et fort heureux chaque fois qu'un de mes compagnons de captivité voulait bien m'en donner quelqu'un. Un peu avant de descendre, je mis la main sur une pièce de je ne sais quelle feuille qui contenait des nouvelles officielles. Quelle ne fut pas ma stupéfaction lorsque je lus, de mes yeux lus, ce qui se nomme lu, que mon ami le représentant dont la nomination avait coûté la liberté aux trois forçats actuellement à bord, venait d'être créé *conseiller à la Cour d'appel de la Guadeloupe !*

Ce n'était qu'un traître, un judas, un brigand politique qui, le coup fait, n'avait pas attendu que ceux qui l'avaient nommé fussent arrivés au bague, pour recevoir ses treize deniers !

Je l'avoue, la colère me fit oublier ce qu'il y avait de cruel dans le parti auquel je m'arrêtais. Dès que je descendis, j'allai droit aux pauvres forçats, et je montrai au mulâtre, le seul qui sût lire, ce qu'il y avait sur le fatal papier que je tenais ainsi en main. Le mulâtre raconta en français-créole à ses deux compagnons ce que je venais de lui dire, et j'eus le sauvage plaisir d'entendre leurs malédictions auxquelles je me joignis de grand cœur. Les gendarmes mirent fin à la scène, en menaçant les trois pauvres diables de les reléguer sur les caisses à eau s'ils continuaient à faire ainsi du bruit. Moi je gardai longtemps l'impression de cette scène émouvante, et l'espérance que le scélérat serait châtié de l'apostasie infâme dont il s'était rendu coupable.

Pourquoi le magnifique mouvement d'enthousiasme qui a produit la Révolution de février a-t-il abouti à ces catastrophes déplorables ? Pourquoi la victoire du peuple a-t-elle conduit à la défaite des jours sombres de Décembre ?

Le respect de la loi, de la Constitution, avait été ébranlé dans toutes les âmes républicaines par une foule de rhéteurs qui commentaient de toutes les façons possibles cette parole insensée, impie, de Proudhon, la conclusion coupable de son idée générale de la Révolution

au XIX^e siècle : « M. Cavaignac se croit de plus en plus obligé d'être ami de l'ordre. M. Thiers ne peut s'empêcher de se signer au seul nom d'anarchie... Allez donc, couards... Vous craignez de tomber dans le puits ; vous avez déjà la moitié du corps dans la margelle. Vous l'avez dit : *La République est au-dessus du suffrage universel*. Si vous comprenez la formule, vous ne désavouerez pas le commentaire : *La République est au-dessous de la Révolution* ». Parce que *Ledru-Rollin* écrivait de Londres dans la *Voix du Proscrit* : « Nous croyons que le peuple ne constituera sérieusement son bonheur qu'à la condition de le voter lui-même », et exprimait sa défiance contre toute espèce de Constitution ; parce que *Victor Considérant* s'élevait avec force contre toute délégation de la souveraineté : « Le peuple, s'écriait-il en un français aussi douteux que son bon sens, *coupe dedans*. Fier d'être souverain, il marche le jour dit aux boîtes électorales. Il y dépose ses votes, il met sa souveraineté dans des tirelires dont il n'a plus la clef. Le voilà remis sous le joug. Le souverain dépend d'une souveraineté inférieure à la sienne. On lui a remis une bride. Il n'y a plus qu'à s'en saisir, c'est-à-dire à s'emparer de la majorité. C'est bientôt fait. Le dos du Peuple a retrouvé un cavalier éperonné et tenant cravache ! Marche donc, *Populus*, hue, hue, tu es souverain. »

Ces idées étaient soutenues, colportées dans toutes les réunions populaires, dans tous les journaux démocratiques, dans tous les ateliers.

Le nombre des auteurs qui les commentaient

avec plus de violence que d'originalité, se nommaient Bellouard, Chouippe, Erdau, Fauvety, Coignet, Havard, Pelissery, Alliot, Charaton, Gilardeau, de Flotte, Nabos, Saugot, Hennequin, mort fou furieux, et d'autres de plus ample envergure, tels que Louis Blanc, Cabet, Pierre Leroux.

Nous possédons également en ce moment une multitude de grands citoyens, qui font les difficiles et les renchérés en matière de liberté, qui ne peuvent supporter aucune entrave et qui s'indignent de toutes les restrictions que l'on met à l'exercice de leurs droits souverains. Comme ces Brutus ne sont pas pour la plupart nés d'hier, je les prierai de vouloir bien nous dire comment ils faisaient pour vivre du temps de l'Empire, et comment on peut expliquer le phénomène de leur silence absolu pendant de si longues et de si dures années d'oppression.

La plupart de ceux qui étaient déjà éclos à la vie politique savent bien cependant ce que valent les plébiscites, puisque l'Empire en a fait une certaine consommation ! Pourquoi n'ont-ils point vis-à-vis de la République un peu de cette patience inaltérable dont ils ont donné des preuves si brillantes ! Ah ! que n'ont-ils vis-à-vis du Sénat issu du vote libre des électeurs choisis *ad hoc*, quelque peu de la vénération ou au moins du respect qu'ils affichaient pour celui que Napoléon III avait choisi parmi les *grandes illustrations du pays*.

En enregistrant leurs insanités, il est im-

possible de ne pas songer à ce qui arriva à Constantinople, en l'an 1452, alors que Mahomet II faisait d'immenses préparatifs pour s'emparer de la seule ville qui appartint encore aux Grecs. L'empereur Constantin chercha à intéresser les Latins à la conservation de cette cité si importante, qui est en quelque sorte la clef des deux mondes. Il s'adressa au pape Nicolas V, qui envoya à Constantinople le cardinal Isidore, renommé par sa science, sa piété et son esprit de conciliation.

La situation était si grave que l'empereur obtint qu'on prit jour pour déclarer qu'on unissait l'église de Bysance à celle de Rome, ce qui était le salut, car l'Europe catholique intervenait. Mais pendant que Constantin Dragèses et les principaux dignitaires de la cour et du clergé se rendaient processionnellement à Sainte-Sophie pour accomplir un sacrifice indispensable, un moine fanatique affichait à la porte de sa cellule une protestation contre l'union des deux églises, la foule aveugle se soulevait, et la transaction avec Rome était rompue. Le sort de Constantinople était scellé; les Grecs n'avaient pas vu la barrette d'un cardinal dans Sainte-Sophie, mais ils allaient y voir le turban, se promenant sur des monceaux de cadavres, nageant au milieu de flots de sang!

Le moine fanatique, à la voix duquel le peuple de Constantinople se souleva contre le projet d'Union, n'était autre que le célèbre Gennadius que Mahomet II s'empressa de nommer patriarche de l'église grecque, aussitôt que le car-

nage eut eu lieu. Pendant que Gennadius se préparait à recevoir le paiement de sa trahison, Constantin Dragèses, digne souverain d'un peuple qui malgré sa décadence avait fourni tant de héros à l'histoire, s'élançait au milieu des rangs pressés des Ottomans, et c'est au milieu d'un monceau de cadavres d'infidèles que ses restes étaient ramassés. Au moment où le vainqueur signait le firman qui installait Gennadius dans sa nouvelle dignité, il donnait ordre qu'on exposât la tête de l'Empereur sur les ruines de la cité captive, et que sa peau, bourrée de paille comme celle d'un animal sauvage, fut promenée dans toutes les villes de l'Etat.

La République de Février, n'avait point à proprement parler d'embarras extérieur, quoique tous les princes fussent coalisés contre elle ; elle avait pour elle tellement l'opinion des peuples qu'elle pouvait dormir en paix.

Nous n'avons plus aujourd'hui de ces sécurités sublimes, et nous n'en pouvons avoir, après le sang, les misères et les défaites de l'Année terrible. Nous sommes un peu comme les Grecs l'étaient du temps de Constantin Dragèses. Ce n'est pas une raison pour trembler et ne rien faire, mais ce n'en est pas non plus une pour ne pas ajourner les questions qui nous divisent et pour conserver précieusement, comme les sots qui ont écouté Gennadius, nos interminables querelles à propos de la suppression d'un *iota*, même quand cet *iota* se nomme le Sénat.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5
I. — Athènes.....	15
II. — Carthage.....	41
III. — Rome.....	55
IV. — Florence.....	69
V. — Gênes.....	81
VI. — Venise.....	88
VII. — Pise.....	93
VIII. — Lucques..	99
IX. — Le Tribun Rienzi.....	104
X. — Masaniello.....	111
XI. — Les Juges d'Israël.....	117
XII. — Les Anabaptistes de Munster.....	127
XIII. — La République d'Angleterre.....	135
XIV. — La République des Sept Provinces-Unies.....	145
XV. — La République Polonaise.....	153
XVI. — La Première République Française.....	158
XVII. — La Tragédie Haïtienne.....	165
XVIII. — La Comédie Japonaise.....	174
XIX. — Iturbide.....	178
XX. — La République Espagnole.....	184
XXI. — La République de Février.....	189



Bergerac. — Imp. Nouvelle L.-P. BOISSERIE.
